

The image shows the front cover of an old book. The cover is decorated with a marbled paper pattern, featuring dark brown and black swirling veins over a lighter tan background. A white rectangular label is affixed to the lower-left corner of the cover. The label contains the text 'D 131 .C3' in a simple, black, sans-serif font. The book's spine is visible on the left edge, showing some wear and the same marbled pattern.

D
131
.C3

NUNC COGNOSCO EX PARTE



THOMAS J. BATA LIBRARY
TRENT UNIVERSITY

✓





La
Société féodale

DU MÊME AUTEUR

La Diplomatie carolingienne, du Traité de Verdun à la mort de Charles-le-Chauve. In-8°, Paris. Bouillon.

Louis XI, Jean II et la Révolution catalane (Bibliothèque méridionale). 2^e série, t. VIII. In-8°. Toulouse, Privat.

Bibliographie roussillonnaise (en collaboration avec Pierre Vidal). In-8°. Perpignan.

La Bourgogne (en collaboration, avec Henri Drouot). In-8°, Paris. Laurens.

Cartulaire de l'Université de Montpellier, t. II. In-4°. Montpellier François Rude. Paris, in-4°. Floury,

COLLECTION ARMAND COLIN
(Section d'Histoire et Sciences économiques)

La
Société féodale

par

J. CALMETTE

Professeur à l'Université de Toulouse



1911

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

—
1923

Tous droits réservés.

D131 C3

Tous droits de reproduction
de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.
Copyright 1923, by Max Leclerc
et H. Bourrelier.

PRÉFACE

Nous avons essayé, en ces quelque deux cents pages, de donner au lecteur l'essentiel de ce vaste sujet : la société féodale, et de lui présenter l'armature logique des idées sur lesquelles ce sujet repose.

La société féodale résulte d'un travail interne d'élaboration dont le secret gît dans les origines, et qui offre, dans son organisation, des traits spécifiques que l'on ne saurait décrire sans un souci constant des principes. C'est une société à étages, dont les classes doivent être successivement passées en revue, la situation respective de ces classes étant commandée par les rapports des personnes et des biens. Un aperçu de la vie féodale, suivi d'un rapide voyage à travers le monde féodal, achève le cycle des six chapitres entre lesquels se distribue tout naturellement la matière assez dense que les limites du volume ont permis de retenir.

La bibliographie sommaire que nous avons jointe à l'ouvrage pourra fournir, à quiconque voudra pousser

plus avant, l'amorce d'une documentation. Nous nous sommes borné à y faire figurer les manuels, où l'on trouvera des indications abondantes sur la « littérature » de ce chapitre d'histoire, ainsi que quelques-uns des livres ou articles plus spécialement visés au cours de notre exposé.

LA SOCIÉTÉ FÉODALE

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES FÉODALES

On est convenu d'appeler *féodal* le régime social et politique qui caractérise le moyen âge et qui s'oppose au régime antique, d'une part, et, d'autre part, au régime moderne.

Lorsqu'on parle, pour la commodité du langage, de « féodalité japonaise » ou de « féodalité marocaine », par exemple, on emploie une expression figurée que des analogies plus ou moins extérieures peuvent pratiquement justifier, mais qui ne saurait prétendre à l'exactitude. Croire à un parallélisme d'évolution serait être dupe des mots et commettre une erreur certaine. En réalité, la *féodalité* est proprement occidentale et médiévale. Elle est ce que nous la connaissons en vertu de ses origines, et ces origines elles-mêmes ont été conditionnées par des circonstances de temps et de lieux nettement saisissables dans leur principe. D'où cette conséquence immédiate que l'étude des *origines* s'impose à nous en premier lieu.

Nature politique et sociale de la Féodalité. — Pour acquérir une idée nette, il faut d'abord dégager les

traits fondamentaux de ce régime politique et social que nous appelons *féodalité*.

Au point de vue social, la féodalité est caractérisée par la façon dont est possédée la terre; au point de vue politique, par l'existence d'une hiérarchie de pouvoirs agissant indépendamment sauf l'obligation de satisfaire à des devoirs personnels. Tant au point de vue social qu'au point de vue politique, la conception féodale s'oppose à la fois au passé et à l'avenir, c'est-à-dire d'une part au statut antique, d'autre part, au statut moderne. Tandis qu'en droit romain, comme aujourd'hui, la notion de propriété est à la base des relations juridiques, chaque terre ayant normalement son propriétaire et la pleine propriété se présentant comme le cas normal, au moyen âge, au contraire, sur la même terre se superposent généralement des droits de diverse nature et tels que la notion de propriété est absente ou a perdu son sens. De même, si du point de vue social nous passons au point de vue politique, nous constatons que chez les Romains, comme chez les modernes, l'idée de l'État est une idée fondamentale, indépendante de la forme concrète du gouvernement, le gouvernement n'étant que le mode de réalisation de l'idée de l'État considéré comme la « chose publique » (*res publica*); chez les Romains, comme chez les modernes, l'État souverain exerce ses pouvoirs par l'intermédiaire de magistrats ou de fonctionnaires : or, féodalement, il n'y a ni magistrats ni fonctionnaires, il n'y a même plus d'État, car le fonctionnaire d'autrefois exerce à titre personnel les fonctions qu'il exerçait précédemment comme mandataire; en sorte que cette hiérarchie de pouvoirs qui résulte de l'appropriation réalisée à tous les degrés correspond, dans le domaine politique, à la superposition de droits substituée, dans le domaine social, à la pleine propriété.

Dès lors, on peut dire qu'en dernière analyse la féodalité provient d'un démembrement de la propriété au point de vue social, d'un démembrement de la souveraineté au point de vue politique.

Position du problème des origines; notion de l'évolution féodale. — Mais, si différent qu'il soit du régime qui l'a précédé, le régime féodal en est directement issu. Aueune révolution, aueune volonté individuelle ne l'a implanté. C'est une évolution lente qui lui a donné naissance. La féodalité appartient à la catégorie de ce qu'on pourrait appeler les « faits naturels » en histoire : c'est assez dire que sa formation, déterminée par des forces pour ainsi dire mécaniques, a été progressive. Il importe d'examiner d'un peu près ces forces et ce mode de formation.

Un fait très apparent a frappé, dès l'abord, tous ceux qui se sont proposé ce problème : c'est qu'à la base de notre moyen âge occidental se trouve l'invasion barbare. L'invasion s'impose à l'attention comme le fait primordial et d'une amplitude telle qu'aucun autre événement d'égale envergure ne s'est produit depuis, si bien qu'à vrai dire l'évolution subséquente de l'Occident n'a été que le développement logique de la situation créée par l'invasion. Celle-ci elle-même, abstraction faite de ses contingences immédiates, n'est autre chose que la compénétration de ces deux milieux jusqu'alors juxtaposés, le milieu impérial et le milieu barbare.

Ainsi, au point de départ, il y a conjonction d'éléments, rencontre de deux mondes. C'est pourquoi, aux yeux d'observateurs même attentifs, le problème des origines féodales peut apparaître comme soluble au moyen d'une discrimination d'antécédents. Puisque la société du moyen âge résulte de la fusion de deux

Sociétés, ne suffit-il pas, pour rendre raison de chaque élément de la société féodale, de discerner de quel élément, soit romain, soit barbare, cet élément féodal est dérivé? Pareille façon d'entendre le problème semble d'autant plus légitime que les termes qui désignent les institutions médiévales sont tantôt romains, tantôt barbares : la langue technique du haut moyen âge est un perpétuel mélange des deux langues.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les érudits aient laborieusement recherché l'explication des institutions féodales dans une connaissance plus ou moins intime du monde barbare et du monde impérial. Par système ou par goût, les uns se sont adressés plus complaisamment à la source romaine, les autres à la source germanique. Sur ce terrain de prédilection, deux écoles — l'école romaniste et l'école germaniste, — se sont livrés et se livrent encore d'ardentes batailles. Au total, chacune des deux écoles a compté des représentants éminents, chacune a produit des œuvres maîtresses dont s'est enrichie, à chaque génération, la bibliographie du sujet, et qui contiennent, de part et d'autre, de précieux enseignements. Mais, il faut l'affirmer sans ambages, ni l'une ni l'autre des deux conceptions ne saurait satisfaire entièrement l'esprit. C'est qu'à tout prendre le problème des origines féodales doit se porter sur un plan différent de celui où s'affrontent les théories des Romanistes et des Germanistes.

Assurément, en histoire, la connaissance des antécédents est intéressante, instructive, et nous ne manquerons pas, nous aussi, d'y faire appel. Mais l'antécédent n'est pas le seul facteur, ni peut-être le plus significatif. Ce qui importe surtout n'est pas de savoir d'où vient l'élément féodal, s'il est originaire de Rome ou de Germanie, mais pourquoi cet élément est devenu féodal et comment il a pris justement dans la société féodale

cette place et cette fonction, que nous lui reconnaissons. En d'autres termes, dans le cas de la féodalité, les antécédents, — soient-ils romains ou soient-ils barbares, — ne sont que matière et forme. Si ces éléments sont devenus ce qu'ils furent féodalement, ils le doivent à une évolution dont le secret ne peut être demandé ni à Rome ni à la Germanie. Ne disions-nous pas que la féodalité appartient à la catégorie des « faits naturels » en histoire? Sa formation est le résultat de forces comparables aux forces géologiques. Ces forces ont agi sur la matière, c'est-à-dire précisément sur ces antécédents dont on ne saurait, dès lors, raisonnablement exiger qu'ils fournissent à eux seuls l'explication intégrale de la transformation.

Les antécédents et les forces créatrices. — Ces principes une fois établis, il est aisé d'en déduire la méthode qu'il convient de suivre pour donner ici, sous forme d'exposé synthétique, une esquisse rationnelle du processus féodal. Nous aurons à noter aussi exactement que possible les antécédents auxquels il est indispensable de remonter, et nous aurons en même temps, — disons surtout, — à montrer quelles forces créatrices, s'exerçant sur ces antécédents, leur ont donné une vitalité nouvelle et un nouvel aspect.

Quelles sont donc, en substance, ces forces créatrices dont l'action a été si efficace? Elles sont au nombre de deux, et, comme il fallait s'y attendre, l'une essentiellement sociale, l'autre essentiellement politique : l'une réside dans la poussée irrésistible d'une tendance économique s'exerçant sur la propriété, l'autre dans la vertu agissante d'un principe rival de l'État, le principe du dévouement personnel.

Le travail agricole, la terre. — Durant les siècles où s'élaborait la société féodale, un problème écono-

mique d'une primordiale importance s'est imposé aux esprits dans l'ordre social, le problème du travail agricole.

A l'époque gallo-romaine et gallo-barbare, à la veille et au lendemain des grandes invasions, la richesse essentielle est la terre. Elle est divisée en grands domaines. Il y a relativement peu de propriétaires et il n'y a guère que de très grands propriétaires. Le plus grand propriétaire est le fisc. Il va de soi qu'un grand propriétaire ne peut cultiver lui-même : il a besoin de bras. Placé devant le même besoin, le grand propriétaire moderne résout la difficulté en prenant à sa solde des ouvriers dont il rémunère les journées ou les heures de présence. C'est le salariat agricole, c'est-à-dire l'application à la culture d'un régime général du travail propre à l'époque actuelle, à savoir le salariat. Or, le salariat ainsi conçu est à peu près étranger aux siècles auxquels nous avons remonté : la rareté du numéraire en eût rendu l'application en grand franchement impossible.

Mais, dira-t-on, le grand propriétaire gallo-barbare n'avait-il pas à sa disposition la solution antique ? L'antiquité, en effet, placée en face du même problème, l'avait résolu à sa façon, au moyen de la culture servile, appliquant à la terre ce régime ordinaire du travail familial à l'antiquité, à savoir l'esclavage. Seulement, l'esclavage était une institution déclinante, qui ne rendait plus, parce qu'une évolution intellectuelle et morale l'avait minée : la culture servile avait fait son temps. L'antiquité à son déclin, sans l'abandonner tout à fait, avait senti la nécessité d'y juxtaposer d'autres modes d'exploitation dont la fortune, sous le Bas-Empire, se présentait de plus en plus brillante. Pour venir en aide à la servitude insuffisante, le monde romain avait usé du droit de stipuler inclus dans le droit de propriété ; il avait recouru à des contrats, d'ailleurs variés et de types multiples, mais dont le plus carac-

téristique et le plus général se réfère à la « précaire ».

Un homme ne possédant pas de terre ou n'en ayant pas assez, et voulant vivre de ses bras de cultivateur, va trouver un propriétaire qui a des terres à exploiter : il lui propose de cultiver un lot à charge d'une compensation, redevance ou corvée; la demande du travailleur constitue un acte juridique appelé « prière » (*precaria*). Si le propriétaire acquiesce, il fait un acte appelé « concession » (*prestaria*). Tel est l'état primitif de cette institution, de pur droit privé. Plus tard, le contrat se réalise au moyen d'un acte unique, bilatéral, comportant l'engagement des deux parties, et, pour désigner cet acte on dit « le précaire » (*precarium* au lieu de *precaria*). En tout cas, l'opération aboutit à la concession onéreuse d'un usufruit.

Originellement, le contrat était révocable; mais, avec le temps, l'usage s'établit de considérer le précariste, généralement appelé colon, comme possesseur légitime à condition de continuer à se soumettre aux charges qu'il avait assumées. A la mort du précariste, on admit que son héritier fût substitué à ses droits et à ses obligations. Ainsi consolidé, le précaire, — confluant, comme nous le verrons plus tard, avec d'autres types contractuels également évolués, — aboutit à ce que le moyen âge appelle « tenure » ou « censive ». Le cultivateur ou tenancier doit au propriétaire primitif, qui ne possède plus, des redevances (*cens*) ou corvées que la coutume fixe à défaut de la charte originale presque toujours perdue.

La rémunération des services, le bénéfice. — Ce qui est vrai du travail agricole, est vrai nécessairement aussi des services publics, en ce sens que, dans une société où le salariat est inapplicable, il ne peut être question de rémunérer les fonctionnaires en leur attri-

buant, à la façon moderne, des émoluments comptés en espèces. La richesse essentielle étant la terre, la rémunération des services devient une question foncière. Les rois barbares, par exemple, n'ont d'autre moyen de rétribuer les services de leurs fonctionnaires que de leur déléguer l'usufruit d'un domaine fiscal et de le leur maintenir tant qu'ils s'acquittent de ces services : cet usufruit porte le nom de « bénéfice » (*beneficium*). De plus la consolidation du bénéfice a suivi un rythme analogue à celui du précaire; sous sa forme définitive, il s'appellera couramment le fief.

La désintégration de la propriété. — Le double système d'usufruit que nous venons d'analyser s'est développé, et trois conditions de la terre ont alors apparu : pleine propriété ou « alleu », tenure à cens ou « censive », bénéfice ou fief. Ces trois conditions ont été non seulement parallèles, mais superposables. Que le roi, par exemple, ait concédé un fief, il reste, certes, en droit, propriétaire de la terre fiscale cédée; au-dessous, celui qui l'a reçue exerce son droit de fief, et s'il l'a cédée lui-même, pour assurer l'exploitation, à un tenancier, un troisième droit se glisse et vient se poser sur la même terre.

Une fois généralisée, cette stratification de droits a des conséquences redoutables : rien de moins que l'établissement d'un statut foncier nouveau. Le droit de propriété du roi, dans notre exemple, sera devenu transcendant; les théoriciens du droit féodal appelleront ce droit *jus eminens* pour l'opposer au *jus utile* du possesseur.

Ainsi, par la consolidation des droits nés de l'aliénation, le droit de propriété ancien s'est résolu dans le simple droit d'exiger l'accomplissement de certains devoirs; il s'est idéalisé, il s'est altéré dans sa nature,

sans que cependant les droits nés au profit d'un fief ou d'un tenancier se soient subrogés à lui : il y a eu proprement désintégration de la propriété.

Tel est, du moins, l'état spécifiquement féodal. Mais l'évolution ne devait point s'arrêter à ce stade. La notion du *jus eminens* a été s'atténuant; les devoirs accomplis envers celui qui en était revêtu, — redevances ou corvées, — ont perdu leur sens, le souvenir de la concession originelle s'est évanoui, un jour est venu où le propriétaire, perdant jusqu'à l'enveloppe de son droit vidé, s'est trouvé totalement évincé, de même que l'intermédiaire fief, et l'humble tenancier de jadis est devenu, de possesseur, pleinement propriétaire. Ce jour-là, les « droits féodaux » ayant disparu, toute trace de féodalité sociale s'est dissipée.

Le dévouement personnel. — Si de l'ordre social nous venons à l'ordre politique, nous remarquons d'abord que la conception étatiste de l'antiquité s'est conservée, avec plus ou moins de pureté, assez avant dans le moyen âge. L'époque carolingienne avait encore retenu beaucoup de la notion antique, car l'impérialisme carolingien avait eu, à certains égards et dans une certaine mesure, le sens d'une restauration. Du moins, au milieu du ix^e siècle encore, le comte est nettement fonctionnaire et le prince qui en dispose personnifie l'État. Mais cet État carolingien est aux prises avec un ennemi redoutable, sous l'étreinte duquel il plie déjà et doit finalement succomber : le dévouement personnel.

Le dévouement personnel procède d'un principe que l'on peut dire antinomique de l'idée d'État. La création d'un lien capable de faire d'un homme en dépendance l'homme de son patron remonte aux âges les plus reculés et passe pour appartenir au patrimoine commun de la

race aryenne : il se présente parallèlement dans l'antiquité sous la forme de la clientèle celtique, de la clientèle romaine, de la mainbournie germanique. Un devoir étroit, que le latin appelle *obsequium*, s'impose à l'homme dépendant.

L'*obsequium* peut être compatible avec l'État s'il demeure contenu dans d'étroites limites, s'il reste circonscrit, comme chez les anciens, dans les bornes de la famille, même largement entendue; mais s'il s'hypertrophie, s'il déborde son cadre, s'il envahit le domaine public, il apparaît comme le dissolvant par excellence de la substance même de l'État. Or, les circonstances qui ont conditionné l'évolution du haut moyen âge ont donné au dévouement personnel une extension telle que le régime politique a été aussi profondément transformé par son action que pouvait l'être l'état social par les forces économiques tendant à la désintégration de la propriété.

On a beaucoup discuté sur les antécédents du lien d'homme à homme tel qu'il se présente dans la société féodale. C'est un des terrains sur lesquels Germanistes et Romanistes se sont plus particulièrement acharnés à rompre des lances. En fait, les deux sociétés que l'invasion a confondues connaissaient le dévouement personnel. La Germanie pratiquait l'institution que César signale déjà et que Tacite décrit ensuite sous le nom de *comitatus*, compagnonnage; Rome en décadence, d'autre part, introduit le système des *scholae* ou troupes de soldats domestiques. Et c'est ici l'un des aspects du problème des origines féodales où il est le plus nécessaire, le plus instructif aussi de prendre garde aux antécédents.

César nous apprend que, de son temps, si un chef germain médite une expédition, il se présente dans l'assemblée de la tribu et demande des hommes pour

le suivre. Ceux qui s'y offrent engagent envers lui leur foi. Tacite décrit la même institution, mais sa description du *comitatus* suppose que l'institution a largement évolué, car, au lieu d'être occasionnel, comme au temps de César, le compagnonnage a désormais un caractère permanent. Aux *comites* ou compagnons ordinaires s'adjoignent des jeunes gens, *adulescentuli*, que leur noble extraction ou les services rendus par leurs ascendants désignent à cette faveur d'être admis dans le *globum*, c'est-à-dire dans la bande. Chacun des guerriers de la bande est lié au chef par un serment, le chef lui assure la nourriture et la part de butin. Comment chez ces Germains, que Tacite nous définit une race de proie (*Germanos ad prædam*), la soif du butin n'aurait-elle pas été le ressort le plus puissant? Comment, dès lors, le compagnonnage, fondé précisément sur cet instinct de proie, n'aurait-il pas été se développant?

De fait, la comparaison du texte de César et du texte de Tacite a ceci d'instructif, que, présentant à deux moments successifs une institution caractéristique, elle en met en relief l'évolution et précise le sens de cette évolution. Le *comitatus* est en progrès, il tend à plus d'étendue, à plus de fixité. Aussi bien, Tacite signale expressément l'émulation qui existe entre chefs et entre compagnons : les chefs rivalisent à qui aura la bande la plus nombreuse et la plus brave ; les compagnons, à qui aura la meilleure place auprès du chef. D'après le même auteur, le serment crée une solidarité telle que le guerrier ne doit pas en principe accepter de survivre à son chef tué dans la bataille. Et si l'on était tenté de voir là une amplification littéraire, — encore que le suicide du samouraï japonais nous enseigne que des cas analogues peuvent se présenter dans l'histoire des sociétés humaines, — il suffit de se reporter à un texte d'Ammien Marcellin qui, au IV^e siècle, cite,

dans une circonstance concrète, le sacrifice consenti par les compagnons d'un prince alaman.

Ce troisième texte, après ceux de César et de Tacite, vient à point pour montrer que l'évolution du « *comitatus* » se poursuit avec les siècles et toujours dans la même direction. Il ne saurait y avoir aucun doute que les rois barbares ont réussi leurs invasions grâce surtout à leurs bandes de compagnons assermentés et dévoués. Clovis, en particulier, a dû certainement à son *globum* la maîtrise de la Gaule.

L'idée fondamentale du compagnonnage germanique revient, en somme, à l'idée d'un service militaire personnel, dû non pas en vertu d'un devoir civique, mais en vertu d'un contrat librement consenti. Or l'idée du service militaire personnel existe également dans la société du Bas-Empire : les textes juridiques ou narratifs nous parlent fréquemment de soldats domestiques (*domestici*, *milites in privato obsequio*). Autour des empereurs ou des grands personnages de l'Empire, ces soldats, généralement d'extraction barbare, forment une bande, une garde privée, et les escadrons qui composent cette garde sont dits *scholae*, les cavaliers sont dits *scholares*. Les barbares familiers (*barbari familiares*) d'Aetius, le vainqueur d'Attila, formaient de grandes unités (*magna agmina*), et lorsque Aetius eut été mis à mort par Valentinien III, celui-ci n'eut rien de plus pressé que d'incorporer les barbares de sa victime parmi ses propres « *scholares* ».

D'autre part, si Tacite a parlé d'un *comitatus*, de *comites* en Germanie, il est curieux que, chez les Romains du Bas-Empire, on appelle *comitatus* l'entourage de l'empereur. Ce terme, d'abord vague, dérivé du sens classique du mot *comes* signifiant compagnon, va se précisant à mesure que l'Empire devient plus monarchique : le *comitatus* impérial se présente finalement

comme la pépinière des hautes dignités et des hauts commandements. Certes, le *comes* du Bas-Empire n'est pas le *comes* germain de Tacite. Et cependant, n'est-il pas frappant de voir le chef d'État romain entouré d'un *comitatus* comme le chef de bande barbare? La rencontre crée une affinité singulière entre les deux sociétés dont l'invasion opère la fusion, et l'idée d'affinité est ici particulièrement précieuse.

Lors de la compénétration des deux mondes, barbare et romain, il y a eu non pas seulement mélange, mais combinaison. Pareille combinaison n'a été possible que par la présence de certains éléments assimilables. Dans la société résultant de la fusion, cela seul a été vraiment viable qui avait des raisons de vivre à la fois dans le passé germanique et dans le passé romain. Si, notamment, Romains et Barbares ont pratiqué le dévouement personnel, comment s'étonnerait-on que le dévouement personnel ait pris, par la fusion, un élan nouveau, une vitalité telle que l'*obsequium* ait apparu comme le noyau central autour duquel s'est constitué politiquement la nouvelle société?

L'hospitalité barbare et ses effets. — Nous avons défini jusqu'ici les éléments fondamentaux et les forces vives dont le jeu a transformé la société préexistante en une nouvelle société. Ces vues théoriques ne sauraient suffire. Pour expliquer la genèse de la société féodale, il faut encore suivre le processus concret de la transformation, constater comment ces forces ont agi, comment ces éléments ont réagi, comment l'ambiance des faits historiques a influé sur l'orientation et le rythme de l'évolution.

Certains de ces faits historiques ont une importance déterminante. Au premier rang, il est légitime de placer l'hospitalité barbare.

Ce n'est certes pas ici le lieu d'étudier en soi cette hospitalité (*hospitalitas*) ou mode d'établissement foncier des Barbares en terre impériale. Ses suites seules nous importent. Nous ne nous demanderons donc pas quel rapport existe entre l'hospitalité barbare et l'hospitalité militaire romaine, qui n'était que la forme antique du logement du soldat chez l'habitant. L'hospitalité, au sens que ce mot revêt quand il s'agit des habitats barbares, comporte partage des terres et des esclaves entre envahisseurs et indigènes. Il n'y a pas à s'étonner que les indigènes aient consenti à ce lotissement, pour eux moins onéreux qu'il ne pourrait le sembler à première vue, et dont la contre-partie était la protection barbare : l'opération se présentait plutôt comme l'équivalent d'une assurance contre le pillage à prime foncière unique. Aucune antipathie n'existait, au surplus, entre Romains et Barbares.

Le quantum du partage fut variable suivant les temps et les lieux ; mais quelle que soit la proportion que l'on puisse déduire plus ou moins laborieusement des textes, Saleilles a bien montré comment la règle proportionnelle doit s'interpréter. On se tromperait fort si, là où — comme chez les Wisigoths, par exemple, — le partage donne en principe aux Barbares la moitié des bois et deux tiers des terres cultivées, on s'imaginait chaque propriétaire obligé d'abandonner mathématiquement pareille fraction de son domaine. C'est l'ensemble des terres du territoire envisagé qui fut l'objet du partage. D'immenses terres fiscales furent transférées en totalité, en sorte que l'appoint seul fut fourni par les particuliers, dont le sacrifice, dès lors, ne saurait être précisé par un chiffre. De plus, les étendues livrées étaient remises aux chefs barbares qui s'arrangeaient avec leurs hommes distribuant à ceux-ci des lots, *agri*. Sauf les parts de très grands chefs barbares, devenus les égaux des grands

propriétaires indigènes, les lots barbares furent assez modestes et la proportion des fortunes terriennes ne fut nullement bouleversée.

Les lots attribués aux Barbares furent même insuffisants pour assurer leur existence, du moins à la génération suivante, par l'effet du partage successoral. Les descendants du Barbare hospitalisé sont nombreux, car la race est prolifique. Ne pouvant vivre sur leurs parcelles respectives, les fils de l'envahisseur se font nécessairement travailleurs agricoles pour autrui. Ils ne le peuvent qu'à condition d'entrer dans l'engrenage des contrats dont nous avons défini la nature. Ils se font tenanciers.

Pratiquement, l'opération a lieu de la façon suivante. Le Barbare restitue sa parcelle au grand propriétaire qui la lui remet à nouveau, augmentée de ce qu'il pourra cultiver en même temps, le tout à titre de tenure. L'exemple est suivi par les petits propriétaires de la société gallo-romaine. Placés dans une situation analogue, ils opèrent en masse de la même manière. Une opération identique résulte souvent d'un sentiment pieux : pour son salut, « *pro remedio animae* », pour s'assurer la protection d'un saint, le fidèle aime à « tenir sa terre » d'un établissement religieux. Enfin, l'insécurité des temps dicte à beaucoup une conduite analogue vis-à-vis des personnages puissants d'alentour, car le patron protège naturellement ses tenanciers qui sont ses hommes. Bref, les circonstances nées des invasions multiplient et généralisent les contrats dont nous savons qu'ils désagrègent la propriété et féodalisent le sol.

Ces phénomènes sociaux se développent logiquement à travers les siècles mérovingiens et se prolongent en se répétant avec une intensité probablement égale à travers l'époque carolingienne. Parallèlement, le dévouement personnel poursuit son travail dissolvant, et, ici

encore, l'ambiance des faits historiques mûrit l'évolution.

La truste, la vassalité. — Nous avons vu que le confluent du compagnonnage germanique et de la milice domestique tend à fortifier le courant qui entraîne vers des horizons nouveaux le dévouement personnel. C'est le *comitatus* qui imprime à ce courant sa direction, et la milice domestique joue ici le rôle d'affluent. Le compagnonnage se survit nettement, en effet, à l'époque mérovingienne, dans la *truste*.

La « truste » nous apparaît, en somme, comme le résultat de la fusion entre la milice domestique de la société impériale et le *comitatus* de la Germanie, ce dernier élément restant dominant. On appelle, chez les Mérovingiens, *scholae* les bandes attachées à la personne des rois. Par ailleurs, la comparaison entre la « truste » et le « comitatus » révèle à un examen attentif un parfait parallélisme : on y constate la même dualité; des *pueri commendati*, sur lesquels nous aurons à revenir, correspondent aux *adulescentuli* de Tacite; la masse des *antrustions* ou *scholares* correspond aux « comites » ordinaires de l'historien latin; enfin, pour tous, la source de leur *obsequium* est le serment.

Toutefois, il peut paraître à première vue déconcertant que le *comitatus* ainsi prolongé se présente sous un nom nouveau. Faut-il croire qu'au temps de Tacite les Germains appelaient déjà « truste » ce que l'auteur latin avait cru devoir appeler *comitatus*? Du moins, la filiation ne saurait être mise sérieusement en doute.

La truste, développée et renforcée, joue véritablement le rôle d'armée permanente de la monarchie mérovingienne. Liée par un serment rigoureux au roi, elle est entièrement dans sa main. Elle lui sert aussi bien

pour la police que pour la guerre. Le roi utilise même ses antrustions pour ses assassinats politiques, et les sources narratives, qui latinisent le mot antrustion sous des formes plus classiques, — *custodes*, *satellites*, *pueri*, — fournissent à ce sujet de nombreux et saisissants exemples.

L'époque mérovingienne va vers son déclin, et au VIII^e siècle, le mot *vassus* fait son apparition pour désigner ce qu'on appelait précédemment antrustion. Ce mot traverse l'époque carolingienne, et engendre le diminutif *vassal* (*vassalus*), dont la fortune a été si grande dans la société féodale. Que les *pueri* de la truste ou les *vassali* du IX^e siècle soient une seule et même chose, c'est ce qu'on peut démontrer de façon certaine, et l'équation apparaît nettement dans des textes tels que celui d'Hinemar : *pueri vel vassali*.

Ainsi, comitatus, truste, vassalité sont trois étapes d'une même institution.

Une question surgit toutefois : pourquoi, au VIII^e siècle, cette apparition d'un nom nouveau ? On n'en a pas rendu compte. Peut-être pourrait-on risquer l'explication suivante : « Vassus » paraît être la latinisation du celtique « gwas », homme. « Vassus » est donc l'équivalent du latin « homo ». Or, le mot « comes » avait reçu, dès l'époque mérovingienne, un sens spécial, technique, administratif, le sens nouveau de « comte », c'est-à-dire gouverneur d'une circonscription. Perdant son sens large, le mot « comes », — et peut-être aussi parallèlement son équivalent barbare « antrustion », — a cessé d'être employé dans le sens ancien, et, puisqu'on dit couramment « homo » pour faire entendre homme en dépendance (*homo in obsequio*), cet emploi du latin *homo* a pu attirer l'équivalent « gwas » comme corrélatif non latin.

Quoi qu'il en soit, le mot *vassal* gagne du terrain ; il s'oppose à *seigneur* (*senior*, le plus âgé, le plus élevé

en dignité). Le lien entre le vassal et le seigneur est créé par le serment, et les devoirs nés de ce serment s'expriment par un mot demeuré immuable à travers ces changements de termes, le mot *obsequium*.

Obsequium, Mithium, Fidelitas. — Que contient au juste ce mot *obsequium* si ancien, si persistant, et cependant si difficile à interpréter? Ce qui est sûr, c'est que, pour les hommes du VIII^e et du IX^e siècle comme pour leurs prédécesseurs, ce mot emportait avec lui tout son sens; c'est pourquoi ni les écrivains ni les actes qui l'emploient n'éprouvent aucun besoin de le définir. Les devoirs de l'inférieur vis-à-vis du supérieur y étaient renfermés dans leur plénitude.

Un mot encore plus obscur pour nous est le mot *mithium*. Il se présente dans des textes nombreux pour désigner un droit inhérent à la qualité de *senior* ou *dominus* et corrélatif à l'*obsequium*. Si l'on combine à ce sujet les théories les mieux fondées, celles de Beaudoin et de Brunner, on peut admettre qu'à l'origine le seigneur est responsable de ses vassaux, les représente en justice, et joue le rôle de juge officieux pour les affaires qu'ils ont entre eux; ensuite ce droit, que renforce la tradition romaine du patronat, se développe de proche en proche et finit par engendrer une véritable juridiction.

L'État carolingien était fondé sur la fidélité, *fidelitas*. Le serment de fidélité était exigé de tout sujet. Ainsi, un lien personnel se trouvait créé du sujet au roi. Cette forme personnelle du devoir civique était grosse de conséquences. Que des particuliers pussent contracter entre eux des engagements de même nature, et les inconvénients du système apparaissaient.

La royauté carolingienne, au IX^e siècle, loin d'y faire obstacle, a favorisé cette extension du dévouement

personnel. Elle y fut apparemment poussée par l'avantage qu'offrait pour elle l'application du « *mithium* ». Dans cet État troublé dont les annales et les diplômes nous disent assez le désarroi, l'action judiciaire et la police ne vont point sans peine. Le *mithium* en facilite l'exercice. Que tout homme eût un patron, un seigneur, c'est-à-dire vis-à-vis de l'État un répondant, c'est ce qui aidait trop à l'ordre, journellement menacé, pour que le Palais pût résister à la tentation de pousser à l'évolution vassalique. Le service militaire lui aussi en devenait d'un maniement plus facile. Pour des raisons d'opportunité, l'État, déjà contaminé par le principe du dévouement personnel, se faisait le complice de ce principe, dont nous savons qu'il était antinomique de la souveraineté.

Mais il ne faut pas parler trop vite d'aveuglement. Outre que la vassalité n'était permise qu'envers un fidèle du roi, — en sorte que la fidélité, s'étageant en plans successifs, ne semblait rien perdre de la solidité de son armature, — il faut songer aux cas fréquents en histoire où un pouvoir est conduit par la pression des nécessités quotidiennes à transiger avec des principes hostiles, qui parfois portent en eux le germe de sa ruine future. Le régime parlementaire moderne, par exemple, n'a-t-il pas dû souscrire maintes fois à des concessions vis-à-vis du syndicalisme qui se place à son antipode? La position de l'État carolingien en face de la vassalité semble bien se présenter, à certains égards, sous un angle comparable.

Combinaison de la vassalité et du bénéfice, le fief.
— Jusqu'ici, l'évolution des droits fonciers, d'une part, celle du dévouement personnel, d'autre part, ont été envisagées séparément. La réalité a croisé les deux courbes. Un nouveau facteur de transformation appa-

raît donc. La vassalité s'est combinée avec le bénéfice.

En tant que concession d'usufruit pour rémunération de services, le bénéfice existe nettement à l'époque mérovingienne. Si, par exemple, le domaine fiscal de Lagny (Latiniacum) a eu pour bénéficiaires successifs les maires du palais Ebroïn, Waraton, Ghislemar, puis de nouveau Waraton lors de son retour à la mairie, il faut conclure que ce domaine de Lagny était concédé au maire en tant que tel et possédé par lui comme rémunération et condition de son office. Le mot *comitatus* à l'époque carolingienne, en même temps qu'il désigne la circonscription que nous appelons « comté », désigne aussi le bénéfice qui rémunère la fonction comtale. De là vient également que le mot *honor*, dans les textes carolingiens, désigne fréquemment le bénéfice. Un comte à qui le roi retire ses « honneurs » est un comte révoqué. La concession bénéficiale est considérée comme un moyen efficace d'obtenir le loyalisme du fonctionnaire, parce que le retrait du bénéfice équivaut à ce que serait, dans une société fondée sur le salariat, la suppression du traitement.

Mais la concession du bénéfice peut s'étendre à d'autres qu'aux fonctionnaires. Elle peut s'étendre aux vassaux. Ici encore le système apparaît pratique. Récompenser le dévouement personnel par la jouissance d'une terre, c'est traduire en avantages fonciers l'ancienne nourriture du compagnon et l'ancienne attribution du butin. Et c'est tenir en main les vassaux au même titre quo les fonctionnaires, la concession étant soumise à la menace perpétuelle d'un retrait en cas de violation de l'obsequium. La compénétration de la vassalité et du bénéfice s'explique à merveille, et l'amalgame des deux notions originaires distinctes deviendra si parfait qu'on ne comprendra guère plus le dévouement personnel sans bénéfice ni le bénéfice sans obsequium.

Une circonstance d'ordre militaire vint précipiter, au cours du VIII^e siècle, cette progression. Alors, en effet, s'accomplit la transformation tactique de l'armée franque, dont on doit l'analyse la plus pénétrante à Heinrich Brunner. Longtemps réfractaires à la cavalerie, accoutumés à combattre surtout à pied, les Francs eurent la révélation de la valeur tactique de l'arme à cheval au choc des Arabes. Poitiers instruisit Charles Martel. Ce fut le point de départ d'une transformation militaire qui se continua au IX^e siècle, si bien qu'à la bataille d'Andernach, — qui fut perdue par Charles le Chauve sur le Rhin et qui est la bataille carolingienne la mieux connue dans son détail, — le rôle prépondérant fut tenu par la cavalerie.

Or, sous les Carolingiens, l'équipement est à la charge du soldat. Si tout le monde, ou presque, peut s'armer en fantassin, un cavalier doit avoir un cheval et un attirail coûteux. Ces cavaliers armés firent prime. Ce furent les vassaux ; et on paya leurs services de l'unique façon possible à cette époque, au moyen de bénéfices. Tout contribuait donc à étendre la vassalité, à la fortifier, à la lier indissolublement à la concession bénéficiale. Nous saisissons ici le point de départ de cette fixation normale de la vassalité à la terre, qui fournit à l'organisation féodale son articulation la plus caractéristique.

En fait, c'est de la combinaison de ces deux institutions, vassalité et bénéfice, que résulte l'organe vital qui donne son nom au nouveau régime, le *fief*. Le fief est, au sens juridique du terme, le bénéfice qu'un vassal tient de son seigneur. « Fief » représente le mot germanique correspondant pour le sens au latin « *beneficium* ». La racine *feo*, rappelée par l'allemand moderne « Vieh » (bétail), équivaldrait littéralement au latin *pecus*. Par une destinée comparable à celle du latin

pecus donnant *pecunia*, le germanique *feo* s'est appliqué au fonds de terre; ce sens général est resté en Normandie et en Angleterre; ailleurs, il n'a été qu'une étape pour en venir au sens restreint de fonds cédé en bénéfice. En ce sens, fief s'est subrogé finalement à ce dernier mot.

L'union du dévouement personnel et de la concession du sol s'est-elle fait sentir aussi dans le cas de la simple tenure? C'est un point moins bien éclairci; mais le patronat romain et le *mithium* tendaient à subordonner étroitement le travailleur à celui pour qui il travaillait. La population laborieuse passait donc automatiquement dans la dépendance du maître du domaine. Bien qu'on puisse avoir encore des scrupules à préciser les limites ou les modalités particulières de cette dépendance, il est difficile d'élever des doutes quant à sa réalité.

La désintégration de la souveraineté. — Quelque grave que fût la combinaison de la vassalité et du bénéfice ou l'extension du patronat, le régime carolingien eût continué à faire figure d'État, s'il avait continué à disposer de ses fonctionnaires. L'appropriation des fonctions publiques à titre privé a désintégré positivement l'État ancien.

L'appropriation dont il s'agit est, de toutes les transformations qui marquent l'époque d'élaboration, la plus malaisée à saisir. Elle s'est opérée non par mesure d'ensemble, mais par transitions insensibles. Pièce à pièce l'autorité ou plutôt l'exercice de l'autorité échappe à l'État et passe à l'individu.

Ce glissement est le trait le plus original de la genèse féodale, c'est un fait *sui generis*. Vainement chercherait-on ici le secret dans des antécédents. Ce sont les forces internes du milieu qui agissent et leur mode d'action nous échappe en partie.

Cependant, certaines conditions propres à faciliter

ce glissement, dont nous parlons, se laissent apercevoir ou entrevoir. Telle, la force d'attraction de la vassalité. Jouant au profit du comte, par exemple, elle aboutit à subordonner à l'homme privé ceux qui étaient auparavant subordonnés au mandataire du roi. L'homme qui a pour seigneur le comte, s'il est appelé à l'armée, ne marchera qu'avec le comte, sous les ordres du comte ou de ses lieutenants. S'il est coupable ou s'il a une difficulté avec un de ses pairs, le comte le jugera le plus souvent, sans le traduire devant le tribunal officiel qu'au surplus il présiderait. Par de tels actes répétés chaque jour, chacun s'habitue à voir le comte agir ainsi, lui-même en prendra l'habitude. Il n'y a pas, comme on l'a dit parfois, usurpation, mais action d'un dissolvant politique. Chaque jour l'État perd de sa puissance effective et l'appropriation se poursuit.

Elle se manifeste simultanément à tous les degrés, au profit des subordonnés du comte, au profit également de l'immuniste dont la situation doit être à son tour éclaircie.

Il est avéré que la formation des tenures n'a pas supprimé radicalement la pleine propriété ou alleu. Celui qui, au regard de ses supérieurs, y compris le roi, a pu maintenir l'allodialité de ses terres, est un puissant, un riche : c'est le successeur d'un très grand propriétaire gallo-romain ou d'un des premiers conquérants barbares. Seigneur de ses vassaux et patron de ses colons, il n'est lui-même tenancier ni vassal de personne.

Il est vrai qu'étant sujet du roi, il lui doit la fidélité. Mais celle-ci à la fin du IX^e siècle, sinon plus tôt, ne se rend plus qu'en cas de vassalité. L'alleutier en est ou va en être déchargé.

D'autre part, il a bien su trouver quelque occasion d'obtenir une *immunité* (*immunitas*), privilège royal en vertu duquel l'exercice des offices royaux est enlevé

aux officiers dans l'étendue d'un domaine pour être transféré au maître de ce domaine.

Accordée aux églises et aux laïques, l'immunité a été la condition normale de l'alleutier. Ici encore, il n'y a point d'antécédents à chercher. L'immunité franque est une institution *sui generis*, née des circonstances. Brunner a parfaitement montré que l'immunité n'est que la condition de la terre fiscale : les premiers *immunistes* ont été des donataires à qui une terre fiscale avait été remise avec maintien de son statut propre, soustraite aux fonctionnaires locaux. Par assimilation, des terres qui n'avaient jamais été fiscales ont joui de la même faveur. Cette faveur se justifiait souvent comme procédé d'encouragement destiné à hâter le défrichement du sol. Mais quel qu'en fût le motif, la situation de l'immuniste était claire : il était comte sur sa propre terre. Son domaine formait dans le comté, un îlot, une enclave, dont le maître était l'égal de qui que ce fût, le roi excepté.

Mais le roi, ne recevant plus de serment de fidélité que de ses vassaux, perd sa prise effective sur l'immuniste. Ainsi, de toutes façons, se poursuit la désintégration de la souveraineté.

Les linéaments de la seigneurie. — Pour insensible qu'ait été le glissement par lequel l'autorité réelle tend à passer de l'État à l'individu, ce glissement n'a pu s'accomplir sans que, çà et là, quelque indice se révèle où la transformation se trahisse en voie d'accomplissement. Chez tous les comtes du ix^e siècle nous percevons une résistance croissante au déplacement. Sous Charles le Chauve, on voit des comtes qui, plutôt que de quitter leur comté, résistent armes en mains. Non seulement l'intérêt personnel agit, mais les vassalités tendent à fixer le comte à son comté. Une politique de

famille en résulte et bat son plein au milieu du IX^e siècle. Tout comte se préoccupe non seulement de garder son comté sa vie durant, mais encore de le garantir à son fils après lui.

En même temps, le comte, s'il est bien en cour, ne se contente plus d'un seul comté, il cumule les comtés. Ce cumul est un des faits directeurs de la décadence carolingienne et commence à dessiner de vastes ensembles qui font déjà figure de principautés.

Devenus permanents et héréditaires, — et, semble-t-il, avec d'autant plus de facilité qu'ils opéraient vers les confins du royaume, — les comtes ont continuellement accru leurs pouvoirs personnels en absorbant dans leurs prérogatives seigneuriales toute la substance de l'autorité publique dont ils étaient nantis en tant que fonctionnaires et en arrachant à la faiblesse des rois avantages sur avantages. Le comté entier apparaît alors comme un immense bénéfice. Si un acte global de concession à un comte existait, on se trouverait en présence de l'acte constitutif d'un *État* féodal. Un tel acte n'existe pas, du moins en Occident. On ne le rencontre que pour des États féodaux artificiellement créés après coup, tels que le cas se présente en Orient, dans l'Asie latine conquise et organisée par les Croisés. C'est par erreur que les érudits catalans avaient cru découvrir à Barcelone un exemple d'abdication de la souveraineté royale en faveur du comte Joffre le Poilu. Il faut renoncer à ce mirage. Un transfert en bloc serait incompatible avec ce glissement qui nous est apparu comme la loi de tout ce processus. En fait, l'*honor* se confond avec le comté, l'un a recouvert l'autre.

Que les comtes et autres fonctionnaires royaux aient été et soient restés normalement des vassaux du roi, c'est ce qui est d'autant plus facilement explicable que leur éducation s'était généralement faite au palais.

Ils se recrutèrent parmi les *pueri commendati*, jeunes gens distingués, incorporés à la trupe sous les Mérovingiens, et placés sous les Carolingiens auprès du prince pour y constituer, — comme autrefois le *comitatus* impérial, — la pépinière des hommes de confiance, laïques et ecclésiastiques. Charlemagne, dans l'anecdote célèbre du moine de Saint-Gall, — fautive peut-être en elle-même, représentative en tout cas du concept du IX^e siècle, — fait des dignités de l'État la récompense des bons élèves de l'école palatine : ces élèves seront les vassaux du prince ; la *commendatio* qui leur a ouvert les portes du palais comporte la promesse du dévouement personnel. C'est au profit de ces jeunes gens et de leurs héritiers que jouera ce glissement de l'autorité bien qu'ils n'eussent été élevés, justement, que pour en être, en province, les scrupuleux dépositaires.

En raison de ce rythme caractéristique, il reste à rechercher pourquoi les rois n'ont pas opposé plus de résistance à ce glissement, et quelles ont été les conséquences de ce mode subreptice d'élaboration.

Les derniers Carolingiens n'ont pas été des « rois faiblardes ». Ils ont été victimes des circonstances historiques. Ces circonstances ont favorisé l'aristocratie et désarmé les rois. Déjà à l'époque mérovingienne une aristocratie régionale s'était formée, grandie et enhardie par les querelles princières. Les Carolingiens, à leur tour, ont été perdus par leurs querelles de famille.

On ne lutte qu'avec des hommes. Pour résister ou vaincre, les princes ont besoin de vassaux. Il a fallu les payer. Terres et privilèges ont été, pour les conflits princiers de ce temps, ce que sont les emprunts de fonds pour les États modernes aux prises avec des difficultés intérieures ou des guerres. Le comte-vassal est libre, à chaque tournant, de reconnaître tel prétendant ou tel autre, et c'est, pratiquement, la mise aux enchères

de la vassalité. Une hausse du prix se manifeste, comme, dans le cas des emprunts répétés, on voit chez nous monter le taux du loyer de l'argent. L'engrenage est fatal. Beaudoin a écrit à ce propos, une page maîtresse qu'il est toujours bon de relire :

Un jour est venu où le descendant de Charlemagne, entouré de propriétaires qui sont maîtres de leurs domaines, n'a plus trouvé d'autre moyen de garder des hommes à son service que de leur distribuer des terres du fisc avec des concessions d'immunité, c'est-à-dire pour se les attacher de les rendre de plus en plus indépendants, et, pour pouvoir régner encore, d'abdiquer toujours de plus en plus.

On ne saurait mieux exprimer ce qu'eurent de dramatique les dernières convulsions d'une dynastie condamnée à résoudre un problème décevant.

Dans ces conditions, toutes les épreuves qui surviennent tournent en affaiblissements nouveaux de la puissance souveraine. Les nombreuses et tragiques invasions des IX^e et X^e siècles l'ont d'autant plus gravement atteinte, qu'aux avalanches brusques de Barbares s'abattant le long d'un fleuve, au fil d'une vallée, une seule force pouvait s'opposer avec quelque efficacité : une résistance locale.

Les populations, habituées à obéir en tout temps au vassal du roi, se groupent autour de lui au jour du péril. Dans le seigneur du lieu, elles trouvent le protecteur de leurs champs, de leur église, de leur village. Le danger développe, comme il arrive généralement, un actif esprit d'association ; mais, à cette heure, cet esprit se moule dans la hiérarchie qu'impose la notion dominante du dévouement personnel. La France carolingienne, suivant le mot de J. Quicherat, « se hérise de châteaux » : c'est l'aspect de la France féodale qui commence. Le châtelain commande la vallée. Les hommes d'alentour n'ont recours qu'en lui. En définitive, le jeu

du droit privé a créé une forme nouvelle de la domination politique : la seigneurie.

Les promesses de reconstitution future. — Mais la royauté, dépositaire de l'idée d'État, n'était-elle pas incompatible avec un triomphe aussi complet de l'idée féodale? Sans doute eût-elle été brisée si l'aristocratie avait enlevé la victoire de haute lutte. Le rythme du glissement, au contraire, explique en grande partie pourquoi il n'en fut pas ainsi.

Jamais le principe de souveraineté ne fut mis positivement en question. Nul n'y songeait. La féodalité se formait par en bas. La royauté, paralysée en fait, restait souveraine en droit. Sa souveraineté a beau se vider lentement de son contenu, tout ainsi que le droit de propriété se vidait de sa substance : le droit royal restait intact en principe, de même que planait toujours sur le sol aliéné le *jus eminens*.

La féodalité, montant d'en bas, atteignait pourtant jusqu'au trône. N'allait-elle pas l'emporter? Les efforts des Carolingiens pour se débattre risquaient, à vrai dire, d'aboutir à ce désastre extrême : l'élimination de la royauté. L'avènement des Capétiens a sauvé la royauté française, promesse de reconstitution future.

Seigneur féodal lui-même, le Capétien n'a pas répugné à être un seigneur général du royaume, un *suzerain*. Souverain en principe, le roi capétien n'agit pas comme tel : devenu roi, il garde son costume de duc de France ou, si l'on préfère, revêt le déguisement féodal. Ce fut l'art du Capétien, ou simplement son instinct, de chercher et de trouver hors de sa royauté sa force concrète de résistance. Et, ce faisant, le suzerain a sauvé le souverain. Un jour luira où la souveraineté, longtemps latente et endormie dans les formules, se réveillera et resplendira. Ce jour-là la dynastie aura récupéré

assez de forces matérielles pour ressusciter l'idée et la substance de l'État.

Voilà pourquoi, si, en fin de compte, l'ancien droit de propriété, féodalement désintégré, s'est à jamais perdu, — puisqu'il ne s'est reformé qu'au bénéfice de simples possesseurs qui n'étaient en aucune manière les ayants cause des titulaires primitifs, — en revanche, la souveraineté, après une longue éclipse, a rayonné de nouveau au bénéfice de la couronne à laquelle la tradition et le sacre l'attachaient indissolublement.

Avec le temps, un État monarchique s'est donc reconstitué, par une évolution déviée en sens inverse de l'évolution féodale ; le concept politique de la *res publica* a reparu, avec des modalités nouvelles à certains égards, avec une substance à tout prendre identique à celle de l'antiquité. De même la propriété, transférée en d'autres mains, rétablie identique en son essence, allait, plus lentement, mais non moins sûrement, vers sa reconstitution.

En dernière analyse, une sorte de réintégration tendit à reproduire, en ses traits spécifiques, une société plus voisine de la société romaine que n'avait été celle du moyen âge, et, pour exprimer ce large phénomène, le terme de *Renaissance* pourrait se transférer de l'ordre artistique à l'ordre politique et social.

Le contraste que nous soulignons, dès l'abord, entre la société féodale et la société antique ou moderne, trouve dans ces considérations, par lesquelles achève de s'éclairer le mystère des origines, son ultime raison d'être et sa véritable explication.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION FÉODALE

Pour décrire l'organisation de la société féodale, il faut se placer après le moment très indéterminé où se sont accomplies les transformations dont nous avons défini la nature en traitant des origines. Nous considérons donc surtout dans ce chapitre la période qui va du ^x^e au ^{xiii}^e siècle finissant, parce que cette période correspond à la pleine éclosion du principe féodal. Déjà à la fin du ^{xiii}^e siècle et surtout à l'époque suivante, l'institution s'use en fonctionnant et laisse apercevoir des signes de déformation.

Ces déformations sont d'autant mieux explicables que le droit féodal n'a pas été un droit uniforme et immobile. Les forces qui lui ont donné naissance l'ont diversifié dans l'espace et modifié dans le temps. Mais pour si variée, selon les temps et selon les lieux, qu'elle ait été dans ses détails, la société féodale, engendrée par les principes originaux que nous connaissons, peut fort bien se ramener à quelques traits essentiels, permettant d'en tracer un tableau d'ensemble et d'en saisir le développement général.

L'hommage et l'investiture. — Engendré par la combinaison du dévouement personnel et du bénéfice,

le fief, en sa maturité, n'est rien de plus, nous l'avons vu, que le bénéfice qu'un vassal tient d'un suzerain. L'acte par lequel on devient le vassal fiefé d'un suzerain doit donc contenir à la fois l'ancienne *commendatio* et l'ancienne concession foncière en usufruit. C'est bien ce que l'on constate dans l'acte initial qui crée la relation féodale, l'acte d'hommage. En dépit des variétés d'espèces ou des différenciations locales, le cérémonial d'hommage, à l'époque qu'on peut appeler classique, comporte ce symbolisme : le vassal, à genoux et sans armes, met ses mains jointes dans les mains de son seigneur et se déclare son homme pour tel fief ; le seigneur le relève, le baise sur la bouche ; puis le vassal debout prête sur l'Évangile le serment de foi, *sacramentum fidelitatis*.

L'identité du formalisme est un signe auquel se reconnaît, en histoire, la survivance, parfois lointaine, d'une institution. L'engagement *per manus* est déjà celui de la tryste mérovingienne ; c'est, au VIII^e siècle, celui de Tassillon, duc de Bavière, vassal de Pépin le Bref. Au surplus, le mot hommage (*hominium* ; plus tard, par réfection du mot sur le français, *homagium*) rappelle la terminologie carolingienne qui identifie *homo* et *vassus* ; le mot *homme* au sens de vassal a traversé tout le moyen âge.

L'hommage du vassal a pour contre-partie l'investiture ou délivrance du fief. Le suzerain remet au vassal un objet matériel, un bâton, une lance, un rameau par exemple. Cet objet représente le fief. Il y a donc ici ce qu'en droit on appelle une « tradition symbolique », conception familière aux législations primitives. L'investiture est suivie de la « montrée de terre » : les deux parties viennent sur le terrain et le vassal montre au suzerain ce qu'il reconnaît tenir de lui.

Tel est du moins l'état ancien du droit féodal. A partir du XII^e siècle, le geste de la montrée de terre est remplacé par un acte écrit, « l'aveu », par lequel le vassal reconnaît

tenir de lui ce dont la charte contient le « dénombrement ».

En somme, l'aven n'est qu'un corollaire de l'investiture. L'hommage et l'investiture sont les deux actes connexes d'où découlent les rapports féodaux.

Mais ces deux actes connexes, hommage et investiture, ne s'accomplissent pas uniquement lors de la constitution du fief et une fois pour toutes. La règle féodale est, au contraire, que l'hommage et l'investiture doivent être renouvelés à chaque changement de personne, soit du vassal, soit du suzerain. Il n'est point douteux qu'il faille voir dans ce renouvellement un reste persistant de la révocabilité originaire du fief. Le bénéfice était, en effet, dans le principe un usufruit conditionnel et personnel. La mort de l'usufruitier entraîne donc logiquement l'obligation d'un renouvellement en faveur de l'héritier. Mais pourquoi ce renouvellement est-il jugé nécessaire à la mort du concédant ? Il est une notion juridique très antérieure au temps qui nous occupe et qui admet que l'on peut s'engager non seulement pour soi, mais aussi pour ses successeurs. Si donc il n'y avait eu qu'une possession foncière à envisager, le renouvellement n'aurait pas été nécessaire à la mort du suzerain. Mais la réinvestiture était liée à l'hommage. Faite, en quelque sorte, en réponse à l'hommage, elle ne pouvait valoir que ce que valait celui-ci. Or, l'hommage crée un lien personnel ; il contient l'idée de la « commendatio », c'est-à-dire du dévouement, telle que l'étude des origines nous a permis de la saisir en son essence. Un lien aussi personnel ne peut qu'être brisé dès que disparaît l'une des deux parties. La caducité de l'hommage entraîne la caducité de l'investiture qui y est attachée.

Hommage lige, hommage plane. — Nous avons parlé jusqu'ici de l'hommage comme s'il n'y en avait

que d'une seule sorte. Mais, d'assez bonne heure, les textes révèlent l'existence de plusieurs sortes d'hommages. Quelles sont ces différentes sortes d'hommages et d'où proviennent ces différences?

Jusqu'au XI^e siècle avancé, l'expression est presque toujours *hominium*, presque jamais *hominium planum*. Lorsque apparaît l'expression *hominium ligium*, d'abord très rare, on y oppose soit *hominium* soit *hominium planum*. Enfin, au XII^e siècle, tout hommage qui n'est pas *ligium* est *planum*. Cet historique de la terminologie est extrêmement suggestif.

D'autre part, rien dans les très anciens textes n'autorise à supposer l'existence, au début, de plusieurs sortes d'hommages. Dans une lettre célèbre de l'année 1020 où le grand canoniste Fulbert de Chartres parle des obligations féodales, il n'introduit l'idée d'aucune catégorie. Nous ne sachons pas qu'à l'époque carolingienne il ait jamais été question de deux vassalités. L'*obsequium* apparaît unique. La lettre de Fulbert confirme cette unité et en montre la persistance. Le devoir militaire qu'il mentionne est illimité, tout comme celui qui découle de l'*obsequium* du temps de Charlemagne. L'hommage du temps de Fulbert est donc un hommage rigoureux, un hommage lige.

Comment alors se fait-il que l'expression *hominium ligium* apparaisse si tardivement? La contradiction n'est qu'apparente. Si, en effet, jusqu'au XI^e siècle avancé, tout hommage était lige, il était inutile de le qualifier et l'idée n'en venait point. Voilà pourquoi, dans les textes de la première période, le mot *hominium* s'emploie sans qualificatif. Les adjectifs « plane » et « lige » ont dû apparaître en même temps, quand l'hommage a cessé d'être unique. Mais ici se pose inéluctablement cette question : comment l'hommage a-t-il cessé d'être unique?

La réponse à cette question doit être demandée à l'étymologie et à l'histoire. On s'accorde, — autant qu'on peut s'accorder en pareille matière, — à rattacher le mot « lige » à la racine germanique qui a donné l'allemand *ledig*, dégagé, sans réserve. Étymologiquement donc, l'hommage « lige » est celui qui se fait sans réserve d'autre engagement. En ce sens, l'hommage lige doit s'opposer à l'hommage fait en coexistence avec un autre, à l'hommage sous réserve et par conséquent limité.

Or, il est aisé de comprendre que primitivement, l'hommage était nécessairement « lige » en ce sens. Roth a bien montré, il y a longtemps, que sous les Carolingiens, un vassal n'aurait pu avoir plusieurs seigneurs en même temps. Aussi bien la ligéité de l'hommage primitif tient-elle à la nature intime du dévouement personnel, impératif et rigoureux, qui est à la base du système. Le sens étymologique du mot lige, le caractère nécessairement exclusif de l'obsequium primitif, la conception unitaire qui se dégage de la lettre fameuse de Fulbert, tout impose cette conclusion que si le mot lige n'apparaît pas avant une certaine date, c'est non pas que la sujétion rigoureuse que ce mot représente fût inconnue, mais bien que l'emploi du mot était inutile tant qu'il n'y avait pas de variétés d'hommage à distinguer.

Pourtant, un jour est venu où il a fallu distinguer, lorsque le vassal d'un seigneur a eu besoin de devenir le vassal d'un second seigneur. Cette coexistence d'hommages, inadmissible dans le principe, est devenue historiquement nécessaire par l'union du dévouement personnel avec le bénéfice et par le jeu de l'hérédité. Le fief une fois lié à l'obsequium et devenu transmissible, il est fatalement arrivé qu'un vassal, déjà engagé dans l'hommage d'un seigneur, héritât d'un autre seigneur,

et dût par conséquent en recevoir l'investiture. Le droit féodal, dans sa souplesse, s'est accommodé à cette situation et a trouvé une solution de conciliation. Cette solution consista à imaginer un hommage inférieur, moins étroit, réservant l'hommage lige. C'est cet hommage inférieur qu'on a appelé *hominium planum* ou simplement *hominium*.

Ce dernier mot, sans adjectif, après avoir désigné l'hommage rigoureux unique, a donc désigné l'hommage adouci, l'hommage plane.

L'hommage plane servait, essentiellement, à réserver la ligesse. Il était, en même temps, moins sévère : notamment, il bornait le service militaire à quarante jours aux frais du suzerain. Naturellement, il arriva qu'avec le temps la notion de l'origine de cet hommage adouci se perdit : bien des vassaux, qui se voyaient liés par un hommage sans qualificatif, s'arrangèrent pour l'interpréter dans le nouveau sens. Ceux-là s'exemptèrent, en fait, de toute ligesse. Inversement, l'hommage lige lui-même put être dédoublé. Encore unique dans les *Assises de Jérusalem*, l'hommage lige apparaît souvent multiple dans la France du XIII^e siècle. On voit des seigneurs prêter l'hommage lige pour un fief qui le comporte expressément malgré la prestation d'un hommage lige antérieur. Dans ce cas, le second hommage réserve le premier : il est fait *salva prima ligeritate*.

Le rôle de la foi et la vraie source des obligations féodales. — Au mot « hommage » l'époque féodale associe constamment le mot « foi ». Foi et hommage forment historiquement une véritable expression. Nous avons vu ce qu'est le « serment de foi » (*sacramentum fidelitatis*). Il est prêté sur l'Évangile par le vassal debout, lorsqu'il s'est relevé après l'hommage et a été baisé sur la bouche par le suzerain.

Les historiens se sont demandé si c'est l'hommage ou si c'est la foi qui engendre les obligations féodales. Plusieurs ont opté pour la foi. Ils ont invoqué à l'appui de leur opinion la lettre écrite par Fulbert de Chartres en 1020, à laquelle nous avons déjà fait allusion, et qui s'exprime ainsi : « Quiconque jure la foi à son seigneur doit avoir présents à la mémoire les six devoirs suivants... » (*Qui domino suo fidelitatem jurat ista sex in memoria semper habere debet...*). Flach, notamment, en conclut : « La foi est de la sorte le pivot autour duquel roule le système tout entier. L'hommage suppose la foi et il l'entraîne, mais il ne la constitue pas. La foi au contraire peut se passer de l'hommage. »

Nombre d'historiens s'en tiennent à l'idée simpliste que la foi ou fidélité, étant originairement le serment du sujet au roi carolingien, n'a rien à voir avec le fief, s'est surajoutée après coup, et n'a donc nulle conséquence effective, tout devoir féodal dérivant de l'acte proprement féodal de l'hommage.

Mais pour soutenir cette manière de voir, il faudrait prouver que la fidélité, au IX^e et surtout au X^e siècle, avait conservé le sens qu'on lui prête, et qui, M. Aug. Dumas l'a montré, n'a jamais été exclusif. Aussi bien avons-nous déjà vu le nexus de la fidélité et de la vassalité. Le travail accompli au IX^e siècle a été sur ce point décisif. Le « fidèle » du capitulaire de Meerssen, sous Charles le Chauve, est sans conteste « commendé » au roi. Le capitulaire de Quiersy, en 877, est plus caractéristique encore. Il distingue les fidèles du roi et les fidèles de ses fidèles. Qu'est-ce à dire, sinon que la fidélité directe au roi a cessé d'être pratiquée par quiconque n'est pas vassal du roi ? C'est pourquoi *fidèle* et *vassal* deviennent termes synonymes. M. Lot a signalé un diplôme de Charles le Chauve où un certain Landry est appelé tantôt vassal, tantôt

fidèle. L'emploi indifférent des deux termes en plein IX^e siècle est attesté par quantité d'autres témoignages.

M. Guilhiermoz a tenté de faire à la foi et à l'hommage leur part respective. La foi lui paraît entraîner des obligations d'un caractère général, créant une sorte d'alliance défensive, et qu'il ne faut pas confondre, suivant lui, avec les services précis dus en vertu du contrat vassalique proprement dit. Cette distinction subtile revient à dire que l'hommage précise et limite les obligations vagues que comporte la foi. Mais alors la foi devrait précéder l'hommage au lieu de le suivre. Aussi M. Lot intervertit les facteurs et fait préciser l'hommage par la foi. Aucune de ces distributions de rôle ne ressort de l'ensemble des documents. L'hommage prêté dans le comté de Barcelone en 1135, où M. Guilhiermoz croit voir attestée la dualité qu'il imagine, ne donne aucunement cette impression, et, tout au contraire, le vassal y déclare qu'il engage sa foi en conséquence de la concession de fief.

Reste l'interprétation du passage de Fulbert. Après avoir énuméré les obligations du vassal, l'évêque de Chartres ajoute que le vassal doit se conformer à ses devoirs « s'il veut être digne du bénéfice et sauf de la foi qu'il a jurée » (*Si beneficio dignus videri velit et salvus esse de fidelitate quam juravit*). Flach entend que, par l'observation de ses devoirs, le vassal se rendra digne de la concession foncière, celle-ci n'étant que la récompense promise à la fidélité. Cette interprétation tient à la théorie générale de Flach, suivant laquelle l'hommage n'est « réel », — de *feodo*, — qu'au XII^e siècle. Peut-être en est-il ainsi dans la rigueur du concept juridique, mais dans la pratique courante l'amalgame normal du dévouement personnel et de la concession bénéficiaire est assurément bien antérieur. « S'il veut être digne du bénéfice » signifie certainement, dans la

pensée de Fulbert, « s'il ne veut pas risquer de le perdre ».

Au surplus, y a-t-il toujours danger à spéculer sur un texte pris isolément. Dans une autre lettre, datée par M. Pfister de 1007, Fulbert énumère à l'évêque de Paris, son vassal, les obligations qu'il doit en raison du fief. Ces obligations s'expriment par les termes même que l'on retrouve dans la lettre de 1020. Du contact des deux textes, sortis de la même plume et de la même pensée, il résulte que Fulbert pense de part et d'autre à un vassal fieffé. Jamais l'évêque de Chartres n'a songé à prendre parti dans la question de la foi et de l'hommage, question qui, d'ailleurs, ne se posait pas le moins du monde devant lui.

Les éléments du problème énoncé sont les suivants : dans le cérémonial, la foi vient après l'hommage; l'hommage se prête *per manus*, la foi, par serment; aucun texte ne permet de faire un départ quelconque entre des obligations qui naîtraient de la foi et des obligations qui naîtraient de l'hommage; à prendre les documents à la lettre, tantôt il semblerait que les devoirs dérivent de la foi, tantôt que les mêmes devoirs dérivent de l'hommage. Dès lors, il apparaît que la question qui consiste à se demander si c'est la foi ou si c'est l'hommage qui engendre les obligations féodales n'a pas de sens historiquement. L'hommage et la foi sont deux moments d'un acte unique, l'acte créateur du lien féodal. C'est de l'acte en son entier, non du premier moment de l'acte (hommage) ou du second (foi), que naissent les devoirs féodaux.

Seulement, à s'arrêter à cette interprétation qui met tous les textes d'accord, l'hommage et la foi n'apparaissent-ils pas comme un pléonasme historique? Esmein a fait, à ce sujet, une remarque pénétrante. L'hommage est, pour lui, la vieille *commendatio* germanique, donc un acte barbare et laïque; la foi est un élément

religieux, le serment sur l'Évangile. L'incorporation de la foi a donc signifié l'introduction dans l'acte féodal d'un engagement chrétien.

Il n'en est pas moins vrai que, la foi ou féauté féodale ayant le caractère très apparent d'engagement d'homme à homme, tandis que l'hommage, au moins à dater du ^{xiii}^e siècle, se prêtait strictement *de feodo*, les juristes du moyen âge avancé en vinrent à concevoir l'hommage comme l'acte générateur de la subordination territoriale, la foi comme l'acte générateur de la subordination personnelle.

Ce fut là une vue relativement tardive, et ce fut aussi une inversion remarquable, puisque, originairement, l'hommage n'était autre chose que l'engagement vassalique, donc l'engagement personnel par excellence. Cette inversion a donné le change à de nombreux historiens et faussé leur appréciation du rôle respectif qu'il convient de reconnaître à l'hommage et à la foi.

Mais comme se modifie le sens des mots, ainsi peut se modifier également le sens qu'on attribue à un symbolisme, par oubli ou méconnaissance de sa source première.

Toutefois, des considérations étrangères au concept féodal conduisirent à dissocier la foi de l'hommage, en sorte que s'il ne paraît y avoir jamais eu, au moyen âge, d'hommage non suivi de foi, il put y avoir foi non précédée d'hommage. La querelle des investitures eut ici son contre-coup sur le cérémonial. Les réformateurs de l'Église au ^{xi}^e siècle firent campagne contre l'investiture temporelle imposée aux clercs. Ils élevèrent de véhémentes objections de principe contre l'acte qui faisait d'un serviteur de Dieu l'homme d'un laïque. Le geste même de mettre, comme dit Suger, « la main qui consacre le corps du Christ » dans une main « souillée de sang », parut choquant et blâmable. La Papauté en

vint, au concile de Clermont, en 1095, à interdire aux clercs l'hommage lige. En 1096, un synode de Rouen, interprétant la décision du concile, admit que le clerc pouvait, à défaut d'hommage, prêter au laïque « une foi qui lui donnât sécurité ». Le XII^e siècle édifia sur ces bases nouvelles la doctrine éminemment pratique suivant laquelle le clerc est admis à ne prêter que la foi.

Ainsi, pour un cas précis, la foi se trouva disjointe. Mais il est évident que cette disjonction résulte d'un compromis, et l'on ne saurait, comme on l'a tenté, spéculer sur cette retouche d'opportunité pour conclure que la foi est bien l'origine unique des obligations féodales, sous prétexte que celles-ci s'imposent identiques aux clercs libérés d'hommage.

Les obligations du vassal : devoirs féodaux. —

Nous prendrons donc, dans l'ensemble, l'acte d'hommage et foi comme un tout, et nous considérerons cet acte global comme générateur d'obligations. Fulbert de Chartres, nous dit que les obligations du vassal sont négatives et positives ; dans sa lettre de 1020, il exprime par six adjectifs les obligations négatives : tous réunis, ces six adjectifs (*incolumē, tutum, honestum, utile, facile, possibile*) reviennent à exprimer l'interdiction de rien faire au détriment du suzerain. Pour exprimer les obligations positives, Fulbert se sert de deux termes qui ont fait fortune : conseil et aide (*consilium* et *auxilium*).

Le mot *conseil* désigne ce qu'on nomme couramment *service de cour*. Le vassal doit se rendre à la cour du seigneur sur sa réquisition ou « semonce ». La coutume fixe habituellement le nombre des cours annuelles à trois : à Noël, à Pâques, à Pentecôte. Le service de cour a une double portée : le seigneur réunit sa cour pour en prendre conseil, il la réunit aussi pour juger.

La justice féodale a sa lointaine origine dans le

mithium, ainsi que nous l'avons vu. La juridiction qui s'en est dégagée s'est calquée sur le tribunal officiel du *mall*. Bien que le processus de la dérivation ne soit pas bien éclairci, il ne paraît pas possible d'expliquer autrement l'aspect de la cour judiciaire telle que la présente la société féodale. En tout cas, un principe net apparaît : chacun, à la cour féodale, est jugé par ses pairs. Le tribunal qui jugera un vassal sera donc composé de ses co-vassaux et siégera sous la présidence du suzerain commun. La cour ainsi constituée sera compétente chaque fois qu'il surgira un débat entre co-vassaux ou un débat de vassal à suzerain à raison des obligations féodales. De plus, tout « déni de justice » de la part du suzerain aurait pour effet de lui faire perdre ses droits de suzeraineté. Quant à la procédure, la cour juge après audition de témoins, après serment, ou après duel judiciaire ordonné par elle. Le résultat du duel est réputé, en pareil cas, « jugement de Dieu ».

Le mot aide (*auxilium*) implique le devoir militaire (*militia*). Les textes français de l'époque féodale emploient le plus souvent une expression complexe pour désigner le service militaire, *ost et chevauchée*. Ces mots ne suffisent d'ailleurs point à épuiser le détail des obligations de cet ordre; à l'ost et chevauchée s'ajoutent des services accessoires sur lesquels nous reviendrons bientôt.

Il est évident que l'origine de l'ost et chevauchée ne saurait être cherchée ailleurs que dans l'obsequium carolingien. Le vassal carolingien doit suivre son seigneur à la guerre. En thèse générale, le régime militaire du moyen âge dérive donc du régime militaire des capitulaires. Rien cependant n'est plus variable, dans l'application, que le service militaire de l'époque féodale. Le service dû au seigneur remplace le service dû au roi. Dès lors, le service peut être limité en vertu

du contrat vassalique. La distinction des hommages plane et lige a été suggérée surtout par un souci de limitation des obligations militaires. Dans le moyen âge évolué, toutes les hypothèses se trouvent réalisées en ce qui les concerne. Tantôt le service est dû à toute semonce, sans limite de temps et personnellement, comme dans l'état primitif de l'institution; tantôt, — et c'est le cas des *homines plani*, — ce service n'est dû que pour quarante jours et aux frais du suzerain; tantôt encore, — et c'est l'effet des limitations contractuelles, — le rachat pour une somme d'argent est admis. Plus on avance dans le temps, plus le service s'adoucit, plus le rachat et le remplacement deviennent fréquents.

En pareille matière, il n'est possible d'entrer dans le détail que dans des monographies, car chaque espèce fait sa loi. Il n'est même pas possible de proposer une définition ferme des mots « ost et chevauchée ». Certaines coutumes, comme celle d'Anjou, appellent « ost » le service en cas de guerre générale, « chevauchée » le service en cas de guerre privée du seigneur. Ailleurs, les deux mots sont synonymes et paraissent former un pléonasme. Ailleurs encore, comme en Provence, la « chevauchée » s'entend d'un service borné à quarante jours.

Le service de quarante jours ou « quarantaine » est d'ailleurs devenu de beaucoup le plus fréquent. Une si courte durée était peu compatible avec des guerres sérieuses. Sa généralisation explique la faveur avec laquelle les suzerains et surtout les rois envisageaient la modalité du rachat, attendu que le montant du rachat pouvait servir à solder des mercenaires capables de fournir de véritables campagnes. Les féodaux eux-mêmes rivalisèrent avec les aventuriers de tout poil et les étrangers pour se mettre en solde : de là naquit le

soldat. Le mercenariat devait engendrer l'armée moderne, en attendant que la résurrection du service illimité du sujet en arrivât à réconcilier, au bénéfice de l'État restauré, les deux concepts.

A l'ost et chevauchée s'ajoutait souvent le service personnel d'*estage*, auquel n'était guère astreint que l'homme lige. Le vassal qui doit l'estage est tenu de garder le château de son seigneur pendant un laps de temps fixé. Ainsi, les vassaux se succèdent au château du seigneur, comme de véritables garnisons qui font la relève.

D'un autre côté, par mesure stratégique, les suzerains exigèrent souvent de leurs vassaux un engagement en vertu duquel les vassaux promettaient de mettre en temps de guerre les châteaux qui leur appartenaient à la disposition du suzerain. En retour du droit d'occupation qui lui était ainsi assuré, le suzerain s'engageait à rendre les châteaux livrés dans l'état où il les avaient reçus. Cette obligation particulière, qui n'a jamais eu de caractère constant ni général, s'exprime par les mots « rendre un château à grande et à petite force », et le contrat qui la stipule s'appelle « jurableté et rendableté ».

Aide (*auxilium*) a un sens pécuniaire à côté de son sens militaire. L'aide féodale se dit d'un impôt levé par le seigneur sur sa seigneurie en certains cas fixés par la coutume. L'usage le plus fréquent est dit « aide aux quatre cas ». Ces quatre cas sont les suivants : rançon du seigneur prisonnier, chevalerie de son fils aîné, mariage de sa fille aînée, départ pour la croisade.

En Angleterre, l'aide est généralement « aux trois cas ». Le cas de croisade, prévu en France, ne figure pas sur la liste anglaise. Par contre, le comte de Provence applique l'aide dans six cas : aux cas ordinaires, il ajoute la première comparution à la cour impériale et la convocation en armes par l'empereur.

Il semble que l'aide pèse à la fois sur les vassaux et les tenanciers. Peut-être, en fait, ne pèse-t-elle que sur ces derniers, si, comme le pensent certains érudits, les vassaux ne servent que d'intermédiaires, et se bornent à transmettre à leur suzerain les sommes qu'ils ont perçues eux-mêmes, en prélevant une part à leur profit. L'étude complète de l'aide féodale, — du reste particulièrement difficile, — n'a pas encore été faite de façon satisfaisante.

Les obligations du vassal : droits féodaux. — Si nous voulions nous en tenir aux obligations de principe découlant de l'acte même d'hommage et foi, nous aurions déjà épuisé l'énumération des obligations du vassal. Mais, aux obligations dérivées de l'engagement vassalique, il faut ajouter des charges d'une extrême importance qui dérivent, directement ou indirectement, de la nature du fief.

Nous savons que le fief, originairement révocable et viager, exige une nouvelle inféodation à chaque changement de personne. Primitivement, la réinféodation à l'héritier est une faveur. Cette notion juridique s'est conservée à travers le moyen âge. On l'exprime, dans le langage des feudistes, en disant que le fief, à la mort du vassal, fait retour au suzerain et « doit être relevé gisant ».

De ce retour fictif du fief au suzerain, à chaque changement de personne, résulte non seulement l'obligation d'un nouvel hommage et d'une nouvelle investiture, mais encore le paiement de droits de mutation. Ces droits se justifient en ce sens que le suzerain fait payer la faveur qu'il accorde à l'héritier de son vassal en n'usant pas du droit de retrait à la disparition de ce vassal. Les noms assez variés que porte ce droit en indiquent la dérivation : on dit *rachat* ou *relief* en français, *acapte* en Languedoc, *esporte* en Guyenne.

Primitivement, le montant était arbitraire. C'était un chiffre à débattre entre les parties intéressées. La coutume fixa, par la suite, le taux. En général, ce taux correspond à une année de revenu du fief. En Normandie le taux était calculé par catégories de fief. En certaines régions, la mutation ne se payait qu'en cas de succession collatérale, les héritiers en ligne directe étant dispensés. Dans la coutume de Beauvaisis, rédigée par Baumanoir, l'exemption accordée aux descendants s'étend aussi aux frères.

Par nature également, le fief est un usufruit. Au-dessus du fiefé plane le *jus eminens* du suzerain. La notion de ce « *jus eminens* » ne s'est point perdue au moyen âge; elle engendre des conséquences fort remarquables.

Il est de droit élémentaire qu'un usufruitier doit conserver en son état et dans toute sa valeur l'objet de l'usufruit. Diminuer la valeur du fief s'appelle, en style féodal, « abrèger ». Il y a donc *abrègement* du fief chaque fois que le vassal commet un acte qui a pour effet de diminuer, au regard du suzerain, la valeur du fief concédé. Un tel acte ne saurait être possible qu'avec le consentement du suzerain. Or, ce consentement s'achète. Il ressort de là que tout abrègement doit se résoudre, en définitive, par une indemnité au profit du suzerain.

Les cas d'abrègement sont nombreux et variés. Aussi suffit-il d'énoncer le principe et d'énumérer quelques exemples.

Un vassal qui affranchit un serf vivant sur le fief commet un acte qui retranche un élément de la valeur totale de ce fief. De là prend naissance un droit sur l'*affranchissement* des serfs qui sera payé au suzerain.

Semblablement, qu'un vassal fasse une aliénation au profit d'une église. La part aliénée, devenant « bien de mainmorte », ne paiera plus de mutation, puisqu'elle est désormais en possession d'une personne morale,

done éternelle. Un droit naît aussitôt au profit du suzerain, le droit d'*amortissement*.

Supposons encore qu'un vassal vende ou cède, sous une forme quelconque, à un tiers une part du fief. La substitution d'un tiers cause un dommage au seigneur. De ce fait, celui-ci a droit à une indemnité. Et comme l'aliénation de fief est un événement exceptionnellenient grave, elle est lourdement imposée. Le taux du droit à verser au seigneur est en ce cas de 20 p. 100 de la valeur, le *quint*, auquel s'ajoute, dans mainte coutume, comme droit additionnel, le cinquième de ce cinquième, le *requint*.

Enfin, le seigneur étant en principe chez lui quand il est chez le vassal, celui-ci doit le recevoir et le défrayer : c'est le *gîte*, appelé dans le midi l'*alberga*. Nous retrouverons la question assez complexe du « gîte » à propos des droits seigneuriaux.

Les obligations du suzerain. — Jusqu'ici nous avons envisagé seulement les devoirs du vassal. Mais le contrat qui lie vassal et suzerain est synallagmatique : les obligations ne sauraient être unilatérales. Il faut donc faire place aux devoirs du suzerain.

Fulbert, dans la lettre de 1020, exprime cette vérité en disant qu'en tout le suzerain doit rendre la pareille (*Dominus quoque fidei suo in his omnibus vicem reddere debet*). Toutefois, s'il faut admettre, avec l'évêque de Chartres, que le suzerain contracte vis-à-vis du vassal les mêmes obligations positives et négatives que le vassal vis-à-vis de lui-même, encore faut-il s'entendre sur le sens de cette réciprocité. Le rôle du suzerain et le rôle du vassal sont deux rôles différents, leurs obligations respectives sont non pas identiques, mais correspondantes. Telle est à coup sûr la pensée de Fulbert. Ach. Luchaire, prenant à la lettre la phrase de l'auteur

du XI^e siècle, est conduit à dire que cette phrase exagère les choses, alors qu'entendue comme il convient, elle exprime au contraire la stricte réalité.

Aucune difficulté ne surgit au sujet des obligations négatives : il est bien clair que l'interdiction de rien faire contre l'autre partie s'impose également à chacun des contractants et demeure aussi impérieuse pour le suzerain à l'endroit du vassal que pour le vassal à l'endroit du suzerain. Si celui-ci doit « aide et conseil », cela signifie qu'en cas d'attaque subie par le vassal, le suzerain doit secours au vassal, et, d'une manière générale, est tenu de le maintenir en possession, et cela signifie encore qu'il lui doit conseil et justice.

Les sanctions en cas de violation. — Mais supposons que de part ou d'autre les obligations nées du contrat féodal soient inexécutées ou violées. Qu'arrivera-t-il? Il se produira évidemment rupture du contrat. Or, pareille rupture comporte sanction.

Le cas fréquent est celui où se constate un manquement du vassal. La langue féodale dit que « le fief n'est pas desservi compétemment », qu'il y a « défaute d'homme » (*defectus hominis*). Dans ce cas le contrat est résolu de plein droit; il y a *commise*, c'est-à-dire confiscation du fief.

Les *Assises de Jérusalem* ont multiplié les cas de commise. Les coutumes françaises du XIII^e siècle spécifient habituellement trois cas : suicide, désaveu, félonie. Le cas de déguerpissement ou abandon du fief est assimilé au suicide. Toutefois la commise étant une mesure très grave, on adoucit souvent sa rigueur et on la remplace par une sanction moins dure, le séquestre, qui n'est qu'une reprise temporaire avec prélèvement des fruits.

A l'inverse, le manquement pourra être imputable au

suzerain. Il pourra refuser aide ou conseil, il pourra, notamment, se rendre coupable d'un déni de justice. En ce cas, le suzerain perd ses droits. La sanction est donc équivalente à celle qui frappe le vassal félon. Pratiquement, le vassal a droit au « désaveu », la faute du suzerain déliant le vassal des obligations qu'il avait contractées.

La succession féodale. — Les différents problèmes qu'a posés déjà devant nous l'organisation féodale n'ont pas manqué de faire apparaître la souplesse remarquable du droit féodal. Ce n'a pas été un droit rigide, forgé de toutes pièces, mais un droit empirique, formé et développé au fur et à mesure, s'adaptant aux difficultés. Le droit suit le fait. Il en résulte que les mêmes difficultés ont pu être résolues parallèlement de plusieurs façons. L'un des points à propos desquels se marque le mieux cette variété, c'est certainement le régime de la succession des fiefs.

En cette matière aussi il importe de remonter aux principes, c'est-à-dire aux origines. Le bénéfice primitif étant conditionnel et viager, la réinvestiture du fils du vassal défunt était un fait exceptionnel au début. Encore au milieu du ix^e siècle, la fragilité des « honneurs » est bien plus grande qu'on ne l'a cru longtemps. A plus forte raison le retrait est-il possible et normal en cas d'enfants mineurs. Mais, dans le droit féodal évolué, le retrait n'a lieu que s'il n'y a point d'héritier. Le droit de déshérence, c'est-à-dire, en somme, le retrait effectif du fief en l'absence d'héritier légitime laissé par le titulaire de ce fief, doit être considéré comme l'un des restes les plus constants et les plus persistants de la révocabilité primitive.

Lorsque se fut établie peu à peu l'hérédité normale des fiefs, — ce qu'il faut entendre par la régularité de la

réinvestiture à chaque mutation de personne, — il subsista cependant une difficulté fort grave et qui tenait à la nature des choses. Comment un mineur, comment une femme pourront-ils accomplir les obligations féodales, le service de cour, le service d'ost?

En Allemagne, la question fut tranchée délibérément par la célèbre constitution de Conrad le Salique, la *Constitutio de beneficiis* de 1027. Le droit absolu et exclusif des mâles y fut affirmé.

En France, le droit paraît s'être adouci de bonne heure. Au XI^e siècle, nous voyons les femmes admises à la succession des fiefs à défaut de mâles du même degré généalogique, en sorte qu'il ne demeure du statut primitif que la préférence pour le mâle à rang égal.

Le cas de la femme héritière d'un fief est, à bien des égards, assimilable à celui d'un enfant mineur héritier d'un fief. Or, qu'arrive-t-il lorsqu'un fief tombe aux mains d'un enfant mineur?

Remarquons d'abord qu'en l'état initial de l'institution, il ne pouvait y avoir de mineur en possession d'un fief. A la mort du vassal qui ne laissait pas d'enfant capable de « desservir » le fief, le suzerain ne renouvelait pas le contrat, il n'y avait point d'hommage et d'investiture, ou, en d'autres termes, le mineur étant un incapable, le suzerain reprenait le fief purement et simplement, sauf à le concéder à un vassal nouveau sans lien avec le précédent. Cette solution prévaut peut-être encore au X^e siècle. Au XI^e, la solution inverse a visiblement triomphé.

On a compris qu'il était bien dur de faire dépendre du prédécès de leur père le sort souvent intéressant des enfants. On a cherché à sauvegarder les droits virtuels des enfants sans préjudice pour le seigneur. On a trouvé non pas un moyen, mais plusieurs moyens, et on les a appliqués selon les temps et selon les lieux.

Le célèbre capitulaire de Quiersy de 877 contient déjà, à ce sujet, un passage fort curieux. Charles le Chauve envisage le cas où l'un des comtes qui s'apprêtent à le suivre en Italie et dont il veut encourager la descente viendrait à succomber à son service en ne laissant qu'un enfant en bas âge (*parvulus*); et il décide qu'en pareil cas l'enfant administrera le comté paternel avec le concours des officiers (*ministeriales*), évêque et fonctionnaires du comté. Ainsi, le mineur aura l'expectative de la succession, même de la succession administrative, qui, en attendant sa majorité, sera gérée sous la tutelle d'un véritable conseil. Sans doute faut-il considérer cette disposition, inscrite à l'article X du capitulaire de 877, comme une première tentative en faveur des mineurs. Cette prescription, tout exceptionnelle, n'eut aucune fortune historique. La tutelle de l'évêque et des officiers dut se révéler peu pratique.

Une solution plus sortable pouvait être mise en balance, c'était que l'on assimilât le fief au patrimoine du mineur. Or, le droit romain et le droit germanique offraient chacun un système tout fait pour la protection du mineur : d'une part la « tutelle », d'autre part la « mainbournie ». Le moyen âge préféra appliquer au mineur héritier d'un fief une protection dérivée de la mainbournie : on appela cette protection « mainbournie » ou « bail » (mot dérivé du bas latin *bajulare*, garder). Le bail féodal comportait, comme avantage pour celui qui en prenait la charge, la jouissance des biens du mineur, à la différence de la tutelle à la romaine, qui ne comporte que la simple administration.

On pouvait concevoir de deux façons le bail appliqué au fief : ou bien le suzerain, ayant le droit de retrait à la mort du vassal, pouvait se contenter d'une jouissance provisoire en attendant la majorité de l'héritier, en se faisant lui-même le *baillistre* de son vassal; ou bien

il pouvait exiger, pour renouveler le contrat, que le vassal fournît un « homme compétent » dans la personne d'un baillistre. L'une et l'autre solution ont été pratiquées.

Le suzerain a souvent exercé le « droit de bail », conséquence de son droit originaire de retrait : il s'est fait alors, en quelque sorte, le tuteur féodal légitime de tous ses vassaux mineurs. Le duc de Normandie est celui qui a exercé ce droit de la façon la plus constante et la plus méthodique. Quand les rois de France eurent mis la main sur la Normandie, ils exercèrent aussi ce droit, ou plutôt ils le firent exercer, car ils eurent bien vite l'idée de le mettre aux enchères. Couramment il arrivait qu'un parent de l'enfant rachetait le bail. Colbert paraît même avoir caressé l'idée de généraliser le système par mesure fiscale, et c'est seulement en 1790 que le droit de « bail seigneurial » fut définitivement aboli.

Néanmoins l'application du bail seigneurial s'est heurtée à de grandes oppositions. Il choquait les sentiments et s'écartait du droit commun, qui, pour le patrimoine, appliquait la loi romaine, c'est-à-dire la tutelle familiale. La tendance à établir parallèlement un bail familial fut donc très forte. Elle triompha en beaucoup de régions au profit des ascendants et collatéraux du mineur. Si l'un des parents survit, il a le bail. Si les deux parents sont morts, les grands parents les remplacent, la branche paternelle ayant la préférence sur la maternelle. A défaut, vient le frère aîné ou la sœur aînée. Enfin, à défaut de frère ou de sœur, le parent mâle le plus rapproché.

Toutes les fois que le baillistre n'est pas le suzerain, il est tenu envers celui-ci à tous les devoirs féodaux, à commencer par la prestation de l'hommage et foi et par le paiement du relief.

Comme il comporte jouissance du fief, le bail est très avantageux pour qui l'exerce. Cet avantage ne va pas sans abus. C'est pourquoi, il fallut protéger le mineur contre le baillistre, spécialement lorsque ce baillistre était un proche parent, un héritier présomptif, comme tel intéressé non au salut mais à la perte de l'enfant. On imagina alors le « double bail » qui consiste à confier à l'un des baillistres la garde de l'enfant, à l'autre celle des biens. L'héritier présomptif n'a pas la garde du mineur, suivant l'adage : « Ne doit mie garder l'agnel qui en deit avoir la pel. » Pour une raison analogue de protection, lorsque le mineur possédait plusieurs fiefs, il n'était pas rare qu'il eût plusieurs baillistres.

Le bail cesse naturellement de plein droit lorsque arrive la majorité. Le baillistre doit alors remettre au pupille une situation absolument nette, comme le veut l'adage : « Qui bail ou garde prend, quitte le rend. » L'âge de la majorité féodale, assez variable suivant les régions, est le plus ordinairement fixé à quatorze ou quinze ans.

A la lumière des observations qui précèdent, nous pouvons maintenant élucider à son tour le cas de la succession féminine.

Dans le très ancien droit germanique, la femme ne succède pas à la terre. Ainsi le maintient la loi salique. Le droit romain donnait la solution contraire. La nature du fief, qui ne peut être « desservi compétemment » par une femme, semblait conseiller plutôt l'application de la règle barbare, celle qui prévaut de fait en Allemagne.

Seulement, la femme a un baillistre tout trouvé dans la personne de son mari. Le mariage fournit donc, en bien des pays, une solution adoucie, et de là prend naissance le droit que s'arroge fréquemment le suzerain : désigner un époux ou épouser soi-même la fille d'un vassal disparu est une conséquence logique du droit primitif

du suzerain, le corrélatif exact du droit de bail seigneurial dans le cas du jeune vassal mineur.

Mais ici encore le droit familial s'est dressé en concurrence. Ascendants et collatéraux intervinrent. Le droit des femmes, extérieur à la notion primitive du fief, s'acclimatait mal. Bien des guerres féodales sont nées de contestations soulevées à propos des droits des femmes. La plus grande guerre du moyen âge, la guerre de cent ans, a eu précisément pour cause, ou tout au moins pour occasion, un débat de ce genre.

Une difficulté d'un tout autre ordre peut s'élever dans le cas où le vassal laisse plusieurs fils. Au moment où le fief devenait héréditaire, le régime successoral, au cas de plusieurs enfants, était, pour le patrimoine, le régime du partage égal. C'était même là l'un des points assez rares où l'accord existait entre le droit romain et le droit germanique. Il semblait donc que le fief pût et dût être traité comme le patrimoine, c'est-à-dire fût soumis à cet égard, malgré son caractère d'usufruit, au droit commun.

Cette solution a été, en effet, pratiquée, notamment dans le midi, mais le partage égal n'a pas été le seul admis ni même le plus ordinairement adopté, et la question a comporté deux solutions diamétralement opposées, d'une part le droit d'aînesse, d'autre part le parage.

Du XI^e au XIII^e siècle, le *droit d'aînesse* apparaît comme très caractéristique du fief. D'ailleurs, tel que l'a pratiqué la France du moyen âge, ce droit n'est pas absolu, c'est un compromis entre les exigences du fief et les besoins des cadets.

Le privilège de l'aîné est, en tout cas, un trait *sui generis* de la société féodale. Le point de départ n'en a été ni romain ni germanique, il faut le chercher uniquement dans le souci du suzerain, maître de retirer le fief

à la mort du vassal, et préoccupé d'avoir toujours un répondant des services féodaux. Aussi peut-on croire, avec Paul Viollet, que, dans son premier état, le régime féodal comporta un droit d'aînesse absolu, dont le droit d'aînesse relatif que nous constatons par la suite n'a été qu'une atténuation.

En face du droit d'aînesse, le souci de maintenir l'égalité successorale a suggéré la formule toute différente du parage.

Dans le système du *parage*, le fief est divisé également entre les cohéritiers, mais l'aîné représente, vis-à-vis du suzerain, le fief entier : on l'appelle pour ce motif, « chef parageur ». C'est donc lui qui rend l'hommage pour le tout et paye les droits pour le tout, sauf son recours vis-à-vis de ses frères. Telle est, en substance, la solution du parage. A première vue, elle semble satisfaire aux données du problème et trancher élégamment le cas de la succession dévolue à plusieurs enfants. Bien que le suzerain continue à n'avoir en face de lui qu'un répondant, les cadets restent les égaux de l'aîné, comme lorsqu'il s'agit du patrimoine, et cette égalité s'exprime justement par le mot même de parage.

Seulement, le parage n'est qu'un état transitoire. Ainsi, dans la coutume d'Anjou, quand, au bout de quelques générations, les enfants des parageurs sont à un degré canonique tel que le mariage est possible entre eux, les parageurs deviennent vassaux du chef parageur. Le parage aboutit donc à transformer toutes les parties du fief, sauf une, en arrière-fiefs.

Pareille conséquence est intéressante en ce que, dans nombre de régions, elle a amené le démembrement des fiefs, compliqué la carte politique, enchevêtré le réseau des relations féodales. C'est précisément ce qui explique la défaveur avec laquelle le parage a été vu par les suzerains. On essaya de corriger le système en

faisant des parageurs les vassaux du suzerain lui-même et non du chef parageur. Philippe Auguste chercha à généraliser cette règle. La suppression de la vassalité à l'égard de l'aîné rendait le parage illusoire et l'on aboutissait à la création de plusieurs fiefs du même degré au lieu d'un. Ces inconvénients font ressortir qu'en dépit des apparences, le parage n'était pas une solution bien adéquate, et l'on ne saurait être surpris que la préférence générale se soit affirmée en faveur du droit d'aînesse.

Au total, l'historique du régime de succession en matière féodale est fort suggestif, parce qu'il fait apparaître à quel point ce régime a été une construction juridique propre au moyen âge. Par nature, ce mode de possession qu'était le fief répugnait au régime de succession traditionnellement appliqué au patrimoine. Les hommes du moyen âge se sont ingénies pour adapter au fief toutes les notions qu'ils ont pu découvrir dans les législations qu'ils connaissaient : la multiplicité des solutions, parfois contradictoires, qu'ils ont imaginées trahit leur très grand et très persistant embarras. Par sa nature, le fief répugnait à l'hérédité : pour le rendre néanmoins héréditaire, il a fallu inventer la fiction de la réinvestiture. Par sa nature, le fief devait être tenu par un seul : le droit d'aînesse et le parage ont servi à établir des compromis dans le cas de plusieurs héritiers. Par sa nature, le fief répugnait à être tenu par une femme, à « tomber en quenouilles » : c'est d'où dérive ce droit suzerain ou familial, curieux, parfois troublant, exercé sur le mariage de la femme noble. Par sa nature enfin, le fief répugnait à être tenu par un mineur : de là, le bail seigneurial ou l'exercice par représentation des obligations vassaliques dans le cas du bail familial. Et si l'on embrasse ces différents expédients dans leur développement historique, on se rend compte qu'incapable de

s'assimiler au patrimoine, l'usufruit féodal a cependant été constamment en marche, comme si, mû par une force obscure, incosciente, il avait tendu à se rapprocher de la propriété.

Le régime seigneurial. — L'appropriation des fonctions publiques soustraites à l'État s'étant accomplie pour les raisons et suivant le rythme qu'expliquent les origines, un régime politique féodal s'est trouvé établi. Ce régime repose sur les pouvoirs du seigneur. Il convient donc de l'appeler le *régime seigneurial*. Quels sont les caractères de ce régime et comment fonctionne-t-il ?

Une vérité domine la matière. Il n'y a pas, féodalement parlant, de souveraineté. Les historiens ont souvent dit que la féodalité avait méconnu la souveraineté. Pareille affirmation est inexacte et dangereuse : elle fausse la réalité. Car la société féodale est définie politiquement par ce trait qu'à la souveraineté s'est substitué le régime du dévouement personnel qui en est la contre-partie.

Aussi bien avons-nous constaté ce qui était advenu de la souveraineté. Il importe peu que, quant aux mots, suzeraineté et souveraineté puissent être considérées comme des doublets ou des équivalents. La souveraineté est, en son essence, tout autre chose que la suzeraineté. Le régime seigneurial, issu du dévouement personnel, s'oppose franchement à un régime d'État. Ce qui distingue le régime seigneurial, c'est l'exercice des droits politiques et administratifs par appropriation. Le seigneur les exerce parce qu'il les possède, soit qu'il les tienne héréditairement, soit que quelqu'un qui les possédait avant lui les lui ait donnés ou vendus.

Prenons pour plus de clarté un exemple concret. Considérons, par exemple, ce service essentiel, commun

à toute société humaine, quelle qu'en soit l'organisation, la justice. Sous le régime monarchique, tel qu'il fonctionne encore sous Charlemagne, la justice est un service d'État. Elle est rendue normalement dans chaque comté par le tribunal du comte, fonctionnaire royal, qui préside le *mall* du comté. Au XI^e siècle, pareille justice n'existe plus. Chacun est justiciable de la cour de son seigneur. La transmutation peut être considérée comme totale. Ainsi, la compétence juridique engendrée par l'hypertrophie du *mithium* s'est installée avec force. Elle s'exerce comme résultant d'un rapport d'ordre personnel. Aux yeux des hommes du temps, elle découle du séniorat. Bref, une justice personnelle s'est substituée à la justice d'État.

Cette substitution paraît simple. Elle se complique dans l'application. On ne peut guère parler, au moyen âge, de « la justice », il faut parler « des justices ». La justice se présente fractionnée, multiple, variable. D'où vient ce morcellement? C'est que le développement du *mithium*, générateur de toute juridiction privée, a été plus ou moins poussé suivant les cas. Tel comte a mis obstacle à l'extension du pouvoir judiciaire de tel seigneur soumis à son action; tel suzerain a réservé une part du pouvoir judiciaire et laissé seulement au vassal une justice incomplète. La coutume légalise ces limitations et ces retenues.

Or, ce n'est point l'exception, mais le cas général. Le *mithium* a été, pour chaque espèce, poussé jusqu'à un certain point qui marque les bornes du pouvoir judiciaire une fois consolidé. Toutes les variétés de justices sont donc possibles et en fait réalisées. De là les distinctions familières à la société féodale, qui parle tantôt de basse-justice, tantôt de moyenne-justice, tantôt de haute-justice. Chaque justice a ses organes, y compris ses tabellions; chacune a sa prison, et, quand

il y a lieu, son pilori et ses fourches patibulaires.

L'opposition faite par le seigneur supérieur au développement de la justice de l'inférieur, ou la réserve des causes importantes imposée au vassal par un suzerain ménager de ses prérogatives, n'a pas uniquement pour mobile un souci de prestige. La cause principale en est dans le produit des amendes. La justice, au moyen âge, est rémunératrice. Pourvoyeuse du fisc au temps de la justice d'État, elle devient pourvoyeuse du budget seigneurial sous le régime de la seigneurie. Aussi les juridictions du moyen âge sont-elles jalouses à l'extrême de leurs droits. Les cas litigieux sont saisis avec empressement, avec passion, et les « conflits de juridiction » qui jalonnent les fastes de chaque seigneurie sont parmi les plus âpres et les plus acharnés.

Le fractionnement si caractéristique de la justice s'étend, dans la société féodale, à tous les pouvoirs. L'appropriation des fonctions s'est faite à tous les degrés, par conséquent elle s'est normalement opérée au bénéfice de chacun dans les limites où chacun exerçait jadis l'autorité par délégation expresse ou implicite, directe ou indirecte, de l'État. Le régime seigneurial se distingue donc, du fait de ses origines, par un émiettement à l'infini des pouvoirs. C'est par morceaux que s'exercent les droits politiques.

A dire vrai, cet aspect de mosaïque que prend nécessairement toute carte féodale, par l'éparpillement du sol en fiefs et arrière-fiefs, ne donne qu'une sensation incomplète de l'économie du système, puisqu'elle ne traduit aux yeux que le fractionnement territorial. Il faudrait pouvoir y joindre et faire apparaître, par un dispositif concret, l'enchevêtrement des pouvoirs, superposés ou coexistants, qu'ont engendré les modalités de la genèse féodale et qui sont plus caractéristiques encore.

C'est assez dire que le régime seigneurial a été extrêmement varié, qu'il échappe à toute tentative d'en dresser un tableau d'ensemble. Pour peu qu'on veuille préciser, entrer dans le détail, un régime de la nature de celui dont il s'agit ne peut s'étudier utilement qu'à l'intérieur de chacune des petites unités qui le composent. Autrement dit, le seul moyen d'acquérir une connaissance adéquate du régime seigneurial serait de passer en revue chaque seigneurie et d'en établir la monographie. L'intérêt primordial des monographies locales apparaît en pleine lumière sous cet angle. Tant que notre bibliographie des monographies locales ne sera pas beaucoup plus avancée qu'elle ne l'est présentement, il sera prématuré de s'essayer à une synthèse. Provisoirement, il faut s'en tenir aux très grandes lignes et se contenter de données approximatives.

Ces précautions prises, — et elles s'imposent, — nous nous appliquerons ici à dégager les traits tout à fait essentiels du régime seigneurial considéré comme régime politique et administratif.

Les droits seigneuriaux. — Nous rencontrons d'abord ce qu'on a appelé les *droits seigneuriaux*. Il importe d'en saisir tout de suite la vraie nature. Aussi bien devons-nous encore ici, pour y voir clair, remonter aux origines.

Administrativement, le seigneur est le successeur d'un comte carolingien, d'un subordonné du comte, d'un immuniste ou d'un alleutier assimilable à l'immuniste. De toutes façons, ce seigneur a hérité des pouvoirs administratifs que celui dont il procède s'est appropriés, sauf les adjonctions ou modifications que l'ambiance historique a pu déterminer au cours des générations intermédiaires.

L'une des prérogatives essentielles que le fonction-

naire carolingien exerçait dans sa circonscription, — ou l'immuniste dans son domaine, — c'était ce qu'on appelait le ban (*bannum*). Le *ban* n'était pas autre chose que l'expression de l'autorité publique dans l'État barbare. Or ce droit de ban, passé au seigneur, a été la source la plus abondante de droits seigneuriaux. Il a été ce que serait le droit de faire des règlements de police municipale pour un maire moderne qui, par quelque miracle, se verrait érigé en seigneur de la ville qu'il administre : un moyen d'action presque illimité, dans la circonscription territoriale où s'étendrait son pouvoir.

Les droits seigneuriaux en apparence les plus exorbitants ont leur source dans le ban : ce sont les *banalités*. Parmi elles, il en est qui paraissent tout à fait arbitraires. Par exemple, le seigneur défend généralement toute vente de vin dans sa seigneurie tant qu'il n'a pas écoulé sa propre récolte. Un véritable monopole est donc créé par le seigneur producteur légiférant à son profit. La filiation de ce monopole (*banvin*) a été fort bien éclaircie par Flach. Ce savant a lumineusement montré de même que le four banal, le pressoir banal, le moulin banal, n'étaient qu'autant d'applications faites à son profit, par le seigneur, des prérogatives de police dont il avait usé, — mais dans l'intérêt général, — au temps où il n'était que fonctionnaire.

Sans doute, l'abus d'un tel procédé, dans une vue purement égoïste, est choquant. Il tend à exaspérer à la longue les victimes, à faire perdre de vue le point d'attache. A prendre pourtant les choses en bonne logique, on peut concevoir qu'au début de son exercice le monopole dont le seigneur bénéficiait n'a pas paru plus extraordinaire aux contemporains que ne le paraît aux nôtres tel ou tel monopole d'État fonctionnant sous nos yeux.

De même, le commerce que faisait le seigneur de ces banalités, qu'il vendait, affermait, louait ou partageait, n'avait pour le haut moyen âge rien de plus extraordinaire que la régie des tabacs telle que la pratique, notamment en France, l'étatisme moderne.

En soi, les banalités de la société féodale n'ont donc rien de surprenant. Elles traduisent l'idée de l'exploitation seigneuriale, qui, sous le régime de la seigneurie, correspond à ce que sera, sous le régime de la souveraineté, l'exploitation de l'État. Ces banalités sont devenues insupportables non à cause du principe qui leur avait donné naissance, mais à cause de l'esprit dans lequel les seigneurs les ont pratiquées. Ils n'y ont vu qu'une source de profits sans contre-partie, et l'exploitation est devenue ce que ce mot représente au sens péjoratif : une compression tyrannique des populations livrées à la violence et à l'avarice.

Les *droits de justice*, — autres droits seigneuriaux, — ont parfois donné lieu à des abus analogues. Nous en avons déduit plus haut la raison d'être. Ils vont jusqu'à la confiscation ; et les droits accessoires, tels que ceux de sceau, de greffe, ou encore les droits notariaux, s'y rattachent étroitement. De même que l'État moderne a son droit de timbre, le régime seigneurial fait payer la garantie qu'il confère aux actes de toute nature qui feront foi en justice, y compris les actes qui se réfèrent aux intérêts privés.

Un droit seigneurial plus délicat à étudier est le droit de *monnayage*. Dans la société féodale évoluée, le droit de monnayage est partagé entre le roi et les seigneurs. Beaucoup de seigneurs possèdent donc et exercent en leur particulier ce droit de monnayage. Ainsi ce droit, qui aurait pu paraître, plus que tout autre, exclusif d'aliénation, s'est, lui aussi émietté.

Le point de départ de cet émiettement est assez

obscur. Comme l'a enseigné un éminent numismate, A. de Barthélemy, c'est le « droit utile » de la monnaie qui a dû conduire à son appropriation partielle par les seigneurs. En effet, la frappe de la monnaie est lucrative, le pouvoir émetteur retenant dans la taille une portion de métal qui, frappée en sus, constitue son bénéfice. C'est ce que l'on nomme « tolérance », et le quantum en a été le plus souvent au moyen âge de six sous par marc.

Nous possédons des diplômes carolingiens accordant à des évêques une part dans les revenus du monnayage. L'interprétation de cette clause est assez malaisée. Il semble cependant qu'en fait le roi se déchargeait sur l'évêque, devenu son associé, du soin de la frappe, et lui transférait la gérance d'un atelier monétaire. En d'autres termes, l'atelier de la ville épiscopale passait sous l'administration de l'évêque, avec participation des bénéfices dans la proportion déterminée dans le diplôme de concession. Déjà sous Charlemagne, on connaît une monnaie de Poitiers dont la légende s'agrémentait d'une crosse. La monnaie reste cependant royale, car au droit figure le monogramme royal. On a proposé de remonter plus haut encore, car la légende EPS (*episcopus*) empreint déjà à l'époque mérovingienne une monnaie de Lyon.

Quoi qu'il en soit de ces débuts, le ^x^e siècle marque un pas en avant qu'on peut tenir pour décisif. Sous Charles le Simple, un diplôme donne à un évêque le droit de remplacer, dans la monnaie qu'il frappe, le monogramme royal par son propre monogramme. On peut considérer la monnaie ainsi autorisée comme étant, à proprement parler, la première monnaie seigneuriale connue. Cette fois, le roi disparaît, et les privilèges analogues vont se multipliant.

Hugues Capet, seigneur avant d'être roi, offre un

cas singulier, et sa monnaie traduit aux yeux, de façon curieuse, le changement de sa situation. Avant la révolution qui le porte sur le trône en 987, on connaît de lui deux types monétaires : l'un porte la légende HUGO DUX FRANCORUM, l'autre inscrit la formule DEI GRATIA. Une pièce extrêmement rare porte HUGO, GRATIA DEI DUX au droit et PARISI CIVITAS au revers. Après l'avènement, la série fait apparaître une légende qui, sans oublier le passé, reflète la fortune nouvelle de l'émetteur : HUGO DUX DEI GRATIA REX.

Le développement du droit de monnayage suit la loi des autres droits seigneuriaux. Aussi comprend-on aisément que le partage des droits sur un atelier se présente fréquemment. Le droit de monnayage, objet d'appropriation comme les autres droits, entre pour ainsi dire comme eux dans le commerce. Il se cède, se vend, se loue, se divise. La présence, dans le champ d'une monnaie féodale, d'une crose ou d'une mitre indique le droit total ou partiel d'un évêque ou d'un abbé. Dans certains cas, il y a deux crosses, par exemple si un évêque et un abbé participent à l'émission. Parfois les deux crosses s'amalgament en un signe caractéristique, dont on voit notamment des spécimens en Bourgogne. D'autres emblèmes sont propres à certaines monnaies. C'est ainsi qu'une monnaie méridionale très répandue, la monnaie languedocienne de Melgueil (ou monnaie melgorienne), était marquée de la croix melgorienne.

De bonne heure, les seigneurs, devenus maîtres de leur monnaie, considérèrent le profit rapporté par la tolérance comme insuffisant. Ils voulurent retirer plus encore de leur monnayage. Ils se livrèrent alors à des altérations d'espèces. Les altérations de ce genre étaient assez comparables à des coups de bourse. Elles étaient facilitées par la complication du régime monétaire tel

qu'il existait au moyen âge, époque où la monnaie de compte était différente de la monnaie réelle. Ainsi, dans le domaine royal, on comptait par livre tournois (*Turonensium*) ou par livre parisien (*Parisiensium*). Or, il n'y avait aucune pièce réelle valant une livre. Dans ces conditions, l'altération pouvait consister soit à changer le rapport entre la monnaie réelle et la monnaie de compte, soit à faire une émission nouvelle d'une moindre valeur intrinsèque tout en maintenant la pièce à l'ancienne valeur nominale par rapport à la monnaie de compte. L'opération était tentante; mais si elle rapportait gros sur le moment, elle avait pour conséquence inévitable un intense malaise économique.

A jouer ainsi sur leur monnaie les seigneurs avaient d'autant moins de scrupules que les rois eux-mêmes ne s'en faisaient pas faute. C'est ce qu'on a appelé, non sans quelque exagération, un faux-monnayage. En tout cas, le trouble qui résulte des altérations et variations de monnaies se manifeste avec intensité à la fin du XII^e et au début du XIII^e siècle. Peu s'en fallut que le commerce ne se déshabituât de la monnaie et ne prît l'habitude de se créer, à son usage, un régime spécial, à l'abri des fluctuations artificielles. Dans nombre de contrats de la première moitié du XIII^e siècle, les prix sont évalués non plus en monnaie courante, mais en poids, en marcs d'argent fin. On s'acheminait ainsi vers l'usage du lingot comme dans les pays peu civilisés où, se défiant de l'aloi de la monnaie officielle, le négociant juge plus sage d'en faire abstraction.

La mise en circulation de monnaies de bon aloi combattit cette tendance : ce fut notamment le secret du succès si caractéristique de certaines espèces italiennes, florin de Florence, ducat de Venise. En France, saint Louis sauva la monnaie capétienne par une réforme courageuse. Tout d'abord, il rétablit un équilibre rompu

en ramenant sa monnaie à une valeur nominale en harmonie avec sa valeur intrinsèque. Ensuite, par la mémorable ordonnance de 1263, il prononça la prohibition de toute monnaie seigneuriale dans le domaine royal, l'obligation d'admettre la monnaie royale en concurrence avec la monnaie locale à l'intérieur de toute seigneurie du royaume. La qualité de la monnaie royale comparée aux monnaies seigneuriales, le cadre plus vaste où elle était acceptée, tout assurait à la monnaie capétienne la préférence. Les conséquences de la réforme furent donc exceptionnellement fécondes. Le monnayage seigneurial recevait un coup droit, dont il ne devait jamais se relever.

Jusqu'ici, la dérivation théorique des droits seigneuriaux apparaît assez limpide. Avec le droit de *gîte*, une brume se projette. Ce droit a une racine féodale d'une part, une racine seigneuriale d'autre part. C'est pourquoi l'analyse des droits féodaux l'a déjà fait défiler devant nous. Le *jus eminens* du suzerain, c'est-à-dire le droit du concédant de la terre, peut justifier, à certains égards, le gîte. Cependant, sa raison d'être principale semble se rattacher au pouvoir seigneurial. L'origine paraît être dans le privilège reconnu au fonctionnaire carolingien, dont le seigneur est l'ayant-cause.

Comme déjà le fonctionnaire du Bas-Empire, le fonctionnaire carolingien jouissait du droit d'être défrayé par les sujets dans ses tournées. Est-ce à l'exemple de ce privilège que la concession de fief semble le plus souvent comporter le droit, pour le suzerain, d'être hébergé chez son vassal? De quelque façon que se produise le croisement, il est certain que le droit de « gîte et procuration » est un des plus constants dont se prévaut le féodal dans la seigneurie. Le « gîte » s'entend du logement et de ses accessoires; la « procuration » équivaut à une réquisition. Gîte et procuration semblent

s'étendre au cours des siècles. La tentation était forte d'élargir un droit aussi élastique. Le seigneur n'est plus limité ni surveillé comme l'était l'agent de l'État carolingien, toujours menacé, en cas d'abus, d'un recours au Palais. Seuls l'accensement, c'est-à-dire la conversion en rente annuelle, et la coutume mirent un frein aux appétits des bénéficiaires de ce droit.

Le chevauchement des origines qui se révèle déjà à propos du gîte se manifeste plus encore lorsqu'il s'agit des *corvées*. Beaucoup de confusion règne en cette matière. A la base, il conviendrait de discerner deux points de départ qui sont, en principe, absolument distincts. D'une part, il y a des journées de prestation, assez analogues à celles que retient l'organisation moderne, et qui dérivent de cette idée toute romaine que l'habitant doit participer de ses mains, sauf rachat, aux travaux de voirie. D'autre part, il y a un élément privé et foncier, la condition imposée à des tenanciers, lors de la constitution de la tenure, d'avoir à fournir des journées de travail sur la terre propre du seigneur. Le moyen âge, indifférent aux origines, a confondu le tout et multiplié les corvées. Pratiquées sous toutes les formes et aggravées à plaisir, les corvées ont été l'une des charges les plus lourdes que le régime seigneurial ait fait peser sur les paysans.

Un cas de complexité plus frappant encore nous est offert par les *exactions* ou *droits fiscaux*. Il faut toujours avoir présent à l'esprit que le seigneur de la société féodale est un personnage double : il est usufruitier foncier, qu'il soit fieffé ou alleutier ; il est aussi usufruitier de droits, en ce sens qu'il s'est arrogé la jouissance de prérogatives issues de l'appropriation des fonctions publiques. Ces deux natures se fondent en la personne du seigneur. Il en résulte qu'il perçoit tous les droits indirects que percevait ou pouvait percevoir le gouver-

nement carolingien, et de cette source dérivent les « leudes », les « tonlieux », les « haubans », tous droits de circulation, de marchés, de foires, et autres analogues. De telles « exactions » (et ce mot s'entend en son sens étymologique) voisinent souvent avec des droits dérivés du ban, avec ceux aussi qui découlent pour le seigneur de sa qualité de foncier. Le mélange engendre la confusion. S'il s'agit, par exemple, du péage d'un pont, à moins que le pont ne soit romain, on pourra douter si le seigneur perçoit comme bâtisseur ou à tout autre titre.

Par contre, il semble bien que les droits que le seigneur exige sur les récoltes, le *champart*, et aussi le *cens* sur les immeubles lui viennent à raison de la terre. Ici, le seigneur s'adresse au tenancier. Le cens médiéval ne s'entend pas à la romaine, c'est une charge foncière, une servitude dont on ne reconstitue la filiation qu'en remontant au principe.

Supposons qu'à l'origine un bien ait été cédé en tenure à charge de cens. Supposons encore que le propriétaire primitif ait donné par la suite l'ensemble de ses domaines en bénéfice. Le bénéficiaire touchera le cens. Le droit au cens naîtra pour lui d'une conséquence analogue à celle qui permet à un usufruitier, en droit actuel, la perception des fermages. Nous aurons d'ailleurs à examiner ultérieurement diverses particularités qui se présentent à propos du cens.

Continuant en ce moment à passer en revue les divers droits seigneuriaux considérés au point de vue de leur dérivation logique, nous arrivons au dernier et au plus difficile à démêler, la *taille*. Plusieurs théories ont été proposées pour en rendre raison. Flach tire la taille féodale des « dons annuels » qui étaient le principal impôt direct du régime carolingien. Ces dons (*dona*, *exenia*, *munera*) auraient, sans cela, disparu sans laisser

de traces. M. Seignobos voit dans la taille la survivance de la capitation servile. Mais celle-ci en est distincte. Ach. Luchaire préfère reconnaître dans la taille l'ancien droit de retrait du pécule. Pour résoudre le problème, resté jusqu'ici obscur, il faudrait discerner les courants de provenance diverse qui sont venus confluer pour former cette masse hétérogène qu'on appelle taille au moyen âge. S'il est possible de voir le retrait du pécule servile dans la taille, en principe arbitraire, qui pèse sur le serf (taillable et corvéable à merci, *ad misericordiam domini*), on ne saurait trouver aucune justification de ce genre lorsqu'il s'agit de la taille payée par l'homme libre, cette taille n'ayant jamais pu être arbitraire sans nier le droit de posséder. Si la taille du libre descend du « *munus* », la filiation s'aperçoit mal : des influences qu'il faudrait pouvoir définir et mesurer ont dû exercer leur action perturbatrice.

Quoi qu'il en soit de ses racines assurément multiples, la taille est le gros impôt seigneurial. Il provoque par son exagération la tendance à la limitation, même chez les serfs. La taille « abonnée », ou fixe, substituée à la taille à merci, c'est un facteur d'émancipation sociale que nous retrouverons sur notre route.

Du moins, il résulte de cette revue que, pour clarifier la matière, il faudrait établir une classification des droits. Cette classification pourrait avoir pour critère la raison d'être respective des droits. Mais si pareille classification est réclamée par la logique, elle est pratiquement impossible en toute rigueur en l'état actuel de nos connaissances. Cette impossibilité est imputable à deux causes : d'une part, elle supposerait un historique précis et lumineux de chacun des droits en question, et nous venons de voir que, pour plus d'un, le procès reste pendant; d'autre part, des droits de provenance différente se sont croisés, amalgamés, brouillés de telle

sorte que l'enchevêtrement en demeurera peut-être à jamais inextricable. Ce lacis est tel que, lors de la suppression de droits féodaux et seigneuriaux par la Révolution, l'abolition atteignit des droits qui n'avaient rien de seigneurial ni même de féodal, qui n'étaient que des droits issus de contrats civils tout à fait indépendants du sort d'un régime politique.

L'évolution seigneuriale. — Tel que nous le voyons armé de pouvoirs et de droits, le seigneur gouverne la seigneurie. Petite ou grande, la seigneurie est l'unité, la cellule politique du système. Mais les pouvoirs seigneuriaux ne s'exercent pas séparément les uns des autres, et c'est ici un nouvel aspect d'une remarque déjà faite. Pour autant qu'on puisse la qualifier unité du système, la seigneurie ne vit point isolée, simplement juxtaposée à ses voisines.

Aussi bien le savons-nous déjà : le chevauchement des juridictions est la règle. Non seulement il arrive fréquemment que la justice rendue sur une terre est répartie entre deux ou trois juridictions, mais encore sur cette même terre pourra courir la monnaie d'un seigneur qui n'y a aucune justice, tandis qu'en majeure partie les exactions fiscales levées sur cette terre iront à un monastère, proche ou lointain. Bref, toutes les combinaisons sont possibles et l'idée la plus générale à exprimer en matière pareille est qu'il n'y a pas d'idée générale.

Non seulement la complexité la plus déconcertante se constate, mais aussi la plus flagrante mobilité. Du moment que les anciens droits d'État sont entrés dans le commerce, ils sont susceptibles de toutes les formes d'aliénation, en sorte que la situation administrative d'une localité se modifie avec la même aisance qu'un bien privé change de mains.

Deux forces cependant ont limité ces changements,

enrayé dans une certaine mesure cette instabilité universelle : la résistance de la coutume, la pression de l'hérédité.

Le moyen âge a horreur de la nouveauté, il n'en fait guère qu'à son insu. Toujours il cherche à se raccrocher au passé. Au surplus, il arrive parfois, et par bonheur, qu'il se trompe. Les légistes qui ont ménagé de loin l'avènement de l'État moderne, préparant ainsi un avenir qui est notre présent, ont eu la conviction et la volonté de ne faire qu'une œuvre de conservation. La coutume s'est imposée au respect; elle a été la grande régulatrice du droit et des institutions.

Le principe d'hérédité a donné un élan singulier à la politique de famille. Le droit d'aînesse en a doublé la force. La politique de famille s'est précisée et amplifiée. La maison royale n'en a pas eu le monopole. Pareille politique allait vers la constitution de seigneuries plus vastes, plus vigoureusement articulées, c'est-à-dire à l'encontre de l'émiettement. Ainsi ont été maintenus ou élargis les grands fiefs dont nous définirons plus tard la structure et le rôle.

Il suffit pour l'instant à notre objet de saisir cette tendance qui oppose la continuité à l'instabilité, la coordination à la dissolution.

En somme, au long des siècles féodaux, une évolution double s'est dessinée, plus exactement une évolution à deux moments successifs. Au ^x^e et encore au ^{xii}^e siècle, le morcellement tend vers l'infini. Il semble que le monde occidental va vers un émiettement complet des pouvoirs, que personne bientôt n'en gardera une fraction suffisante pour exercer une action de quelque efficacité, et que tout ne sera plus finalement que poussière. Les fiefs se coupent, les pouvoirs et les droits se sectionnent, les vassaux tendent à devenir arrière-vassaux, tout se féodalise et, du haut en bas de l'échelle,

toute autorité est en voie de totale désintégration.

Au XI^e siècle déjà, et surtout au XII^e, se produit la réaction. La féodalisation à outrance semble avoir épuisé sa vitesse acquise. Elle s'arrête ou se ralentit. Le comte, le haut baron se sont ressaisis. Une politique dynastique se dessine, consciente ou heureuse. Il se produit un phénomène qui, sous des formes diverses, s'est répété plusieurs fois en histoire : le mouvement féodal est confisqué par les féodaux les mieux placés ou les plus chanceux. Ils retournent le droit féodal, qui se fixe et qu'ils fixent contre leurs vassaux. Leurs efforts, dont quelques modalités nous apparaîtront par la suite, ont été favorisés, comme nous aurons l'occasion de le préciser, par certaines contingences historiques.

Ce mouvement s'est produit, plus ou moins intense, aux divers degrés, et cette réaction a d'abord joué dans le sens d'une consolidation des positions acquises.

La hiérarchie seigneuriale. — La hiérarchie seigneuriale a commencé, dans ces conditions, à prendre quelque consistance. Elle était demeurée longtemps vague, indécise, et l'on ne peut en dresser l'inventaire qu'en systématisant.

Au-dessous du comte apparaît le « vicomte », ancien subordonné du comte fonctionnaire des temps carolingiens. Le « châtelain » est le même que le « sire » ou « seigneur » (en latin *dominus*). Il peut descendre soit d'un ancien agent comtal ou vicomtal préposé à la garde d'un château, soit de quelque ancien alleutier, bâtisseur de son propre château et en ayant fait hommage. Parallèlement se classent le « vidame » et « l'avoué », que nous retrouverons à propos de l'Église, car le vidame n'est que le lieutenant de l'évêque chargé de gérer le temporel, et l'avoué d'un établissement religieux joue

auprès de cet établissement un rôle identique. Enfin, les minuscules seigneurs qui se rangent au-dessous du châtelain et généralement lui font hommage, sont confondus par la terminologie sous l'appellation d'arrière-vassaux, vavasseurs, bas-sires. Ils font suivre leur nom d'un nom de terre. Ce sont les plus modestes d'entre les féodaux.

A partir du comte, au contraire, s'élève la haute féodalité. Il est remarquable que la précellence des titres, à ce niveau, soit une notion étrangère à la constitution de la féodalité. Par exemple l'idée qu'un duc est supérieur à un comte est une idée plus ancienne ou plus récente que la formation du régime féodal. Les plus grands seigneurs sont comtes ou ducs, parfois le même personnage prend tantôt l'un, tantôt l'autre titre. Le ^x^e siècle est abondant en textes qui témoignent de cette confusion. Tel comte de Barcelone s'intitulera comte, duc, marquis et prince, le tout à la fois.

Mais, au ^{xii}^e siècle, la pyramide se forme. Elle devient rigide au ^{xiii}^e. Le *livre de justice et de plet*, rédigé au temps de saint Louis, fixe ainsi les étages du haut en bas :

« Duc est la première dignité, puis marquis, et puis comte, et puis vicomte, et puis baron, et puis chatelain, et puis vavasor, et puis citalien et puis vilain. »

Abstraction faite du bourgeois et du vilain, qui sont pour l'instant hors de cause, cette liste est conforme à celle que nous avons établie, sauf l'insertion du baron. En réalité, « baron » a été longtemps un mot général, qui ne s'est fixé que tardivement, et a servi, en ce nouveau sens, à désigner tout feudataire moyen qui n'a pas droit au titre de vicomte : dans cet emploi, le mot n'est qu'une innovation du ^{xiii}^e siècle.

Quant à la *pairie*, dont l'origine est discutable et

discutée, elle n'apparaît nettement qu'à la fin du XII^e siècle et joue surtout son rôle au XIII^e. Certaines prérogatives honorifiques, notamment à l'occasion du sacre des rois, sont réservées aux douze pairs, savoir le comte de Flandre, le duc d'Aquitaine, le duc de Bourgogne, le duc de Normandie, le comte de Toulouse, le comte de Champagne (pairs laïques), les évêques-comtes de Beauvais, de Noyon, de Châlons, l'archevêque-duc de Reims, les évêques-ducs de Laon et de Langres (pairs ecclésiastiques).

Le gouvernement de la seigneurie. — En général le titre porté par le seigneur est en rapport avec l'importance relative de sa seigneurie, en dépit des exceptions nombreuses et parfois éclatantes qui pourraient être citées à l'encontre. Il n'en reste pas moins que pour apprécier ce qu'a pu être le gouvernement d'une seigneurie, ce n'est point dans la basse féodalité qu'il convient de prendre exemple, mais plutôt parmi les fiefs d'un haut baron, c'est-à-dire d'un comte ou d'un duc.

Ce puissant personnage a une *cour féodale* où se rend sa justice; il a une *chancellerie* qui expédie ses actes; un droit de *ban*, qui lui permet de rendre ses ordonnances; il exerce les *droits féodaux* et *seigneuriaux* qui lui appartiennent dans l'étendue de la seigneurie. Son pouvoir est limité d'un côté par ses devoirs de vassal vis-à-vis de son propre suzerain, d'un autre côté par ses devoirs de suzerain à l'égard de ses propres vassaux. Le contrat féodal prend ici toute sa valeur : la cour du suzerain doit justice aux vassaux; sa chancellerie doit respecter celle des vassaux; son droit de ban doit respecter celui des vassaux; les droits féodaux et seigneuriaux eux-mêmes subissent la limitation qui résulte des concessions de droits faites aux vassaux lors des inféodations.

Il ressort de là que le gouvernement de la seigneurie n'est pas le fait d'une volonté unilatérale, qui serait celle du suzerain titulaire de la seigneurie : il est, au contraire, le fait d'une collaboration du suzerain et des vassaux. Chacun de ceux-ci sera dans une position identique vis-à-vis de ses vassaux propres à l'intérieur de son fief. Ainsi la mise en marche de la machine féodale est lourde, lente, malaisée.

Toute ordonnance applicable à l'ensemble de la seigneurie devra être rendue dans une cour dite plénière. Il n'y a ni vote systématique ni principe fixe de majorité. Du moins le suzerain devra-t-il avoir rallié des adhésions telles que, pratiquement, l'ordonnance puisse être suivie d'effets. Loin d'être un pouvoir monarchique, le pouvoir féodal suppose une conjonction de bonnes volontés. Il comporte même, en un certain sens, un élément populaire, par l'introduction de la commune dans l'engrenage féodal.

Cependant, la réaction favorable au haut baron s'oriente dans le sens d'un accroissement effectif de l'autorité suzeraine. La cour plénière, sous cette influence, tend à tomber en désuétude au XIII^e siècle : le chef de la seigneurie se plaît à légiférer avec le concours de ses conseillers et de ses seuls grands vassaux.

D'autre part, à ce tribunal, qu'est aussi la cour féodale, les seigneurs se font assister de légistes. Ceux-ci en raison de leurs connaissances, tiennent pratiquement la plus large place.

La cour d'un haut baron a beaucoup à juger. Ce sont d'abord, en première instance, les causes des vassaux directs, les causes des églises dont le haut baron est patron ou des villes qui relèvent de lui. Ce sont ensuite, en appel, les causes dont le premier jugement, rendu par la cour d'un vassal, a été infirmé par la partie perdante, soit pour déni de justice soit pour faux juge-

ment; et aussi les causes dont la connaissance avait été déléguée en première instance aux agents locaux du baron et dont l'appel est interjeté.

Ce que nous savons déjà explique l'intérêt que le baron sent à développer la justice d'appel de sa cour. Le fonctionnement primitif, tel que nous venons de le décrire, était incommode aux parties et décourageait le recours. Pour le faciliter, des commissions furent envoyées sur place afin de juger au nom de la cour. Ces commissions en tournées, — ou comme on disait, ces « tribunaux itinérants », — ont beaucoup fait pour centraliser la seigneurie. Ils ont été plus ou moins tôt régularisés; mais le procédé a été surtout le fait du plus autoritaire des grands feudataires français, à savoir le duc de Normandie.

L'administration proprement dite de la seigneurie comprend, comme toute administration tant soit peu développée, une organisation centrale et des agents locaux.

L'organisation centrale de la seigneurie est calquée de plus ou moins près sur l'administration centrale de la royauté. Le baron a autour de lui, comme le roi, un cortège de grands officiers. Ce sont habituellement le sénéchal, le chambrier, le connétable, le bouteiller, le chancelier. Celui-ci est un ecclésiastique, les autres sont des laïques. Leur office représente un diminutif assez exact de l'office correspondant de la cour royale. Très souvent, ces offices, avec leurs profits, sont concédés en fief. C'est ainsi que le sénéchalat du comté de Champagne était héréditaire dans la famille de Joinville. Même la chancellerie fut, en certains cas, inféodée. Aug. Molinier a constaté que la chancellerie du comté de Toulouse avait été convertie en fief au profit de l'évêque d'Agde.

Quant aux agents locaux, ils ne peuvent se rencontrer

que sur la terre non inféodée, car le seigneur ne saurait entretenir de tels agents que sur les points qui dépendent directement de lui. Pendant une première période, les agents de cette sorte appartiennent à une seule catégorie, bien que les titres portés par eux varient avec les régions : on dit *prévôt* dans le nord ; *bayle*, dans le midi ; *viguier*, en Béarn et à Toulouse ; ailleurs, châtelain, vicomte, sénéchal.

Quelles que soient les dénominations, ces agents sont caractérisés par deux traits : d'une part, ils sont fermiers des revenus du seigneur ; d'autre part, ils sont féodalisés, à l'image des grands officiers.

Fermiers et feudataires, ces agents étaient mal en mains. Indociles vis-à-vis du seigneur contre lequel ils pouvaient exciper de droits gênants, ils n'en étaient que plus oppresseurs vis-à-vis des habitants. Le vice de l'institution devint sensible lorsque le haut baron, renforçant son pouvoir, éprouva le besoin d'être mieux servi. Alors, le besoin créa l'organe.

La royauté, amenée au même point par son évolution propre, semble avoir été l'initiatrice. L'innovation, en tout cas, se généralisa vite. Ce fut l'instauration des *baillis*. On trouve un bailli du comte de Champagne à Provins en 1189, et d'Arbois de Jubainville a montré, tant pour l'institution du bailli que pour l'institution du bailliage, comment la maison de Champagne a su profiter de l'exemple de la royauté. Borelli de Serres a signalé, à la date de 1211, un bailliage de Caen nettement dessiné. Parallèlement à la création capétienne, les Plantagenêts avaient opéré une transformation rigoureuse de leurs sénéchaux, jusqu'alors analogues aux prévôts, en sénéchaux proprement administratifs.

Baillis ou sénéchaux selon la nouvelle formule, substitués ou plus souvent superposés aux agents antérieurs, ressuscitent la vieille entité perdue du fonction-

naire. Un ordre nouveau d'administrateurs de carrière reparait. Il se recrute parmi les hommes de loi. La renaissance juridique, qui s'esquisse déjà et prend tout son élan au cours du XIII^e siècle, fournira en eux des exécuteurs convaincus, prêts à traduire consciencieusement en actes les doctrines de l'école. L'auteur des *Coutumes de Beauvaisis*, Beaumanoir, admire, à la génération suivante, l'institution du bailli. Il exige de lui dix vertus qu'il énumère : science, amour de Dieu, douceur, patience, vigueur, largesse, connaissance des hommes, obéissance, compétence administrative, loyauté. Ce que nous savons de l'histoire interne des seigneuries est trop fragmentaire, au moins jusqu'ici, pour nous permettre de dire jusqu'à quel point les baillis seigneuriaux ont réalisé l'idéal de Beaumanoir. Mais ce qui n'est point douteux, c'est que les baillis du XIII^e siècle ont puissamment contribué à rendre efficace le travail de reconstruction que la politique dynastique, de plus en plus victorieuse, élaborait au profit des grandes maisons seigneuriales.

Il resterait à dire un mot de certains services spéciaux, tels que les *finances*.

La grande ressource du haut baron, presque la seule au début, était la terre : les droits perçus à titre féodal ou seigneurial fournissaient un appoint qui s'ajoutait aux fruits du sol. Les dépenses étaient corrélatives : entretien du fief, entretien de la maison, frais de cour, frais de recette des droits et frais de prestation des devoirs. Ainsi se répartissait le budget très rudimentaire de la seigneurie.

Le système de la perception était celui de la ferme. Elle était confiée aux prévôts. Après l'institution des bailliages, les baillis centralisèrent les fonds et transmirent l'excédent au pouvoir central. Le contrôle fut confié d'abord à des commissions prises dans le sein de

la cour judiciaire. Ces commissions revêtirent graduellement une individualité, par la spécialisation des compétences qui s'établit toujours en pareil cas. Ainsi prirent naissance ces « chambres de compte » qui ne s'organisent qu'au XIV^e siècle en corps bien définis. Le génie administrateur des ducs de Normandie paraît seul avoir anticipé sur ce rythme : un « échiquier des comptes » siège déjà à Rouen au XII^e siècle.

Que conclure de cette vue générale sur la seigneurie ? Il est visible que, par l'effort ascensionnel du haut baron, une administration est en voie de s'organiser. Le bailli joue, dans la seigneurie évoluée, et dans la sphère où il agit, un rôle comparable à celui qu'assumait le comte carolingien avant qu'il se fût féodalisé. Laborieusement, péniblement, plus ou moins consciemment, il se reforme donc une notion et une possibilité d'ordre public. Ainsi, la main des grands féodaux introduit, pour leur commodité immédiate, mais pour leur ruine future, les germes d'un étatisme insoupçonné, incompatible avec la donnée propre du principe féodal.

CHAPITRE III

LES CLASSES SOCIALES

La société féodale est, par excellence, une société stratifiée. Il y a donc lieu d'étudier, de haut en bas, les classes que cette société superpose.

La noblesse. — La première classe à considérer est la noblesse. Son origine a été élucidée d'une façon particulièrement heureuse par M. Guilhiermoz. Cet érudit a montré que, dans la monarchie franque, il n'existait plus de noblesse à proprement parler : la noblesse romaine et la noblesse germanique avaient également disparu. Par contre, il se laissait apercevoir l'ébauche d'une noblesse nouvelle en formation. Cette noblesse, en se dégageant, est devenue la noblesse féodale.

Le noble féodal est le cavalier carolingien « chasé », c'est-à-dire établi sur un bénéfice concédé à charge du service à cheval avec complet équipement. Ce cavalier est proprement le *chevalier*, car le moyen âge a appelé de ce nom le cavalier à armement complet, et, d'autre part, ce qui, dans la société féodale parvenue à maturité, définit la noblesse, c'est précisément l'aptitude à être armé chevalier.

Cette union originaire de la noblesse et de la chevalerie a été démontrée par M. Guilhiermoz d'une façon abso-

lument convaincante; il prouve, en particulier, que, longtemps, quiconque renonce à la chevalerie renonce, du même coup, à être traité en noble, et qu'en droit primitif, le fils de noble ne jouit des prérogatives de noblesse qu'après l'« adoubement » (armement) qui l'a fait chevalier.

Nous reviendrons sur les caractères extérieurs et le rôle concret du chevalier dans le milieu féodal, lorsque nous esquisserons le tableau de la « vie féodale ». Mais la place sociale du chevalier est indispensable à définir ici, parce qu'elle éclaire la nature de la noblesse et son rang dans l'économie du système dont elle est une des pièces maîtresses.

M. Guilhiermoz a fait ressortir avec beaucoup de force l'importance de l'adoubement. Par là le chevalier tend à se différencier du noble. A l'origine, c'est une seule et même chose d'être noble ou d'être chevalier, puisque l'idée de noblesse s'identifie avec le service à cheval. Mais l'adoubement, par lequel le futur chevalier est mis en état d'exercer effectivement sa fonction, suppose une éducation spéciale et un équipement adéquat. L'équipement se perfectionne de plus en plus, se complique, devient de plus en plus coûteux. On voit alors des fils de chevaliers retarder indéfiniment leur adoubement. On traite pourtant ces fils de chevaliers en nobles au XIII^e siècle. Alors on peut dire que s'est dégagée une noblesse de race : ces deux choses, d'abord confondues, noblesse et chevalerie, se sont dédoublées.

En même temps, toujours à cause de la complication croissante de l'équipement complet, il est permis aux nobles insuffisamment fortunés de s'armer incomplètement. On en vient donc à concevoir une noblesse armée distincte de la chevalerie. Cette dissociation a été l'un des traits les plus frappants de la féodalité évoluée.

Une circonstance historique dont il faut tenir le plus

grand compte est venue faciliter cette décomposition des notions originaires : le triomphe du principe d'hérédité. L'hérédité des fiefs a entraîné l'hérédité nobiliaire. Ainsi s'est enracinée l'idée que la noblesse est liée au fief, qui lui-même devient « terre noble ».

Nous étudierons dans un autre chapitre les rapports des personnes et des biens, mais il est de première importance de bien marquer ici que c'est par voie de conséquence, non en vertu d'un principe initial, que la condition de l'homme s'est liée, dans la majorité des cas, à la condition de la terre. Toutefois, l'hérédité en soi a été l'objet d'un tel respect que la perte du fief n'a pas entraîné la perte de la noblesse. Les *olim* du Parlement de Paris, en 1261, reconnaissent pour noble un petit-fils, pour la seule raison que son grand-père était noble.

Considérons maintenant la noblesse comme constituée et demandons-nous comment on devient noble. En France, la noblesse n'a jamais été une caste absolument fermée. Toutefois, la plus importante des sources a été la naissance.

Il est constant que l'enfant d'un père noble est noble. La question est plus délicate quand une mère noble a un fils d'un roturier. En général, la noblesse est reconnue à l'enfant ; mais la solution contraire prévaut en quelques pays, en Champagne, en Barrois, où cette règle s'est maintenue jusqu'en plein XVIII^e siècle. Au fond, il faut voir là une application locale de ce vieux principe de droit que la liberté ne se transmet point par la mère : en l'espèce, on a assimilé la noblesse à la liberté.

La liaison du fief à la noblesse a eu pour conséquence l'anoblissement par acquisition d'un fief. Toutefois, cette conséquence a suscité en diverses régions des répugnances. Tandis que l'anoblissement se fait sans délai sur bien des points, ailleurs on ne reconnaît la transmission de la noblesse qu'après deux ou même trois

générations de possession : c'est le eas, par exemple, en Touraine et en Anjou au XIII^e siècle.

Pareille résistance semble cependant tardive. On n'en trouve pas trace antérieurement au XIII^e siècle. Il faut donc voir dans le stage imposé l'indice d'une tendance à fermer l'accès de la noblesse : c'est la réaction d'une classe privilégiée, prenant conscience de ses avantages, et s'appliquant à se défendre contre les tard venus du dehors. De cet esprit, interprété avec un souci fiscal non dissimulé, procède la fameuse ordonnance de Philippe le Bel, imposant, en 1275, au non noble acquéreur d'un fief le paiement du droit dit de « franc-fief ».

Mais, à cette date, la royauté prend un tel élan que la société féodale se déforme. Avec Philippe le Bel apparaît aussi l'anoblissement par « lettres royaux ». Quelques justifiées que puissent être les décisions d'espèce, si la simple volonté royale fait des nobles, ce mode de recrutement artificiel n'a plus rien de commun avec les origines. Ainsi la noblesse perd sa pureté : ce n'est plus la noblesse féodale.

L'Église et sa justice. — Après la noblesse, il convient de considérer le clergé. La parole du Christ, disant que son royaume n'est pas de ce monde et qu'il faut rendre à César ce qui appartient à César, aurait pu faire concevoir une société où l'« église » et « le siècle » auraient coexisté sans se mêler. Ce ne fut point le cas de la société féodale. L'évolution historique a justement réalisé pour elle l'hypothèse contraire. Le moyen âge a pratiqué tout l'opposé d'une « séparation », une compénétration du religieux et du profane.

A vrai dire, cet amalgame était antérieur à la féodalité.

Antérieur même aux invasions, il est devenu plus intime à l'époque barbare. La genèse féodale

achève une œuvre déjà très avancée et soude définitivement l'Eglise au monde.

Politiquement et socialement, le régime carolingien avait reposé sur la coopération et l'harmonie des pouvoirs religieux et civil. En haut, collaboraient le Pape et l'Empereur; en bas, l'administration de la cité se partageait entre l'évêque et le comte; évêques et comtes voisinaient au Palais, comme aux plaids ou assemblées annuelles qui scandaient la vie publique; enfin, l'inspection des « missi dominici » était toujours confiée à un comte et un prélat marchant de concert. L'étude de la « vie féodale » nous fera constater à quel point les instituts pieux du moyen âge ont été des facteurs de la vie économique et intellectuelle. Des moines deviennent évêques, des seigneurs se font moines. C'est un échange perpétuel entre le siècle et l'église, et les deux clergés participent activement à toutes les manifestations de la vie politique ou sociale.

C'est au point que l'on arrive à admettre la confusion de la qualité comtale et de la dignité épiscopale. La pairie ecclésiastique en témoigne. Un comte-évêque de Beauvais ou de Châlons, par exemple, réunit en permanence en sa personne ces deux termes de la dualité carolingienne : le comte laïque et l'évêque diocésain. Ailleurs, on verra un personnage tel que Hugues, fils de Lambert, à la fin du x^e et au début du xi^e siècle, à la fois comte de Chaunois et évêque d'Auxerre.

Cette connexion si caractéristique a été rendue encore plus étroite par le jeu du droit féodal. L'Eglise devait nécessairement entrer dans la féodalité, car les biens dont l'époque gallo-franque l'avait enrichie ne pouvaient échapper à la pression des forces économiques génératrices de la transformation féodale. La féodalisation de l'Eglise est donc un effet de sa richesse foncière. Sans doute, l'Eglise essaie, par des privilèges, de se

libérer autant qu'elle peut du poids du droit commun ; mais tel des privilèges qu'elle sollicite la féodalise plus sûrement encore : c'est le cas de l'immunité.

Si l'Église s'est féodalisée par la terre, ce n'est point sans des conséquences politiques et sociales d'une haute portée. Dans le milieu féodal, de la terre tout découle. Le prélat devient seigneur. Casque en tête, on le verra combattre sur les champs de bataille. Il aura sa justice, il percevra des droits féodaux et seigneuriaux.

Abstraction faite de la dispense d'hommage que lui accorde le XII^e siècle réformateur, le personnage ecclésiastique ne se différencie guère, en tant que seigneur, du laïque revêtu de la même qualité. Mais il faut faire une distinction fondamentale suivant que la qualité seigneuriale appartient à un prélat à titre personnel, — par exemple l'évêque d'Auxerre Hugues, comte de Chaulnois, déjà cité, — ou que la qualité seigneuriale appartient à un établissement religieux dont le prélat considéré n'est que le chef et l'administrateur. La société féodale, en effet, ménage leur place aux personnes morales. Une collectivité — église, monastère, — a des droits et des devoirs civils, de même que nos associations légales d'aujourd'hui contractent, s'obligent, possèdent. De telles collectivités s'appellent *universités* (*universitates*). Une « université » ainsi entendue peut revêtir la qualité seigneuriale, être suzeraine ou vassale. Le chef de la communauté recevra l'hommage ou prêtera la foi. S'il s'agit d'aller en justice, nous sommes déjà avertis que l'avoué ou le vidame se trouvera prêt et compétent.

Nemo militans Deo implicat se negotiis saecularibus : ainsi se formulait l'interdiction qui s'opposait, à l'origine, à la comparution d'un clerc devant un tribunal profane. La pénétration des intérêts obligea pourtant le clerc à trouver un moyen pour concilier les principes

avec les exigences pratiques. On imagina de charger des laïques de la défense de ces intérêts temporels. Ces procureurs de monastères, appelés d'abord défenseurs (*defensores*), prirent au ix^e siècle le nom d'avoués (*advocati*). Ainsi se fonda « l'avouerie » du moyen âge. Du même mot latin *advocatus*, le doublet savant et tardif d'avocat naîtra, à une époque plus moderne. Mais, dans la pratique du moyen âge, l'*advocatus* cumule les deux rôles que nous distinguons par les termes d'avoué et avocat; il gère les intérêts juridiques qui lui sont confiés au regard de la procédure, et, en même temps, il plaide.

A l'avoué, représentant en justice de l'église « régulière », correspond le vidame, représentant d'une église « séculière ». Vidame vient de *vice-dominus* : le vidame est donc, à proprement parler, un lieutenant, un remplaçant. On peut le considérer comme un fondé de pouvoirs au temporel.

Ce qui est curieux, mais ne saurait surprendre, c'est que l'avoué et le vidame devinrent héréditaires et s'engrenèrent dans la hiérarchie féodale, où nous les avons déjà rencontrés à leur rang. L'institution était née à l'heure où tout tendait à se mouler dans le concept féodal. Comment rémunérer les services, sinon par concession de bénéfice? Les bénéfices d'avouerie devinrent fiefs comme les autres et furent entraînés par l'évolution triomphante. Avoueries et vidamies furent alors recherchées par des seigneurs, et ceux-ci, laissant à de plus humbles le souci réel de la fonction, retinrent pour eux le titre.

Peut-être pour cette raison, les fonctions de vidamie et d'avouerie s'évanouirent assez vite. La difficulté à laquelle paraît l'institution fut tournée d'une autre manière. Le clerc obtint dispense pour se présenter en justice, en attendant qu'au xv^e siècle un nouveau sys-

tème de procuration se reformât, le système du syndic.

En pleine époque féodale, avoué et vidame, outre la représentation de leur église en cour laïque, ont encore un autre office. Lorsque leur église possède une justice seigneuriale, ils la président.

Indépendamment de son aptitude, à remplir un rôle féodal, l'Église du moyen âge jouit, par elle-même, de droits particuliers. La religion est un élément vital de la société. Comme le prêtre doit vivre de l'autel, il existe, au profit du personnel ecclésiastique, des redevances spéciales, qui n'ont rien de commun avec les droits féodaux et seigneuriaux.

Le principe que le prêtre vit de l'autel se traduisait, dans la pratique de la primitive église, par des offrandes (*oblationes*). Appliquant au chrétien les usages que l'Ancien Testament rapporte au sujet des Hébreux, les Pères conseillent aux fidèles d'offrir aux prêtres les prémices de leurs récoltes. Le quantum théorique du dixième fut, dans l'application, ramené à un prélèvement beaucoup plus modéré. Les capitulaires carolingiens légalisèrent la coutume qui s'étendit vite aux revenus autres que les produits du sol. Établie au bénéfice du clergé paroissial, la *dîme* coutumière se répartit au delà. Le synode d'Auch de 1098 fixe la part de l'évêque au quart du montant.

Une autre source de revenus qui n'est point négligeable, c'est la juridiction. L'expression *justice d'Église* ne désigne nullement les droits judiciaires que peut avoir comme possesseur de fief un évêque, un abbé ou un institut religieux. Elle s'entend de la juridiction spéciale que la société féodale reconnaît à l'église : cette justice dépend du droit canonique, tandis que l'autre justice, quel que soit celui qui l'exerce, dépend du droit civil, écrit ou coutumier.

Saint Thomas distingue deux aspects de la puissance

spirituelle dont les évêques sont investis : « La puissance spirituelle est double, le pouvoir d'ordre et la juridiction. » Dans la juridiction, le grand docteur fait entrer le pouvoir que possède l'évêque d'enseigner, de légiférer, d'administrer et de juger.

De fait, l'enseignement a été recommandé par tous les canonistes. Dans une de ses lettres, Fulbert de Chartres insiste auprès du roi Robert le Pieux afin qu'il refuse d'approuver l'élection de tout évêque incapable de prêcher. Non seulement l'évêque enseigne lui-même par la prédication, mais encore il veille à l'instruction des clercs. Les écoles dépendent de l'église qui les fait gérer par son écolâtre; l'Église a et garde la haute main sur les universités. D'autre part, le pouvoir législatif de l'évêque s'exerce sous forme de statuts et mandements, sous forme de dispenses accordées ou refusées. L'administration épiscopale applique cette législation et en contrôle l'exécution, en même temps qu'elle assure la régularité du culte et de la discipline. Enfin, le pouvoir de juridiction confère à l'évêque le droit canonique de juger.

Ce qui donne un intérêt puissant à la justice ecclésiastique du moyen âge, c'est son étendue et sa force d'expansion.

La société féodale admet qu'il y a des cas où la justice laïque doit se déclarer incompétente et laisser agir la justice d'église. Cette justice tient, dès lors, dans le système, une place qui lui est propre.

Le privilège d'être jugé par l'Église s'appelle le privilège du *for*. Ce mot vient du latin *forum* au sens de tribunal. Au « for ecclésiastique » s'oppose le « for séculier ». On distingue dans le for ecclésiastique lui-même le « for intérieur » et le « for extérieur ». Le premier n'est autre que le tribunal de la pénitence; il n'a qu'en de rares circonstances une répercussion sur l'histoire

politique, tels les cas d'excommunications, d'interdits, de pénitences publiques. Au contraire, le « for extérieur » qui est la justice d'église au sens courant de cette expression, a joué, dans la société féodale, un rôle quotidien et de premier plan.

Sans rechercher ici l'origine du for extérieur, nous le prendrons tel que le connaît le moyen âge. Les canonistes classent sous deux chefs principaux les causes où il s'applique : ils distinguent la compétence pour cause personnelle (*ratione personæ*) et la compétence pour cause réelle (*ratione materiæ*).

Au premier rang des personnes dont la qualité entraîne la juridiction ecclésiastique, il faut placer les clercs. On entend par *clercs* au moyen âge ceux qui, ayant reçu la tonsure, se séparent du commun des fidèles et font partie des « personnes ecclésiastiques ». Le droit d'être jugé par les tribunaux d'église est un privilège de clergie (*privilegium clericaturæ*). S'il advient qu'un clerc soit indûment cité devant un tribunal laïque, ce clerc aura non seulement le droit, mais le devoir de décliner la compétence de ce tribunal, et si le juge laïque passe outre, il s'exposera lui-même aux peines canoniques les plus graves.

Une des conséquences de ce privilège de clergie, véritable privilège de classe, affecte les biens meubles du clerc ; ces meubles sont réputés insaisissables pour la justice civile par application du brocard juridique ainsi formulé : *mobilia sequuntur personam*.

Au surplus, ce n'est point sans résistances ni réactions que le pouvoir civil accepta cet affranchissement des clercs dont l'autorité ecclésiastique eût voulu exiger la reconnaissance dans tous les cas, même au criminel. Le conflit prit, à certaines heures et dans certains pays, une acuité tragique. En Angleterre, sous Henri II Plantagenet, le meurtre de Thomas Becket, archevêque de

Cantorbéry, se rattache à la lutte engagée par la royauté anglaise contre la tendance envahissante du privilège de clergie. Des conflits moins retentissants, mais obstinés, pourraient être glanés le long des annales capétiennes. Toutefois, dans la pratique, il y eut un compromis. On admit, — aussi bien pouvait-on difficilement se refuser à l'admettre sans péril pour la sécurité publique, — qu'un clerc surpris en flagrant délit de crime pût être arrêté par la justice ordinaire. Seulement, celle-ci ne pouvait le juger, elle devait remettre le coupable à la justice ecclésiastique.

Avec un soin jaloux, l'Église veille sans cesse à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte au privilège de clergie. On voit, par exemple, le concile d'Avignon régler, en 1279, la façon dont sera lancée et appliquée l'excommunication contre tout officier civil qui, ayant mis un clerc en état d'arrestation, n'aura pas immédiatement saisi l'autorité religieuse. En 1244, les officiers de justice d'Amiens avaient fait pendre cinq clercs du diocèse. L'évêque jugea ces officiers; il les condamna à porter eux-mêmes les cadavres au cimetière et à faire amende honorable; la commune, qui avait laissé s'accomplir l'exécution, fut frappée d'amende. Au lieu de juger, l'évêque pouvait, en pareil cas, déférer l'affaire au Parlement, c'est-à-dire à la justice du roi : il appartenait alors à celle-ci de punir les violateurs de l'immunité ecclésiastique.

Il y a pourtant des cas où l'Église s'abstient systématiquement de protéger les clercs contre les officiers civils et les leur abandonne. C'est ce qui a lieu quand il s'agit de clercs qui se sont eux-mêmes rendus indignes. Le clerc défroqué et marié n'est plus couvert par son privilège. Par contre, le clerc marié avant son ordination est protégé; il ne cesserait de l'être que s'il se remarierait, s'il devenait bigame au sens de moyen âge (qui

appelle *bigamus* le veuf qui contracte une seconde union). D'un autre côté, l'Église a une telle horreur de l'usure, c'est-à-dire du prêt à intérêt, qu'elle répute déchu du privilège juridictionnel le clerc qui s'est livré à un tel trafic ou à des opérations commerciales soupçonnées de le dissimuler. La sévérité de l'autorité religieuse en cette matière était amplement justifiée par l'audace de certains aventuriers qui, pour se livrer au négoce louche, n'hésitaient point à se tonsurer, afin d'inspirer confiance, et dans l'espoir d'échapper aux poursuites. Une lettre de Philippe le Bel affirme qu'il y avait en France vingt mille tonsurés indûment revêtus de la robe. Aussi n'était-il pas facile aux officiers de justice de distinguer entre les vrais clercs et les faux. Bien entendu, il n'y a pas de privilège de clergie opposable par le clerc engagé dans le lien vassalique et justiciable comme vassal de la cour de son suzerain. C'est qu'en l'espèce le clerc-vassal se dédouble, et la cour n'appelle pas le clerc, mais le vassal. S'il en était autrement, il serait impossible à un clerc d'hériter d'un fief et l'investiture ne pourrait lui être accordée, puisque l'accomplissement des obligations que le fief entraîne ne pourrait être garanti au seigneur.

En dehors des clercs, les personnes justiciables du for ecclésiastique sont les croisés, les écoliers, les veuves et orphelins, les laïques privilégiés. Les croisés (*cruce signati*) sont assimilables à bien des égards aux clercs. L'emblème qu'ils ont pris, la mission sainte qu'ils ont assumée, tout justifie aux yeux de l'Église cette assimilation. Toutefois, les croisés ont le droit, mais non le devoir strict de décliner la compétence civile. De plus, pour « crime énorme », tel que l'homicide ou le rapt, ils restent justiciables de leur seigneur. Inversement, tandis qu'un clerc ne peut poursuivre un laïque sinon devant la justice laïque, le croisé demandeur a

le choix, en matière personnelle, entre les deux fors; en matière réelle, l'action ne peut s'intenter que devant le juge de la terre.

Les veuves et les orphelins étaient qualifiés *misera-biles personæ* et la pitié qui s'attachait à ces personnes faisait admettre leur droit de recourir à la justice d'église. Toutefois l'église trouvait dans la royauté une concurrente, elle aussi protectrice des veuves et des orphelins.

Quant aux laïques privilégiés, ce sont ceux qui peuvent se réclamer de certaines circonstances exceptionnelles. Si, par exemple, deux contractants sont convenus dans un acte de se soumettre à la juridiction d'église, celle-ci sera habilitée pour trancher entre eux toute contestation ultérieure née au sujet de cet acte. L'Église, dans son désir d'étendre sa juridiction, va jusqu'à prétendre que la négligence du juge séculier suffit pour autoriser l'une des parties à faire appel à la justice ecclésiastique, même en l'absence de toute clause contractuelle prévoyant cette justice.

En dehors des privilégiés de différentes sortes qui viennent de défiler devant nous, nombre d'affaires doivent venir obligatoirement devant la justice d'église quelles que soient les personnes intéressées. C'est alors la compétence pour cause réelle qui joue. Sont réputées, en principe, de compétence ecclésiastique *ratione materiæ* les causes relatives aux sacrements, aux dîmes, aux patronats, aux bénéfices, aux biens d'église, aux serments, aux testaments, enfin les affaires même criminelles touchant au spirituel.

Quant aux sacrements, il ne surgit de difficulté que pour le mariage, mêlé de près à la vie civile. Au mariage se rattache le régime des biens matrimoniaux, source abondante de procès. Les tribunaux ecclésiastiques ont été littéralement encombrés de causes dérivées du mariage.

Le XIII^e siècle ne conteste point en cette matière la compétence du tribunal d'église et Beaumanoir peut écrire : « Nule cort ne se doit entremettre dou fait de matrimoine se non sainte yglise. »

Si les dîmes entraînent de plein droit juridiction ecclésiastique, il faut cependant exclure le cas de dîme inféodée. L'action restera, en ce dernier cas, à la cour féodale : nouvelle application du principe que le clerc, en tant que vassal, demeure justiciable du tribunal féodal.

Le patronat sur un bénéfice ecclésiastique, entraînant lui aussi compétence du for d'église, a pour origine une fondation pieuse. Le *jus patronatus* dérive le plus souvent de la conversion d'une chapelle privée en église livrée au culte public et affectée d'une dotation. Dans la plupart des cas, le fondateur a gardé le droit de désigner le desservant. Un droit de patronat est exercé aussi par le fondateur et ses ayants cause sur les collèges créés auprès des universités. Une décrétale de 1180, comprise dans le *Corpus juris canonici*, proclame que le droit de patronat est si intimement lié aux causes spirituelles qu'il ne saurait être défini ailleurs que devant un juge ecclésiastique.

La règle qui réserve à la justice ecclésiastique les procès relatifs aux « biens d'église » n'a de sens que si l'on est d'accord sur ce qu'il faut entendre par « bien d'église ». Or, il ne suffit pas qu'une terre soit possédée par une église pour être, au sens juridique, bien d'église. Un fief tenu par un monastère, par exemple, n'est pas bien d'église, mais fief. C'est devant la justice séculière qu'ira toute affaire le concernant, et cette éventualité sera l'une de celles où l'institut religieux devra se faire défendre par son avoué. La question de savoir si une terre est ou n'est pas bien d'église peut donc soulever des contestations préalables. Qui les tranchera? Il est

admis que la justice civile a la connaissance de toute contestation sur la nature des biens. C'est seulement une fois la qualité du « bien d'église » reconnue, que la justice ecclésiastique pourra réclamer le jugement du procès au fond.

En somme, à prendre les choses dans leur ensemble, les espèces que nous venons de passer en revue ont été assez facilement accordées à l'Église. Il n'en est plus tout à fait de même pour celles qui figurent en dernier lieu sur notre liste, pour les causes relatives aux serments et pour les causes relatives aux testaments.

Une règle ancienne voulait que toute personne pût être citée devant le juge ecclésiastique pour y être contrainte à exécuter une promesse faite sous serment ou pour être punie d'un parjure. Cette règle découlait de l'autorité reconnue à l'Église en matière spirituelle, attendu que le serment engage la conscience. Il s'ensuivait que, s'adressant à Dieu, tout engagement sous serment était imprescriptible et valait même si le droit civil n'en reconnaissait point les clauses. Mais l'Église seule avait alors compétence.

De ces prémisses il était aisé de tirer des déductions d'autant plus dangereuses que le serment était à la base de la foi féodale. Toute tentative de faire glisser les affaires féodales dans le for ecclésiastique comme causes relatives au serment se heurta pourtant à la résistance inébranlable des principes féodaux, qui réglaient autrement le sort des causes nées du contrat vassalique.

Par réaction contre les offensives de la juridiction ecclésiastique partant du caractère spirituel du serment, les pouvoirs civils s'efforcèrent de limiter le rôle du serment. Philippe Auguste interdit de sanctionner par serment les obligations passées dans les foires et marchés : il s'agit de couper court aux réclamations de l'Église, empressée à tirer à elle le plus d'affaires possibles.

En matière de testaments, enfin, c'est le droit de Justinien qui était mis en avant. Justinien, en effet, avait remis aux évêques le soin de faire exécuter les legs pieux. Or, presque tous les testaments du moyen âge contiennent des clauses de cette nature. Toutefois, les cours séculières tinrent bon pour conserver la connaissance des clauses purement civiles insérées dans les actes de dernière volonté. Au regard de la société féodale, les causes testamentaires se présentent donc comme des causes mixtes.

En dehors des causes que nous avons énumérées, l'Église a encore une juridiction propre au criminel; elle porte sur les affaires touchant au spirituel, et les principaux cas sont les suivants : crime commis dans un lieu saint, sacrilège, crime contre la foi chrétienne (simonie, sorcellerie, magie, hérésie), adultère et infanticide.

A la connaissance des crimes commis dans un lieu saint peut se rattacher le droit d'asile. Toute église, tout monastère constitue un lieu d'asile, dont le respect est garanti par des peines canoniques et par des peines séculières. Tout coupable qui se réfugie à l'abri de l'asile a l'impunité assurée à l'égard de toute juridiction extérieure qui pourrait le rechercher. Ce droit a assuré le peuplement de bien des terres d'église, car le coupable qui recourait à la protection de l'asile n'avait garde de s'en retourner.

Primitivement, le droit d'asile n'était attaché qu'aux bâtiments ecclésiastiques eux-mêmes. Il reçut une première extension lorsqu'on scella aux murs extérieurement des anneaux de fer dits « anneaux de salut ». Il suffisait de saisir un de ces anneaux pour être sauvé, si l'on était poursuivi. Plus tard, l'asile fut étendu à un espace de trente à soixante pas autour de l'enceinte. De même, les cimetières furent réputés lieux d'asile;

et, lorsque des villages, des villes entières s'élevèrent sous la protection de la crocse, de vastes territoires se trouvèrent soustraits à la police civile. On en marquait la limite au moyen de croix : origine lointaine de beaucoup de ces croix qui se dressent encore à l'entrée de villes, de villages, de faubourgs.

La répression de la simonie (ou trafic des choses saintes), de la sorcellerie, de la magie, des hérésies a donné lieu, au moyen âge, à des épisodes dramatiques. L'inquisition, en particulier, a perpétué la lugubre mémoire des emmurements et des bûchers.

Quant à l'adultère et à l'infanticide, ces crimes ont donné lieu à ces cas mixtes où s'intéressent à la fois la société civile et la religion. Ces cas mixtes ont marqué de véritables frontières juridiques sur lesquelles on s'est battu avec acharnement. Les justices rivales s'y sont entrechoquées en des combats passionnés, chacune essayant de refouler l'adversaire ou de planter un jalon en vue de conquêtes futures.

Malgré la résistance qu'elle rencontre aux frontières, la justice d'église dispose d'un champ singulièrement vaste. Comment, à l'intérieur de ce domaine juridique, opère cette justice? Le juge canonique est l'official. On appelle *officialité* la juridiction cléricale. L'official peut se définir un clerc qui, n'ayant personnellement aucun pouvoir de juridiction, exerce, comme mandataire, une juridiction spirituelle au nom d'un dignitaire ecclésiastique qui lui en a conféré pouvoir.

La justice rendue par official est le fait d'une époque déjà avancée. Plus anciennement, le dignitaire ecclésiastique exerçait lui-même son pouvoir juridictionnel. Toutefois, au moins à partir du XII^e siècle, l'official paraît avec la fonction de juge; l'institution de l'officialité est absolument universelle au XIII^e siècle. M. Paul

Fournier en a donné une étude magistrale, demeurée classique.

Comme les évêques, les archiprêtres, archidiaques, abbés, prieurs eurent leur officialité. Lorsque l'église était importante, un official unique ne pouvait suffire à la tâche. Il y eut alors un « official principal » et des « officiaux forains ». L'official principal résidait au siège même du dignitaire dont il tenait ses pouvoirs : par exemple, s'il s'agissait d'une officialité diocésaine, dans la cité épiscopale. Généralement les officiaux forains étaient ambulants; ils allaient de paroisse en paroisse, jugeant sur place. Leurs pouvoirs étaient restreints, de même que leur circonscription était limitée, tandis que la compétence de l'official principal s'étendait aussi loin que la juridiction du dignitaire qu'il représentait. En quelques régions, au lieu du titre d'official, d'autres appellations ont prévalu : en Bretagne, on dit « alloué » (*allocatus*), et dans les Alpes « juge épiscopal » (*judex episcopi*).

L'official ne juge pas seul; il a auprès de lui des assesseurs. A ses côtés figure aussi un garde-sceau, car l'officialité, comme toute juridiction du moyen âge, a un sceau qui lui est propre et qui doit sceller ses actes. Un « registrator » joue, en outre, le rôle de greffier.

Comme c'est la règle des juridictions du moyen âge, l'officialité agréa les notaires qui instrumenteront *auctoritate episcopali*. Ces notaires se prévaudront du titre de *notarii curiæ* ou d'un titre équivalent. Quelques-uns se hausseront à la qualité de « notaires apostoliques ». La multiplication de ces derniers est le fait des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles et n'est pas sans avoir une origine surtout fiscale. Les notaires des cours ecclésiastiques, de quelque titre qu'ils se parent, sont de zélés recruteurs de justiciables. Ils ne manqueront pas, toutes les fois qu'ils le pourront, d'insérer dans leurs grimoires

la clause destinée à assurer à la justice à laquelle ils sont attachés la connaissance d'une contestation éventuelle.

Pour l'exécution de ses sentences, l'officialité disposait d'agents analogues à ceux des juridictions laïques : bedeaux (*bedelli*) et sergents (*servientes*). Mais, à la différence des juridictions laïques, la justice ecclésiastique, au criminel, n'exécutait pas elle-même les arrêts qu'elle prononçait. C'est un fait bien connu qu'elle remettait le condamné au « bras séculier ».

Moins âpre au gain, moins vénale que la justice des seigneurs, la justice d'église a joui d'une popularité assez générale. Les deux classes privilégiées du moyen âge, — noblesse et clergé, — se sont fait, sur le terrain juridictionnel, une concurrence qui est assurément l'un des traits les plus impressionnants de cette étape de la civilisation.

La bourgeoisie et le mouvement communal. —

Trois échelons sociaux se succèdent au-dessous des deux classes dominantes : bourgeois, paysan, serf. Mais ici les qualités sont moins tranchées et les distinctions infiniment plus délicates.

La *roture* enveloppe tout ce qui n'est pas noble. Mais la bourgeoisie se dégage de la population urbaine pour former comme une noblesse roturière.

Au temps où s'élaborait la société féodale, les villes étaient médiocres, clairsemées. La vie du haut moyen âge est, au premier chef, une vie rurale. Rien ne favorise les agglomérations. Tandis qu'à la campagne, où tout est produit sur place, la vie est facile, la ville ne peut prospérer que par l'industrie et le commerce : industrie et commerce sont alors en somnolence. Les invasions n'ont pas sensiblement modifié la civilisation surtout rurale des temps gallo-romains. Le régime municipal

a sombré. La science moderne a renoncé aux vues séduisantes, mais trompeuses, de l'école romaniste, qui voulait voir dans les communes du moyen âge les héritières directes des curies impériales. Tout au plus pourrait-on soupçonner qu'un souvenir vague, conservé par des textes pieux — tel à Toulouse la passion de saint Sernin attaché aux flancs d'un taureau et précipité du haut des marches du Capitole, — a maintenu sur quelques points une tradition favorable à l'éclosion de nouvelles institutions urbaines. Celles-ci, en tout cas, sont de nature radicalement différentes. Sans prétendre ranimer le débat toujours pendant des causes et origines du mouvement communal, — discussion qui ne serait pas ici en son lieu et prendrait trop de place, — il suffira de dire que l'on tend de plus en plus à voir, dans l'élan remarquable qui conduisit à reconstituer de nouvelles libertés municipales, l'effet d'un courant économique puissant, générateur d'un esprit d'association dont les communautés urbaines ne furent que l'une des multiples manifestations.

D'une manière très générale, la liberté urbaine est née de l'effort d'une collectivité. Le point de départ a pu être une société marchande, une corporation d'artisans, une confrérie religieuse. Une confrérie religieuse amorcée, par exemple, la commune de Poitiers; une société de marchands dite confrérie de l'Assomption prépare les voies à la commune de Mantes; et c'est un cas analogue à Marseille, où l'élément initiateur de l'émancipation semble avoir été une société commerçante dite confrérie du Saint-Esprit; à Paris, enfin, les armes de la ville, — *fluctuat nec mergitur*, — rappellent encore que la commune doit sa naissance à ces « marchands de l'eau » (*mercatores aquæ*) que tout paraît rattacher à la lointaine corporation gallo-romaine des « nautes » parisiens.

Mais le fait caractéristique est que, plus ou moins

laborieusement préparé par des générations obscures, un mouvement très net se déclenche à un moment donné en faveur de l'émancipation urbaine. C'est l'heure où le chroniqueur Guibert de Nogent lance le célèbre cri d'alarme : « Commune, nom nouveau, nom détestable ! » La poussée est si forte qu'elle émeut l'âme éminemment conservatrice du moyen âge. Comme l'a écrit Paul Viollet : « Au XI^e et au XII^e siècle nous assistons à un développement inouï de la population et de la richesse publique.... Dans le même temps, les populations se groupent en corporations, s'organisent en communes, s'ébranlent vers la liberté. »

Une véritable renaissance économique est à l'amorce de ce mouvement fécond. L'expansion de la richesse, l'essor de l'activité, l'attrait du mieux être se heurtent à la compression du régime seigneurial. L'effort s'oriente alors vers l'obtention de facilités et de garanties. Or, dans la société féodale, facilités et garanties, de quelque ordre qu'elles soient, ne sauraient se conférer que par privilèges.

Deux parties sont en présence : le groupe des habitants et le seigneur. En certains cas, le choc se produira entre eux, le privilège sera l'enjeu d'une lutte. Ce cas, — en dépit d'épisodes célèbres, parfois dramatisés à l'excès par nos vieux historiens, — est fort éloigné d'être le cas général. Le plus souvent, la question se débat comme une affaire. Des libertés espérées, les habitants se promettent des profits substantiels : ils font la part au seigneur. La charte se négocie et s'achète. Ainsi se voit reconnu, par le seigneur, la collectivité urbaine, *universitas*. Cette université urbaine s'intitulera commun, commune, communauté ou de quelque autre nom plus modeste, et elle aura exactement les droits que sa charte spécifiera.

Ainsi, le moyen âge ignore ce qu'on pourrait appeler

un droit communal. Du fait de leur genèse, les communes médiévales s'opposent à la fois aux municipes romains et aux municipalités modernes. Chaque ville a fait sa commune comme elle a pu, et, pratiquement, toutes les variétés possibles d'organisation, tous les degrés possibles d'affranchissement ont été réalisables.

En somme, il en est des communes comme des seigneuries. De formation spontanée comme elles, les communautés urbaines de l'époque féodale diffèrent les unes des autres. Et s'il était exact de dire que, pour connaître le régime seigneurial, il faudrait disposer d'une bibliothèque complète de monographies locales, il est vrai de dire aussi que la connaissance intime du régime communal exigerait l'établissement préalable d'une série complète de monographies communales. Bien plus avancée et moins difficile, en général, que l'étude des seigneuries, l'étude approfondie des communes n'est pas encore assez poussée pour permettre de généraliser en toute sûreté. Du moins l'érudition moderne est-elle en mesure d'éliminer du sujet quelques vues inexactes qui avaient longtemps faussé les jugements.

Ainsi, l'on n'admet plus la paternité attribuée par une ancienne école à la royauté. Louis le Gros père des communes a été une fiction. Qu'en certains cas ce prince ait favorisé les bourgeois pour s'en aider contre les seigneurs gênants, nul ne le conteste. Mais la dynastie a d'autant moins été, dans le principe, bienfaitrice des communes, qu'elle a tout fait pour en enrayer ou en décourager l'éclosion sur son domaine.

Si spontanée qu'ait été en général la floraison des communes, si variée au gré des circonstances qu'ait été la rédaction de la charte, une particularité introduit quelque ordre dans cette diversité, la fortune de certains types d'organisation.

La charte de Lorris a été adoptée par plus de quatre-vingts villes ou villages, principalement dans le Berry, le Gâtinais, l'Orléanais. La charte de Beaumont-en-Argonne s'est répandue dans plus de cinq cents localités de Champagne, de Lorraine, de France propre ou de Belgique. La charte de Péronne a été largement imitée dans le Vermandois, la Picardie, l'Artois. Celle d'Amiens dans le Ponthieu, la Picardie; celle de Soissons, empruntée par Dijon, a essaimé non seulement en Soissonnais, Champagne et Valois, mais encore dans toute la Bourgogne. Enfin, les « Établissements » de Rouen, très suivis en Normandie, se sont propagés à travers tout le domaine plantagenêt jusque dans l'extrême sud-ouest.

Or, l'emprunt de la charte entraîne l'affiliation. Cette affiliation est habituellement attestée par la charte même. Par exemple, à Dijon la charte déclare que la commune est faite suivant le type de Soissons (*ad formam communie Suessionis*). Beaune, s'inspirant de Dijon, l'exprime de même (*ad formam communie Divionis*).

Dès lors, il devient possible de dresser, en quelque sorte, la généalogie des chartes communales, de les classer par familles.

De plus, l'affiliation crée une relation curieuse entre la ville imitatrice et la ville imitée. La ville originale est dite « chef de sens ». Elle sera arbitre amiable dans tout différend élevée entre une ville affiliée et son seigneur, ou entre bourgeois d'une ville affiliée à propos de l'interprétation de la charte. En Alsace, pays de fortes institutions communales, au lieu de plaider devant les magistrats de leur ville, les habitants peuvent s'adresser au tribunal de la ville chef de sens ou de toute ville affiliée à celle-ci.

Suivant les articles de sa charte, la ville est plus ou

moins émancipée, ses privilèges sont plus ou moins larges, plus ou moins bien garantis. La condition des villes du moyen âge a donc été très variée. Bien que cette variété échappe à toute classification rigoureuse, il est d'usage, et d'ailleurs commode, de distinguer parmi les villes émancipées du moyen âge trois grandes catégories : villes franches, communes proprement dites, villes de consulat.

Les villes franches commencent à apparaître au ^x^e siècle. L'album du Musée des archives départementales reproduit la charte de Morville-sur-Seille, près de Pont-à-Mousson, qui remonte à 967. La charte de Strasbourg n'est que peu postérieure puisqu'elle date de 980. Lente encore au ^x^e siècle, la propagation des chartes de franchises s'active au ^xⁱⁱ^e et devient tout à fait générale au ^xⁱⁱⁱ^e, pour subir ensuite un ralentissement de plus en plus marqué. Les chartes de Lorris et de Beaumont sont les plus caractéristiques du type.

La ville franche n'est que partiellement émancipée. Deux autorités se partagent pouvoirs et profits : l'autorité seigneuriale, la communauté bourgeoise. Les membres de celle-ci restent soumis à leur condition propre pour tout ce qui n'est pas énoncé dans la charte. C'est dans ces limites que la bourgeoisie est une classe.

Cette classe se recrute par la naissance, par le mariage, par admission. Tout enfant légitime d'un bourgeois hérite de sa qualité. Le mariage, aussi bien avec une bourgeoise qu'avec un bourgeois fait acquérir la bourgeoisie au conjoint. Quant à l'admission de nouveaux bourgeois, elle est subordonnée à une condition de domicile dont le délai est d'un an et un jour, à une réception publique avec prestation de serment, et au paiement d'un droit d'entrée.

Si le candidat à la bourgeoisie est un serf, il n'est admis que si son maître ne l'a pas réclamé. Toutefois,

si la réclamation se produit dans le délai d'an et jour, elle n'a pas pour effet la restitution du serf; elle fait seulement obstacle à l'admission de celui-ci. Le serf ne devient donc pas bourgeois, mais il reste habitant libre de la ville. On comprend qu'étant inopérante pour le maître, la réclamation se produise rarement. Nombre de serfs sont donc passés à la condition de bourgeois.

Le corps de bourgeoisie est une « université » au sens juridique que nous savons être celui du moyen âge. Personne morale, la communauté bourgeoise possède des biens, exerce des droits. Ces biens et ces droits lui viennent par concession du seigneur; le partage de l'autorité a eu pour corollaire un partage des profits.

Ce partage, très variable dans ses modalités, détermine, à vrai dire, la situation concrète de la communauté. C'est ainsi, par exemple, que les banalités ont été d'ordinaire cédées par le seigneur : c'est donc la communauté qui les exploite. Elle lève de même souvent les tailles, l'impôt des toises (impôt sur les immeubles calculé sur la longueur de façade des maisons), les droits de marché, les droits dérivés de la guerre (fortifications, guet, ost et chevauchée). En échange de ses abandons, le seigneur perçoit une rente fixe que lui sert la communauté.

La juridiction intéresse surtout le bourgeois. La chartre lui assure le privilège de n'avoir pas à comparaître « fors du lieu ». Une justice bourgeoise est organisée pour lui, celle des « prudhommes ». Même en matière criminelle, il ne sera arrêté que par la police de la ville, sauf cas de flagrant délit.

La limitation des obligations militaires s'ajoute à ces privilèges de juridiction. Ici les variantes sont presque infinies; mais elles comportent toujours de précieux adoucissements.

Très variable aussi a été la part de la bourgeoisie dans le gouvernement de la ville franche. La charte de Lorris réduit ce rôle au minimum. Ailleurs, comme à Beaumont, il y a une municipalité presque libre.

Toutefois, pour trouver des corps municipaux nettement indépendants, il faut s'élever jusqu'à la catégorie des communes proprement dites. L'association jurée des bourgeois en est la base. Cette association exige la condition libre, de sorte qu'ici les serfs sont exclus. Au reste, l'association est imbue d'un esprit aristocratique; elle écarte l'élément populaire en exigeant pour l'admission la possession d'une maison en ville. La commune médiévale ressuscite, sous une nouvelle forme, la vieille distinction romaine des patriciens et des plébéiens.

Sauf les droits reconnus au seigneur par la charte, la commune se gère comme une petite république. A sa tête se trouve un maire, assisté de jurés; au-dessous siège un tribunal d'échevins. Une assemblée des bourgeois, plus ou moins rarement convoquée, tranche les difficultés graves et ratifie les décisions importantes. Le corps municipal n'est pas élu d'une façon démocratique. La très grande diversité des systèmes électoraux se ramène toujours à un monopole oligarchique. Souvent le corps se recrute lui-même, grâce à une cooptation complétée par un tirage au sort; souvent aussi, il y a élection par les corporations, mais le suffrage est combiné de façon à assurer aux plus riches d'entre elles une majorité certaine. La réélection joue continuellement et les fastes municipaux font revenir sans cesse les mêmes noms.

Ainsi, dans le sein même de cette bourgeoisie, il se forme encore comme une noblesse, en sorte que, vue de près, la bourgeoisie présente, elle aussi, cet aspect stratifié qui est celui de la société féodale prise dans son ensemble.

Le même aspect persiste si l'on considère la bourgeoisie des villes de consulat. Ces villes, qui répondent au midi à ce que sont les communes dans le nord, se distinguent notamment par ce trait que le corps municipal n'a point de chef. Point de maire, et rien qui le remplace. Un collège de consuls régit la ville. Le nombre en est extrêmement variable de cité à cité, et, dans la même cité, d'époque à époque.

De la Provence et du Languedoc, qui sont les patries de prédilection de ce type urbain, le système consulaire s'est répandu au loin, dans la vallée du Rhône, en Lyonnais, en Bresse, et d'autre part en Bourbonnais, Nivernais, Limousin et Périgord, enfin en Gascogne et en Espagne.

Dans la pratique, le régime consulaire ressemble beaucoup au régime communal. Peut-être l'assemblée générale y a-t-elle un rôle moins effacé. Mais c'est seulement à une époque avancée que l'élément populaire tend à forcer véritablement l'accès du pouvoir : ce mouvement, qui démontre justement le caractère fermé de l'administration antérieure, aboutit à provoquer la décadence du régime urbain.

Sans insister davantage sur la constitution interne du régime bourgeois, il nous reste à déterminer la place de la ville émancipée dans le cadre de la société féodale. Au moment, en effet, où l'esprit d'association engendrait la commune, tout était féodal en Occident. Si le mouvement émancipateur était irrésistible, par contre la bourgeoisie, pour réussir, devait nécessairement se couler dans le moule féodal. Phénomène significatif, plus la commune est émancipée, plus elle se féodalise. C'est dans ce sens qu'on a pu définir la commune une « seigneurie bourgeoise ».

De fait, la « seigneurie bourgeoise » prend rang dans la hiérarchie féodale. Elle participe à cet échange de

droits et de devoirs qui entretient toute vie dans cette société. La commune est en possession des signes matériels par quoi se manifeste aux yeux son caractère seigneurial : c'est le sceau, symbole du pouvoir législatif, administratif et judiciaire; c'est le beffroi ou donjon, siège de la municipalité, centre de ralliement. La cloche du beffroi appelle les bourgeois aux assemblées, les justiciables au tribunal, les ouvriers au travail; elle indique l'ouverture du marché; elle alarme la population en cas de danger extérieur ou intérieur. La ville a aussi sa bannière autour de laquelle se groupe la milice des bourgeois armés. Toute ville est une place forte, comme tout château est une forteresse : la même architecture, romane ou gothique, militaire ou civile, modèle des deux parts les enceintes, les tours, les portes, les édifices intérieurs.

Ainsi adaptée au milicu féodal, la commune semble n'être qu'un rouage de plus dans la complexe et lourde machine. L'anathème de Guibert de Nogent semble oublié; une assimilation complète semble avoir enlevé à l'idée communale ce qu'elle semblait recéler de subversif, dans les débuts, aux yeux des féodaux soupçonneux.

En réalité, l'idée communale, parce qu'elle avait fait son apparition en pleine féodalité, avait emprunté la figure féodale. Mais elle n'avait pas pour autant changé son âme. Elle avait conservé au dedans sa nature intrinsèque et ses caractères propres. Aussi bien est-il curieux que la commune, expression du droit populaire, ait eu le sort de la royauté, expression de la souveraineté.

Pour se préserver et s'assurer l'avenir, la royauté capétienne a dû longtemps se travestir en puissance purement féodale, dissimuler sa souveraineté derrière des formules, se contenter en fait de ses prérogatives de suzeraineté. La bourgeoisie, de même, a dissimulé

le droit populaire, et c'est sous le déguisement de la commune-seigneurie qu'elle a réalisé l'essentiel de ses aspirations. Pourtant, — comme la royauté, dépositaire de la souveraineté, — la commune, dépositaire du droit populaire, était de substance extra-féodale. Les rois eux-mêmes, après quelques hésitations, ne s'y sont pas trompés. Ils n'ont point créé les communes, ils les ont regardées un temps comme dangereuses, mais ils les ont ensuite favorisées et s'en sont servis. Le roi est allé aux communes et les communes sont allées au roi : c'est une des manifestations de cette alliance entre le tiers-état et la couronne dont la féodalité devait être un jour victime.

L'une des expressions les plus remarquables de cette entente qui, par-dessus la féodalité, conjugue les efforts de la royauté et de la bourgeoisie, c'est l'institution dite des *bourgeois du roi*.

Cette institution se rattache au droit féodal de désaveu. Un vassal peut désavouer son seigneur, moyennant abandon du fief. On applique ce désaveu au vilain. Au XII^e et surtout au XIII^e siècle, les hommes libres résidant sur la terre d'un seigneur désavouent ce seigneur et « avouent » le roi. Ils sont ainsi soustraits à la juridiction seigneuriale et ne relèvent plus que de la justice royale. La qualité de « bourgeois du roi », acquise en payant une redevance au roi, place ceux qui s'en réclament sous la surveillance et la protection des officiers royaux.

Certes les seigneurs réagirent contre cet usage du désaveu qui ressemblait fort à un abus. Devant une opposition particulièrement virulente, Philippe le Hardi se vit un jour obligé à révoquer les avoueries reçues depuis dix ans. Mais l'avantage pour la maison capétienne était de tel prix que la bourgeoisie du roi ne cessa de se développer et que cette arme devint l'une

des plus efficaces pour le travail de sape entrepris par la dynastie à l'encontre du régime seigneurial.

Les classes paysannes : vilains et serfs. — Bien que l'élan économique d'où procède le mouvement communal ait vivifié l'activité urbaine, et, dans bien des cas, élargi le cadre des villes, la civilisation du moyen âge évolué demeure encore en majeure part une civilisation rurale. A la veille de la guerre de Cent ans, si Paris compte déjà environ trois cent mille habitants, la bonne ville du roi la plus peuplée après la capitale, Rouen, n'atteint pas cent mille âmes. Par contre, beaucoup de bourgs et de villages français ont au ^{xiv}^e siècle une population très supérieure à celle que leur attribuent les recensements actuels.

Nous aurons à retracer plus bas, en esquissant la « vie féodale », l'historique du village médiéval. Pour le moment, après avoir marqué la place du bourgeois, il convient de marquer celle du paysan : vilain ou serf.

La situation respective du vilain ou paysan libre et du serf soulève, dès qu'on réclame quelque précision, des difficultés sérieuses. Les textes sont, à leur endroit, peu explicites. La masse apparaît mal chez les chroniqueurs du moyen âge, tout occupés à mettre en scène les nobles, les clercs. Les chartes jettent un peu plus de clarté sur les classes laborieuses ; mais cette clarté est vacillante. Les chartes, en effet, emploient des termes probablement limpides pour les contemporains, obscurs pour nous, et d'une interprétation si malaisée que les historiens tirent fréquemment d'un même passage des déductions divergentes ou même franchement opposées.

A l'inverse de certains auteurs, nous croyons établie, même à l'aurore de l'époque féodale, l'existence d'une classe de paysans libres et non nobles. En vain M. Guilhaumez a-t-il soutenu qu'il y avait dans le principe

identité entre la liberté et la noblesse. Il est vrai que l'étude de la classe libre pendant les premiers siècles du moyen âge n'a jamais été entreprise méthodiquement. Elle serait hérissée de difficultés, mais, convenablement conduite et sans parti pris, elle répandrait, pensons-nous, beaucoup de lumière sur un chapitre d'histoire sociale demeuré des plus ténébreux.

Le roturier ou vilain est, en somme, ce travailleur agricole avec lequel contracte le propriétaire, et qui, désormais, vit de ses bras sur la terre à lui concédée. Toutefois, — et ici se fait jour l'une des causes qui compliquent le plus l'étude des conditions rurales, — dans la pratique le vilain se rapproche du serf beaucoup plus que ne semblerait le permettre ce critérium, en apparence très tranché, la liberté.

La liberté, *l'ingenuitas* des Romains, avait, dans l'antiquité, une portée immense; elle creusait un abîme profond entre ceux qui, d'un côté, formaient la masse servile, et ceux qui, d'autre part, jouissaient des droits civils. Cet abîme se comble pendant les siècles où la société féodale s'élabore. Le colon, tenancier libre mais attaché à la terre par un contrat devenu perpétuel, rejoint le « collibert » ou serf affranchi, dont l'émancipation n'a été accordée qu'à charge d'une culture analogue. D'un autre côté, même les serfs non affranchis sont nantis de lots et les cultivent dans des conditions qui les rendent bien voisins de leurs anciens égaux devenus colliberts. Benjamin Guérard a montré, il y a longtemps, cette position du fermier non libre à l'époque carolingienne.

En définitive, au lieu d'une répartition des travailleurs agricoles entre une classe libre et une classe servile bien tranchées, le moyen âge tend à constituer une série de conditions voisines les unes des autres, échelonnées de la liberté à la servitude. Les termes variés, équivalents ou proches qui, dans les diverses régions, désignent

ces conditions, mal déterminées par les documents, n'ajoutent que des difficultés nouvelles sur les pas de ceux qui entreprennent de serrer d'un peu près la réalité. Les droits « coutumiers » (*consuetudines*) dont le vague redoutable facilite l'abus, les corvées, les tailles pèsent inégalement, mais toujours lourdement sur ces variétés mal définies de la classe paysanne.

Beaumanoir, qui écrit en 1284, connaît encore des serfs qui sont corps et biens à la merci de leur seigneur : ce sont les attardés de l'antique esclavage. D'autres sont plus avancés sur le chemin de la liberté. Leur servitude initiale ne produit effet qu'en cas de mort ou de mariage avec une femme libre. A ces deux moments, le retrait du pécule joue, au moins théoriquement, au profit du maître. En dehors de ces circonstances, le serf traité « débonnairement » jouit d'une situation qui s'apparente à celle du vilain.

Une différence subsiste pourtant qui distingue le vilain et le serf devenu fermier. Le serf est lié irrévocablement à la terre, le vilain peut la quitter car il a le droit de « déguerpir », suivant le terme consacré. On exprime la différence en disant que le vilain n'est pas soumis au « droit de suite », tandis que le serf, ancien esclave, est rigoureusement soumis à ce droit. Seulement la différence est plus théorique que réelle, plus juridique que pratique, attendu que le vilain ne déguerpit pas. La situation de travailleur agricole est son seul gagne-pain. Il reste donc héréditairement sur la tenure et son existence ressemble étonnamment à celle du serf quasi libre qui cultive le lot d'à côté.

Une circonstance historique a beaucoup fait pour diminuer la distance entre les deux conditions. En droit ancien, le non libre ne peut être propriétaire, le libre seul peut l'être. Cette proposition reste vraie au moyen âge, mais elle perd toute force, puisque la

décomposition féodale a fait pratiquement disparaître la propriété. Le roturier lui-même n'est point propriétaire mais tenancier. Ainsi l'homme libre se retrouve sur le même pied que le serf.

Cependant, si le principe fondamental de la distinction est inopérant, il survit, malgré tout, par certaines de ses conséquences. C'est, apparemment, du retrait du pécule servile, expression de l'incapacité civile du non libre, que provient l'axiome du haut moyen âge que le serf est *taillable à merci* (*ad misericordiam domini*).

Un autre vestige de l'ancienne servitude personnelle est la *mainmorte*. La possession d'une tenure par le serf a été une première tolérance. Il y en a une seconde, si le maître accorde au serf la faculté de laisser sa tenure à ses enfants. La renonciation au retrait se paye : la « mainmorte » est le rachat dont parle Beaumanoir. D'ailleurs, bien qu'adouci sous cette forme, le droit se heurte à la pitié et aux exhortations de l'Église, témoin ce passage du plus célèbre prédicateur du XIII^e siècle, Jacques de Vitry :

Le père meurt et le seigneur enlève aux malheureux enfants la vache qui aurait pu les nourrir. Ces gens qui usent du droit de mainmorte sont des homicides.... Ils sont comme la vermine qui se repaît de cadavres.

Un troisième vestige, aussi apparent que la mainmorte, se laisse apercevoir lors du mariage du serf. Il ne peut se célébrer sans qu'une autorisation du seigneur donne lieu à une taxe appelée elle-même « mariage » (*maritagium*). Une complication surgit si le serf épouse une femme libre, car alors les enfants naîtront libres. La sanction n'est pas toujours, comme dit Beaumanoir, la perte totale des biens du serf, mais un rachat est généralement permis et s'effectue par le paiement d'un lourd droit appelé « formariage » (*foris-maritagium*).

Enfin, le serf doit, outre la taille, un impôt établi par tête et appelé *capitation*. Il semble avéré que ce droit n'a jamais été exigé en dehors du servage.

La classe servile se vide, au cours du moyen âge, de plusieurs façons. Les affranchissements sont une porte ouverte sur la liberté, l'admission à la bourgeoisie d'une ville franche en est une autre; le mariage avec une vilaine en est une troisième. La *taille abonnée* aide beaucoup le serf qui veut s'évader de sa condition. Si, faisant un sacrifice au bon moment, le serf obtient du seigneur la substitution d'une taille fixe à la taille arbitraire, il aura, s'il est laborieux, économe et quelque peu chanceux, une voie toute tracée; épousant une vilaine, il fera souche de vilains.

La taille fixe est, en effet, celle du vilain libre. Elle est déterminée par la coutume. C'est pourquoi de nombreux textes appellent le vilain « homme coutumier ». La taille à merci devient de plus en plus rare au XIII^e siècle. Une évolution économique tend à un affaiblissement progressif du pouvoir de l'argent, en sorte que le sort des ruraux s'améliore. L'état florissant de l'agriculture à la veille de la guerre de Cent ans en est le signe éclatant.

CHAPITRE IV

LES RAPPORTS DES PERSONNES ET DES BIENS

L'extrême importance de la fortune foncière dans la société féodale, jointe à la coexistence des classes variées que nous venons de passer en revue, nous amène à analyser les rapports des personnes et des biens.

Le bail à cens. — Le sourd travail des contrats qui ont désagrégé la propriété nous a livré, en partie, le secret des origines féodales. Le moment est venu d'y regarder d'un peu plus près et de préciser quels types nouveaux de possession couvrent le sol médiéval.

Le contrat primitif de précaire avait été imaginé pour remplir l'office que remplit aujourd'hui l'hypothèque. Le créancier exigeant du débiteur un gage, celui-ci lui livrait son bien, puis le recevait à nouveau de lui en précaire. Le résultat équivalait sensiblement à une hypothèque, puisque le créancier était libre de reprendre le bien s'il n'était pas payé; et s'il était payé, le gage cessant, le précaire tombait de plein droit.

Vint ensuite la combinaison du précaire et du louage de travail. Pour répondre aux nouvelles fins auxquelles on l'adapte, le précaire, — devenu, nous l'avons vu,

la précaire, — devra perdre ou du moins atténuer sa fragilité primitive. A l'époque carolingienne, la précaire se conclut normalement pour cinq ans. Il faut comprendre qu'on appliquait à ce contrat la vieille règle romaine qui, à l'époque classique, fixait à cinq années la durée des locations faites sur l' « ager publicus », durée que Pline et Hygin nous montrent étendue aux locations particulières.

Le bail de précaire à cinq ans est renouvelable « de quinquennio in quinquennium ». Ce renouvellement est automatique au ^x^e siècle, d'après le Polyptique d'Irminon, et l'on tend ainsi vers la perpétuité. Bientôt il n'est plus question de durée, la validité du contrat est illimitée dans le temps. Ainsi, le mot « précaire » a beau avoir conservé, comme adjectif, jusque dans la langue moderne, son sens de fragile, révocable, il a engendré, comme substantif, un type de concession dont la solidité est exemplaire.

Nous avons déjà souligné l'étonnante fortune de ce bail, à raison des circonstances de fait dont se sont accompagnés les siècles où s'est justement accomplie l'élaboration féodale. La prodigieuse souplesse de la précaire en a certainement aidé beaucoup le succès. Tout à l'heure, elle nous offrait un succédané de l'hypothèque. Voici qu'elle nous offre l'équivalent d'une assurance. Ce sont surtout les églises qui en ont usé en ce sens.

Un propriétaire est gêné. Il fait donation de son petit bien à l'église voisine. Celle-ci le lui rend en précaire, augmenté de telle sorte que sa subsistance soit désormais assurée. A sa mort, il n'y a point d'héritier; l'église reprend le bien. L'opération a réalisé une constitution de rente viagère à fonds perdus.

En certains cas, le contrat se retourne contre l'église, mais c'est une nouvelle preuve de la souplesse de l'insti-

tution. Qu'un grand laïque convoite une terre d'église, il n'ose user de spoliation. Mais peut-être osera-t-il intimider l'institut religieux au point d'obtenir de lui un contrat d'apparence bénigne, grâce auquel lui-même ou quelqu'un de ses vassaux se verra concéder le bien désiré. Cette fois, c'est l'église qui a perdu.

La précaire, désormais perpétuelle et consolidée par la coutume, devient la *censive*. On peut définir la censive une tenure à charge de cens, en désignant par ce dernier terme toute redevance, en argent ou en nature, due à raison de la jouissance d'un immeuble.

Mais, — ici nous touchons à un point fondamental, — si toute précaire consolidée aboutit à une censive, toute tenure en censive ne dérive pas forcément d'un contrat initial de précaire. D'autres modalités contractuelles ont conflué également vers la censive. De ce nombre est, en particulier, l'*emphytéose*.

Ce mode de concession, à charge de planter (comme l'indique le mot ἐμφοτεύω = planter) est passé de Grèce à Rome; il est devenu un usufruit à redevances annuelles et a rejoint la censive.

Le *complant*, usité au moyen âge en diverses régions — dans l'ouest et le midi notamment — répond à la même idée de défrichement que l'*emphytéose* en son sens étymologique.

Une fois la censive évoluée et rejointe par les autres baux, on se contente de contracter purement et simplement des baux à cens. Arrivée à ce point, la société féodale prend le *bail à cens* comme type de la concession foncière onéreuse. Le concessionnaire se borne à dire : « je baille à cens... », et à la suite de cette formule, répétée à des myriades d'exemplaires, viennent les clauses qui fixent les conditions du bail.

L'acte ou contrat porte, dans les textes, des noms variés : *libellus* (c'est à-dire proprement : parchemin),

mainferme (par opposition à l'état « précaire » primitif), *pagesia* (mot roman désignant la terre du « pagès » ou paysan), *vilainage* (terme français parallèle à « *pagesia* » et désignant la terre du « vilain »), *acapte* (du mot roman servant à désigner le droit payé à l'occasion du bail). On appelle « arrière-acapte » ou « retro-acapte » le droit dû en cas de changement de mains. Ce même droit s'appelle ailleurs « *laudemium* » ou « lods et ventes ». Si les deux expressions retro-acapte et *laudemium* sont employées concurremment, la première vise le changement survenu à cause de mort, la seconde le changement survenu en cas de cession entre vifs.

Au lieu de bail à cens, on trouve parfois l'expression « bail à rente ». Les deux expressions, à l'époque féodale, sont équivalentes. C'est seulement à la fin de l'ancien régime que l'on a inventé, sur le tard, des distinctions subtiles entre les deux formules.

La terre grevée de cens peut être cédée, sauf paiement des droits indiqués; mais, en quelque main qu'elle se trouve, elle restera grevée au profit de celui qui a droit au cens. Ainsi le cens est entendu comme une « servitude réelle » pesant sur la terre. Il est irrachetable. Le principe que nul n'est forcé de vendre empêche la libération. Le débiteur peut se décharger lui-même en déguerpissant, mais il ne décharge point l'immeuble. Seule la reprise par le créancier éteindrait le cens.

Mais, en 1424, fut rendue une ordonnance dont les dispositions équivalaient à déclarer rachetables les rentes constituées sur les maisons de Paris. C'était une dérogation d'exception, justifiée par la nécessité de résoudre la crise immobilière causée par la guerre et l'occupation anglaise. Ce précédent n'en devint pas moins le point de départ de l'évolution qui prévalut à l'époque moderne, malgré les théories contraires du jurisconsulte Pothier.

En réalité le cens perdait sa solidité parce qu'à son tour il avait fait son temps. Il avait dû sa forme séculaire à l'absence de salariat et à l'absence ou insuffisance du prêt à intérêt. Or, le salariat commençait maintenant à se développer, le prêt à intérêt recevait l'élan décisif.

Le fief. — Le bénéfice à charge de service à cheval étant considéré comme le point de départ du fief, il peut sembler incompréhensible, au premier abord, que l'on trouve des fiefs d'office, et de toute importance : par exemple des *fiefs de cuisine*, un cuisinier tenant son office en fief ; on cite de même des *fiefs d'écurie* ; un avocat royal aura en Angleterre son office en fief consistant en quarante marcs d'argent touchés sur la cassette du prince.

En réalité, le fief est devenu un mode de concession à charge de service et a perdu sa pureté primitive.

Dans de telles conditions, on n'aperçoit plus guère de différence substantielle entre concession en fief et concession à cens. Par contre, une nouvelle démarcation apparaît : le fief est réputé noble, la censive est roturière.

Nous touchons ici à un point délicat des rapports entre les biens et les personnes. La qualité noble du fief et la roture de la censive résultent d'un processus mal éclairci, important toutefois à constater, à cause de ses effets.

La noblesse du fief semblerait résulter de son origine. Cependant l'idée ne s'en est imposée ni partout ni en même temps. Aussi certains érudits professent-ils qu'au début le fief pouvait s'appliquer à qui et à quoi que ce fût. Peut-être, en effet, tant que la noblesse féodale n'avait pas sa consistance, le fief pouvait se prêter à toute combinaison. La confusion initiale, que

quelques-uns dénoncent, n'est pourtant pas démontrée.

Sans doute est-il plus prudent de chercher la raison des distinctions ultérieurement établies dans le jeu même du droit féodal. La vente, par exemple, a fait apparaître des situations qui obligeaient à prendre parti. Si le fief est réputé noble, acheté par un bourgeois perd-il sa qualité, ou est-ce le bourgeois qui se hausse à la noblesse?

Pareille question ne pouvait se poser qu'en un temps où un parallélisme était conçu comme nécessaire entre la condition de la terre et la condition de son possesseur. L'origine de ce parallélisme reste l'une des énigmes les plus troublantes de l'histoire sociale. Mais une fois cette conception ancrée dans les esprits, la mise en harmonie jugée indispensable dans l'espèce considérée peut se faire de plusieurs façons. Ici, comme sur tant d'autres points, le droit féodal a prononcé diversement, suivant les temps et suivant les lieux.

Tantôt on a admis que le roturier, acquéreur du fief noble, devient noble lui-même, du seul fait de l'acquisition. Tantôt on déclare que c'est la terre qui perd sa noblesse et devient roturière. Tantôt, enfin, on admet que la noblesse de la terre ne se transmettra qu'aux héritiers de l'acquéreur après deux ou trois générations. Au ^{xiv}^e siècle, on impose au roturier qui acquiert un fief le paiement du droit dit de *franc-fief*, qui rachète, en quelque sorte, le vice originel de l'acquisition.

L'alleu. — L'alleu est aussi un mode de possession, et, comme tel, donne lieu à plusieurs observations. Allod, — « mere proprium » suivant Grimm — veut dire littéralement propriété complète et directe. Dans l'application, « alleu » a d'abord désigné les biens patrimoniaux par opposition aux acquêts; mais, en général, la langue féodale oppose l'alleu aux divers usufruits,

eensives ou fiefs. Ainsi entendu, l'alleu est un bien non féodal : c'est la propriété.

La propriété s'est maintenue sporadiquement. Le midi, plus fidèle au droit romain, l'a respectée plus que le nord. L'alleutier, ayant cessé de prêter au roi la fidélité du sujet carolingien, est indépendant sur sa terre : c'est la condition quasi paradoxale du roi d'Yvetot.

La langue des légistes distingue « franc-alleu noble » et « franc-alleu roturier ». Le premier se dit d'un alleu qui a des fiefs relevant de lui ; l'alleutier est alors noble, vu qu'il a des vassaux. Le franc-alleu qui n'a pas de fief dépendant de lui est dit roturier. Ces expressions sont une preuve flagrante de l'attraction que le fief exerce sur l'alleu. Noble, l'alleutier reçoit des hommages ; noble ou roturier, il n'en rend pas. Un alleutier perdra cette qualité, s'il rend hommage pour sa terre. Inversement, un vassal affranchi de l'hommage passe à l'état d'alleutier.

Il semble qu'à travers les désordres des ^{x^e} et ^{xⁱ^e} siècles des fiefs passèrent à l'état d'alleux. Mais, dans l'ensemble, la transformation inverse fut de beaucoup la plus fréquente. Les puissances féodales firent une guerre terrible à l'alleu, sorte d'oasis d'indépendance, permanent défi à la puissance seigneuriale. De plus, l'armature féodale soutenant tout l'édifice politique et social, l'alleu tend à s'y adapter, toute exception étant sollicitée vers l'assimilation.

Dans l'insécurité des siècles troubles, les petits alleutiers se sentent enclins à chercher protection. Les plus humbles s'abaissent à la censive ; les plus fiers et les plus forts se convertissent en vassaux. Cette dernière conversion se fait sous forme de « reprise » et d'« augment de fief ». On entend par là le procédé qui consiste, pour un suzerain, soit à acquérir un vassal nouveau moyennant un hommage nouveau, soit à étendre la vassalité d'un

vassal à une terre jusqu'alors exempte. L'adage féodal « nulle terre sans seigneur », retenu par Beaumanoir, pousse à l'inféodation comme à une régularisation de droit. Un tel principe entraîne, en effet, cette conséquence qu'à moins de preuve contraire toute terre est présumée fief : or il est de l'essence de l'alleu de n'avoir point de titre.

Cependant, si la règle formulée par Beaumanoir devint générale dans le droit français, elle ne parvint jamais à y régner d'une façon exclusive. Il y eut des provinces où la coutume, restée plus près des origines, favorisa le maintien de l'alleu. Le Languedoc est dans ce cas. Au principe « nulle terre sans seigneur », il oppose le principe contraire : « nul seigneur sans titre ».

Malheureusement pour l'alleu, il eut un autre adversaire dans la royauté. Les légistes imaginèrent que quiconque n'avait pas de seigneur avoué devait être vassal du roi. Ils tiraient cette conséquence de la suzeraineté générale du roi sur le royaume. Pareille déduction entraînait pour la couronne des avantages tangibles, puisqu'elle se voyait fondée à percevoir des droits féodaux sur des terres qui, en réalité, étaient allodiales.

Mais si ces avantages avaient poussé les légistes du roi à l'action, des raisons non moins puissantes poussaient les intéressés à la résistance. Les alleutiers du midi, appuyés sur le droit, tinrent bon. En 1368 et en 1484, la royauté dut reconnaître formellement les droits du franc-alleu de Languedoc.

L'aumône. — A côté de l'alleu, se place ce que le moyen âge appelle « aumône » et « franche-aumône ». La franche aumône est un alleu créé par un titre spécial, par une immunité.

Dès l'époque carolingienne, des terres privilégiées portent le nom d'aumônes. On dit en latin « *eleemosyna*,

eleemosyna in perpetuum liberà », d'où, en français, les termes d'aumône, franche-aumône, pure et perpétuelle aumône. Ces expressions viennent de ce que le concédant ne se réserve aucun droit, pas même un *jus eminens*. Le principe est que « l'aumône ne doit rien ».

Cependant, d'assez bonne heure, l'ingéniosité des juristes crée une distinction. La franche-aumône est réputée différente de l'aumône simple. Le roi est censé avoir un droit de juridiction sur l'aumône simple, tandis qu'il n'en a aucun sur la franche-aumône.

De ces brèves explications, il résulte qu'aumône et alleu représentent des situations bien voisines. Seulement, tandis que l'aumône a un titre, l'alleu n'en a point. Sa franchise a une origine négative, elle vient de l'absence de toute limitation contractuelle au droit primitif de propriété. L'alleu est donc natif, pour ainsi dire; l'aumône est artificielle. Couramment, le moyen âge dira d'une aumône qu'elle « n'est tenue que de Dieu ». Le mot « tenir » a ici son sens technique féodal, « tenir en fief ». L'aumône est tenue en fief de Dieu, comme, en géométrie, les parallèles se rejoignent à l'infini.

Les communaux. — Outre les biens individuels, le moyen âge connaît une autre catégorie de biens, les communaux (*communia*).

L'origine des communaux se trouve le plus souvent dans l'évolution de la villa. Dans la part de son domaine qu'il ne répartissait pas en tenures, le grand propriétaire retenait toujours des bois et des pacages. On les qualifiait *communia* à l'époque franque. L'expression *silva communis* est fréquente à la même époque : elle désigne la forêt où tous les habitants qui vivent sur le domaine peuvent faire du bois pour le chauffage ou la construction. A *silva* s'oppose *forestis*, mot sur lequel on a fort discuté, mais qui, d'après M. Petit-Dutaillis, com-

porte une réserve de chasse. La « forestis » ne fait donc pas partie des « communia ».

Quant à leur condition juridique, les communaux appartiennent incontestablement au maître de la villa, c'est-à-dire, dans la société féodale, au seigneur. Cependant un droit de jouissance en indivis est né sur ces communaux au profit des tenanciers du domaine. Peu à peu, cette jouissance engendre une possession collective, et le moyen âge en arrive à organiser une administration paysanne des communaux. La commune rurale moderne, issue de la villa évoluée, aura, de ce fait, ses « biens communaux ».

Parallèlement à la villa des pays plus profondément romanisés, l'est de la France et l'Allemagne ont connu cet autre type d'organisation rurale qu'on appelle « marca ». C'est l'institution connue sous le nom de *marc germanique*. Régie par ses usages locaux, issus du droit barbare, elle engendre une véritable propriété collective. Un conseil des habitants en assure l'administration.

Les aliénations : la vente. — Les biens communaux sont, par nature, à l'abri des aliénations. Par contre, les autres biens sont exposés à changer de mains. Le mode le plus fréquent d'aliénation est la vente.

La conception de la vente au moyen âge procède du droit romain et du droit germanique. Elle se fait par contrat, mais le contrat doit être suivi de la réalisation concrète de la vente sous forme de ce qu'on appelle « vest, vêtüre, ensaisinement ». Cet ensaisinement consiste, non dans la mise en possession de la chose vendue elle-même, mais dans une cérémonie symbolique ou même fictive.

Il y a ensaisinement symbolique lorsque le vendeur

remet à l'acheteur un bâton, un fétu de paille (*festuca*) : ces symboles sont censés représenter l'objet ou la terre aliénée. Dans ce formalisme, le gage remis devant témoins a une telle force probante que, n'y aurait-il pas eu d'acte écrit, la vente serait consommée.

Au même ordre d'idées s'apparentent les coutumes locales dont on constate encore la survivance dans tels marchés de nos campagnes. L'acte de boire ensemble au cabaret est considéré comme signe d'accord emportant contrat tacite. Ainsi en est-il en Anjou et dans quelques cantons alsaciens. Une coutume analogue a été signalée en Russie. La « paumée » qui consiste à se frapper dans les mains est encore usitée parmi nos marchands de bestiaux. Elle a joué un grand rôle au moyen âge, et l'on ne peut manquer de rappeler, à cette occasion, que, dans l'acte d'hommage, le vassal met les mains dans celles de son suzerain. Mention de la paumée figure fréquemment dans nos textes. Une vente de maison, faite en 1439 par la ville de Bordeaux pour payer la rançon de son maire, porte ces mots : « corporaument toquatz de lurs mans destres ».

La mention du symbolisme dans l'acte écrit achemine de l'ensaisinement symbolique à l'ensaisinement fictif. Les écrits prenant la prééminence, on admet que la mention écrite de l'ensaisinement vaut ensaisinement. Celui-ci n'est donc plus nécessaire, et l'on peut, dès lors, se demander à quel moment il a cessé.

Telle est, en tout cas, l'explication de la clause habituelle des actes de vente au moyen âge, la clause de « devest et vest ». Le vendeur se dévêt de la possession et vêt l'acheteur. Ici encore, il y a un rapprochement à faire avec le fief et la cérémonie d'investiture revient naturellement à l'esprit.

Une fois toute cérémonie réelle, fût-elle symbolique, remplacée par une clause écrite, on aboutit à la vente

parfaite par contrat. A cet égard, on peut dire que le moyen âge a fourni la transition par laquelle l'esprit a pu passer de la conception antique de la vente à la conception moderne.

L'acquisition par prescription. — Le moyen âge avait hérité du droit romain cette notion qu'au bout d'un temps fixé par la loi, un droit peut s'éteindre, un autre droit peut naître. Le droit germanique comportait une notion analogue. Pour lui, la prescription était vite acquise; une durée d'un an et un jour suffisait. Cette brièveté s'explique par la culture extensive des Barbares. Le droit romain avait des prescriptions toujours longues : dix, vingt ou trente ans.

Toute société un peu avancée, qui admet la prescription, doit admettre aussi des moyens de l'interrompre. Le moyen âge use d'une arme romaine bien connue, l'interdit « unde vi », voie ouverte par le droit prétorien pour protéger les victimes de la violence. Il use mieux encore de la « réintégrande », emprunt fait également au droit romain qui, en vertu du principe « spoliatus ante omnia restituitur », exigeait qu'avant toute procédure l'évincé fût remis en possession. Enfin, un autre remède, celui-ci d'origine germanique, fut administré : la « complainte », qu'on appelle en Touraine et en Anjou « applègement et contre-applègement ».

Surtout durant le haut moyen âge, les cas d'appropriations de terres vacantes, aboutissant au droit définitif par prescription, ont dû être fréquents. Ce droit avait été régularisé, dans des conditions particulières, dans la marche de Gothie par les capitulaires carolingiens, sous le nom d'« aprision ». Ce régime jouait en faveur des réfugiés espagnols que l'on attirait de l'Espagne musulmane sur le sol chrétien, afin de résoudre une crise de main-d'œuvre et de hâter les défrichements. Les terres

d'aprision durent se convertir, par la suite, en fiefs, aumônes, censives.

Les engagements. — L'acquisition des biens peut n'être ni définitive ni complète, mais avoir seulement un caractère de garantie. Comment procède la société féodale pour réaliser l'engagement?

Le gage romain supposait transfert réel de la propriété. Ainsi se réalisait l'engagement par précaire, que nous avons déjà rencontré. La vente à réméré, c'est-à-dire sous condition de rachat, réalise les mêmes conditions.

L'hypothèque proprement dite aurait pu sortir de ces combinaisons; mais elle est dérivée de la disposition du droit prétorien autorisant l'affectation, à une dette déterminée, d'une garantie déterminée, sans transfert ni de propriété ni de possession. Cette assignation s'appelle, au moyen âge, soit « ypoteca », soit « obligatio ». On distingue l'« obligatio generalis » et l'« obligatio specialis », suivant que la garantie porte sur l'ensemble des biens ou sur une part déterminée.

Dans les traités entre princes, les clauses hypothécaires ont été courantes au moyen âge. On ne les faisait pas servir seulement à garantir des dettes contractées, mais encore à garantir des engagements pris, quelle qu'en fût la nature.

De toute façon, l'hypothèque a pour conséquence un droit de suite et un droit de préférence. Le droit de suite entraîne cet effet que le créancier peut saisir le bien hypothéqué en quelque main qu'il se trouve. Le droit de préférence donne au créancier hypothécaire le privilège de se payer sur le bien hypothéqué à l'exclusion de tous autres créanciers.

Ainsi, l'hypothèque médiévale se rapproche beaucoup de la nôtre. Elle en diffère, toutefois, sur un point très important. Le moyen âge, comme l'antiquité, ignore la

publicité de l'hypothèque, en sorte que l'hypothèque reste occultée.

Le développement de « l'obligation » n'a pas fait disparaître la vente à réméré. On la retrouve tout le long du moyen âge; elle est souvent appelée « mortgage ». Les fruits de la terre transférée payent les intérêts de la dette. S'ils amortissent en même temps le capital, c'est le « vifrage ». L'antichrèse, mot grec qui désigne cette dernière combinaison dans le droit moderne, masque sa véritable filiation, qui provient du moyen âge.

Une garantie substituée ou surajoutée à l'hypothèque, et qui sent bien le moyen âge, c'est celle qui résulte de la « clause d'ôtage » (*ostagium*). L'ôtage est un genre particulièrement étroit de caution. Il présente des modalités curieuses. L'ôtage, qu'il soit débiteur ou simple répondant, promet, en cas de non-exécution du contrat, de se rendre à la réquisition du créancier dans un lieu déterminé; il résidera chez le créancier, ce qui ne peut lui être agréable; ou à l'auberge avec sa suite, ce qui entraînera de lourdes dépenses; ou bien encore il se tiendra dans sa propre demeure, aux arrêts, sans pouvoir sortir tant que le contrat reste en souffrance.

Rompre l'ôtage (*ostagium infringere*) est chose grave, entraînant la peine du parjure. Si plusieurs cautions ont été nommées dans l'acte, et si celle qui a été appelée vient à mourir, elle doit être immédiatement remplacée.

La garantie ainsi fournie est assurément fort originale. Il faut y voir une modalité de la contrainte par corps. Le créancier spéculait sur la gêne qui sera imposée et compte que le souci d'y échapper assurera l'exécution fidèle du contrat.

Les sociétés. — L'association a joué un rôle trop évident au moyen âge pour qu'elle ne se soit pas imposée

dans les rapports des personnes et des biens. Plusieurs variétés de contrats en témoignent : paréage, métayage, commandite, société proprement dite.

Le « paréage » ou « pariage » est la mise en commun pour l'exploitation d'un fief ou d'une entreprise. Ceux qui s'associent sont dits « pariers » (*pariarii*). Des seigneurs sont pariers pour l'exploitation d'une seigneurie, la fondation d'une ville, l'ouverture d'un marché. En Languedoc, nombre de moulins sont exploités par des pariers.

Un paréage seigneurial mémorable est celui qui fut conclu, en 1278, entre l'évêque d'Urgel et le comte de Foix, à propos de l'Andorre. Encore aujourd'hui, la France et la Seo sont co-seigneurs d'Andorre.

Le « métayage », ou bail à portion de fruits, est courant dans la société féodale. Dérivé du « colonat partiaire » de l'antiquité, il crée une association entre le bailleur et le preneur, comme l'ont professé Bartole et Cujas. La langue du moyen âge appelle souvent le métayage « bail à métairie » (*medietatem*).

La commandite se présente surtout au moyen âge sous la forme du « bail à cheptel ». Le propriétaire du troupeau fait son apport en bétail; ce bailleur confie les animaux à un preneur qui exploite, et le bénéfice se partage. L'apport du bailleur est en nature (*capitale* = *cheptel*); l'apport du preneur, en travail (*industria*).

Mais à raison du partage des bénéfices, le bail à cheptel se rapproche du métayage, d'où l'expression, fréquente au moyen âge, « bail de cheptel à métairie ». On dit encore « bail à moultexploit » (multiplication) et « commende de bestial ».

La grande fortune de la combinaison que ces appellations variées désignent vient de ce qu'elle offre un moyen commode pour faire fructifier l'argent dans une société réfractaire au prêt à intérêt. Ce n'est pas un pur

hasard si *cheptel* et *capital* sont des doublets. Le « capitale » animé du bailleur cache souvent un capital au sens moderne du mot. En effet, si quelqu'un, possédant de l'argent à placer, craint de s'exposer au reproche d'usure en le remettant à un emprunteur, rien ne lui sera plus facile que de convertir cet argent en « bestial », ce qui permettra de contracter un bail dont la part de profit représentera l'intérêt espéré.

Toutefois, le cheptel simple laisse subsister un risque. Le bétail peut périr. On y parera, si l'on insère une clause obligeant le preneur à rendre, quoiqu'il advienne, des animaux d'une valeur égale à l'expiration du bail. Ainsi le « capital » est garanti. On appelle « cheptel de fer » celui qui comporte une telle clause de sauvegarde; en Allemagne, où ce contrat est très usité, court ce dicton : « Cheptel de fer ne meurt jamais. »

Pour être la plus répandue, la commandite en « bestial » n'est pas la seule. Il y a aussi la commandite en marchandise. Cette variante achemine vers la forme habituelle de la commandite moderne. Ici encore, le désir de tourner l'interdiction du prêt à intérêt doit être considéré comme le moteur principal. Le XII^e et le XIII^e siècle italiens ont donné son élan à cette combinaison, devenue le ressort par excellence du grand commerce des républiques méditerranéennes. Germain en a montré le rôle à Montpellier. Marseille et Toulouse en ont usé largement.

Un pas de plus sera fait si, au lieu de prendre le détour d'acheter des marchandises, l'un des intéressés apporte directement son argent. On aboutira alors à la commandite moderne. Cette simplification n'a été possible que par l'atténuation des préjugés hostiles au prêt à intérêt. A peine esquissée au XIII^e siècle, cette opération de si grand avenir commence à se développer au XIV^e.

Le moyen âge a connu aussi les deux variétés actuelles

du contrat de société proprement dit : sociétés en nom collectif, sociétés par actions. La première de ces variétés n'est pas autre chose qu'une « université » adonnée aux affaires. Les membres de la compagnie, connus nominativement, sont liés par un acte, solidaires dans leurs intérêts, obligés personnellement. De vastes compagnies de ce genre se sont créées en Italie et contribuent beaucoup à l'élargissement de l'horizon économique dans les grandes villes de la péninsule aux XIV^e et XV^e siècles.

L'origine des sociétés par actions se trouve dans le partage de l'instrument d'exploitation joint à la faculté d'aliéner les parts. Le cas le plus ancien connu paraît être celui du moulin du Château à Toulouse. C'était une exploitation fort ancienne, sise auprès du Château Narbonnais, sur la Garonne. Les moulins à neufs, c'est-à-dire sur bateaux, qui appartenaient à des « pariers », furent détruits, en 1182, par une inondation. Le comte Raymond V accorda alors aux pariers un terrain sur la rive gauche du fleuve, afin d'y appuyer une chaussée et d'établir des « moulins terriers ». Seize meules furent construites. Or, les parts de l'outillage industriel ainsi créé furent rendues négociables. Le paréage industriel engendre donc l'action. En 1283, des femmes, des enfants possèdent des parts; en 1342, on en trouve entre les mains d'hommes de loi qui ne sont en aucune façon des meuniers. Chaque mois, la répartition des bénéfices se faisait sous forme de grains : c'était ce qu'on appelait la « partison ». Quant à l'action elle-même, elle s'appelait « uchau ». La valeur en était de cinquante-sept livres en 1405, de neuf cent soixante-six écus (soit deux mille neuf cents livres) en 1592.

Ainsi, cette conception ingénieuse, qui devait être si féconde dans l'histoire du crédit, semble avoir fait son apparition dans le dernier quart du XII^e siècle. En 1197, on en signale une application maritime à

Venise. La valeur d'un navire est représentée par cent lots, appelés « sortes » : la « sors » est une action.

Au fond, cette combinaison, tout comme les précédentes, avait été inspirée par le besoin de rendre possible l'utilisation des capitaux, malgré la réprobation qui s'attachait à l'usure. Mais, tandis que le prêt à intérêt, devenu possible et passant dans les mœurs, rendait caducs la plupart des artifices imaginés pour en tenir lieu, au contraire la société par actions devait se développer incessamment. L'Italie s'en est emparée. La Banque de Saint-Georges, de la République Génoise, peut être considérée comme le premier modèle de la grande société anonyme de crédit montée par actions.

Les biens dans le mariage. — Une société de biens d'un genre tout spécial est formée par le mariage.

Entre conjoints, les biens ont un sort différent suivant qu'il s'agit des propres, des acquêts ou des conquêts. Les propres, ou biens de famille, sont appelés, au moyen âge, « alleu », dans l'un des sens que nous connaissons à ce mot, ou encore « héritages ». Les acquêts et conquêts représentent, par opposition, les biens acquis; et lorsqu'on distingue entre acquêts et conquêts, les premiers désignent les acquisitions faites avant le mariage, les seconds, les biens acquis pendant la communauté qui résulte de l'union. Les biens arrivés par succession à l'un des conjoints font partie de ses propres, étant, par définition, biens de famille.

Dans le mariage germanique, la femme reçoit du mari le « don du matin » (morgengabe), sorte de dot barbare. Le moyen âge transforme le don du matin en « douaire ». On appelle ainsi une part réservée à la femme sur la masse des biens communs.

Les pays de droit coutumier pratiquent le système du douaire, tandis que les pays de droit écrit, plus

particulièrement situés au midi, suivent la loi romaine, qui connaît la « dot » proprement dite.

Beaucoup de variété se rencontre entre les coutumes dans la fixation du quantum auquel monte le douaire. Ce quantum, du reste, ne joue que si le régime matrimonial est celui de la communauté universelle, à vrai dire le plus usité au moyen âge, surtout dans le nord.

Tant que dure l'union, l'administration, quel que soit le régime, appartient au mari. Celui-ci est mainbour ou tuteur de la femme. Malgré cette puissance maritale, beaucoup d'actes d'aliénation sont conclus avec intervention de la femme. Cette intervention s'explique par deux raisons : d'une part, les mesures de protection juridique à l'égard des femmes obligent les contractants à se parer contre un recours ; d'autre part, le douaire risque de donner à la femme, à la dissolution de la communauté, une reprise à exercer. De là, dans les contrats, même s'il s'agit de biens du mari, un rôle que joue la femme du moyen âge et dont on chercherait vainement l'équivalent dans les opérations correspondantes de la civilisation actuelle.

Au surplus, les scribes du moyen âge élargissaient encore le champ des garanties. C'est ainsi qu'ils inséraient dans leurs actes l'approbation (*laudatio*) soit du seigneur, soit des frères, sœurs, enfants dont on voulait éviter plus tard un recours, sous quelque forme que ce fût. Les chartes du haut moyen âge sont particulièrement prolixes à cet égard et vouent aux peines infernales ceux qui iraient ensuite à l'encontre des conditions spécifiées.

La séparation des biens existe aussi au moyen âge. En ce cas, il n'est plus question de douaire, et, logiquement, le mari pourra disposer de ses biens sans faire intervenir sa femme.

Quant au régime dotal, de pur droit romain, il s'ap-

plique dans le midi avec une grande constance. La loi wisigothique formule le principe de l'inaliénabilité de la dot : elle passe de là, notamment, dans la coutume de Toulouse. En bien des pays, les chartes mentionnent, souvent sous des appellations plus ou moins aisément reconnaissables, la *lex Julia de adulteriis* et le « sénatus-consulte velleien » qui, pour protéger la dot, rend la femme incapable de s'obliger pour autrui. Toutefois, la coutume de Toulouse, dérogeant à la rigueur du principe, autorisait la femme à s'obliger pour son mari, ce qui lui permettait de le cautionner.

Lorsque la disparition de l'un des époux met fin à la communauté, il peut y avoir lieu à ce que le moyen âge appelle « gains de survie » ou « gains nuptiaux ». Ils consistent en avantages faits sur la communauté au survivant. Le douaire, en son dernier état, peut être considéré comme gain de survie. Il y en a un autre, « l'entravestissement ». On distinguait l'entravestissement « légal » ou « de sang » et l'entravestissement « conventionnel » ou « par lettres ». Le premier était total et de droit. On le constate, par exemple, dans la coutume de Douai, d'après laquelle le conjoint survivant garde la totalité de la communauté, si bien que même les enfants n'y ont aucun droit. L'entravestissement par lettres est une donation réciproque qui joue au bénéfice du survivant. On le constate, par exemple, à Paris, en Anjou, dans l'Orient latin.

Les pays du midi arrivaient à un résultat comparable au moyen de « l'augment de dot ». La femme gagnait proportionnellement à sa dot sur les biens de son mari prédécédé.

Enfin, en pays de droit écrit, il existait « la quarte du conjoint pauvre ». On entendait par là que si l'époux survivant était peu fortuné, il avait droit, en usufruit, au quart des biens du conjoint prédécédé. On

sait que cet avantage, longtemps oublié par le code, n'a été rétabli, en faveur de tout conjoint survivant, qu'à une date rapprochée de nous.

Les biens dans les successions. — Le respect dont la société féodale entoure l'hérédité explique assez le grand rôle qu'y jouent les successions. En cette matière, tant au moyen âge que dans l'antiquité, préexiste la notion primitive d'une communauté familiale.

Dans notre manière d'entendre les ordres successoraux, qui est conforme au précédent romain, les enfants priment de façon exclusive les collatéraux. Les Barbares ne l'entendaient pas ainsi. L'insistance avec laquelle la loi wisigothique écarte les collatéraux montre qu'il s'agit d'une idée nouvelle, aux prises avec l'idée ancienne. Aussi bien, si nous voyons chez les Mérovingiens, et même chez les Carolingiens, des oncles disputer les successions à leurs neveux, c'est à la survivance de la vieille idée, favorable aux frères, que l'on doit rattacher ces épisodes. En réalité, deux principes ont été longtemps en lutte. On donne le nom de « tanistry » au droit successoral du parent mâle le plus âgé. Ce système, encore appliqué par les maisons princières musulmanes, est familier à l'Orient. Le droit romain, par contre, explique la victoire finale du droit des enfants en Occident.

Un conflit analogue entre le droit romain et le droit barbare se présente à propos de la part des filles. Chez les Barbares, les filles n'avaient aucun droit, ou, tout au plus, droit à des meubles. La loi salique contient au sujet de cette exclusion un article célèbre, celui qui, détourné plus tard de son sens, a été invoqué pour justifier un certain mode de succession du trône. Cet article dénie aux filles tout droit à la *terra salica*. Par terre salique, il faut entendre la terre de la maison

(*sala*), c'est-à-dire le bien familial; l'article correspondant de la loi ripuaire le dit, en effet, expressément (*hereditas aviatica*).

La loi wisigothique s'est montrée, sur ce point comme sur tant d'autres, mieux imprégnée de l'esprit latin que les autres lois barbares; elle a admis les filles au partage. L'Église a agi avec vigueur dans le même sens. Une formule du recueil de Marculfe qualifie de coutume impie l'exclusion des filles. C'est pourquoi la société féodale suivit le principe du partage sans égard au sexe.

Comme l'héritier est tenu des dettes, une succession peut être onéreuse; et comme, d'autre part, nul ne peut être tenu du fait d'autrui, il faut laisser la faculté de répudier un héritage. Les pays de droit écrit ont emprunté au droit de Justinien le « bénéfice d'inventaire », et les pays coutumiers ont obtenu un résultat analogue par « lettres de chancellerie ». Par contre, ces mêmes pays de droit non écrit ont forgé un principe destiné à triompher dans le droit moderne, principe que l'on attribue à l'école d'Orléans, et qui s'exprime par la formule : « le mort saisit le vif son plus prochain héritier habile à lui succéder ». Cette formule fait entendre que l'héritier légal devient possesseur du fait de la succession et continue juridiquement la personne du défunt.

La Novelle 118 de Justinien, appliquée dans les pays de droit écrit, prescrit, dans toute succession *ab intestat*, le partage égal entre les descendants du défunt, s'il y en a. En pays coutumier, les enfants héritent aussi, mais pas toujours également, et des distinctions s'imposent. Les biens roturiers se répartissent également, sauf des cas exceptionnels, comme celui de la coutume de Ponthieu qui ne donne aux puînés qu'un quint viager. D'assez nombreuses coutumes veulent qu'entre nobles même les biens roturiers se partagent « noblement », c'est-à-dire inégalement. Pour les fiefs, nous savons que

la règle la plus générale est celle du droit d'aînesse. Ce droit est plus ou moins tempéré suivant les lieux. A Paris, la répartition est la suivante : s'il y a deux héritiers, l'aîné a les deux tiers; s'il y a plusieurs héritiers, l'aîné a la moitié; en outre, l'aîné reçoit, à titre de préciput, en chacune des successions des père et mère, un hôtel tenu en fief avec un arpent de l'enclos; enfin, s'il n'y a qu'un manoir, il va à l'aîné. Il y a des points où le droit de l'aîné est plus étendu. En Touraine et en Anjou, il y avait des baronnies dites « indivisibles », sur lesquelles s'exerçait un droit d'aînesse presque absolu : l'aîné a tout; les cadets, une simple jouissance sur le tiers, pure tolérance bienveillante légalisée par la coutume. En Ponthieu, le droit d'aînesse est si ancré que nous l'avons vu s'éteindre même sur des biens autres que les fiefs. Dans le Labourd et en Soule, c'est-à-dire en pleine région méridionale, règne un droit d'aînesse presque aussi sévère. A Bordeaux, les familles nobles s'en tiennent au droit d'aînesse, même pour leurs biens roturiers.

Nous avons vu ailleurs que le souci du suzerain d'avoir en face de lui un répondant du fief avait amené, dans le système du parage, préféré par certains pays au droit d'aînesse, une indivisibilité, au moins fictive, du fief, par l'interposition du chef-parageur. Ce même souci a été parfois affirmé par d'autres bailleurs qu'un suzerain. Par exemple, un bail s'aggraverait de cette stipulation que le tenancier ne pourra vendre sa terre sinon à une seule personne (*ita ut semper maneat indivisa apud unum*). Pareille clause d'indivisibilité aurait pu engendrer le droit d'aînesse dans la roture. Le moyen âge y a franchement répugné. On s'est borné à admettre l'indivisibilité du cens et à établir que chaque héritier était tenu pour le cens entier, sauf son recours contre les co-héritiers.

Il est remarquable que les alleux ont été soumis au droit d'aînesse, comme les fiefs. C'est là un effet de l'attraction dont nous avons déjà constaté d'autres indices. Le motif qui avait dicté le droit d'aînesse pour le fief est absent, lorsqu'il s'agit d'un alleu qui, par définition, n'a point de suzerain.

A défaut de descendants, la succession va aux ascendants et aux collatéraux immédiats, en pays de droit écrit, par application de la Nouvelle 118. Les parents et grands-parents succèdent aux enfants et petits-enfants disparus sans postérité, concurremment avec les frères, sœurs et neveux germains des défunts. En pays coutumiers, les ascendants sont mieux traités, et, en pareil cas, héritent seuls. Toutefois, une règle célèbre s'applique alors : « propres ne remontent pas ». Les biens provenant d'une ligne, paternelle ou maternelle, ne peuvent passer à l'autre ligne. A défaut d'ascendants de la ligne apte à succéder, les biens dont il s'agit iront aux collatéraux. Une autre exception au droit des ascendants se présente à raison du « droit de retour » ou de « reversion ». Le bien donné par un ascendant revient au donateur, si le descendant bénéficiaire prédécède lui-même sans postérité. Ce « retour », dans le droit classique, n'existait qu'en faveur de l'ascendance paternelle; il est devenu, depuis le ^{vi}^e siècle, commun aux deux lignes, et l'est resté.

Plus de difficultés surgissent pour les successions en ligne collatérale. En pays de droit écrit, en particulier dans le sud-est, plus romain encore au moyen âge que le sud-ouest, la règle était que les parents les plus proches devaient venir à la succession en excluant les plus éloignés. A Toulouse, par une particularité assez mal expliquée, les parents du côté paternel venaient seuls à la succession collatérale, les parents du côté de la mère étant écartés. En pays coutumier, le plus proche parent

avait droit aux meubles et aux acquêts, à l'exclusion de tous autres. Quant aux propres, ils se distribuaient d'après la règle « paterna paternis, materna maternis », les biens provenant de chaque branche y retournant et la répartition se faisant séparément de part et d'autre de l'arbre généalogique. Bien entendu, les frères et sœurs, s'il y en avait, héritaient seuls. En pays de droit écrit, la règle relative aux propres n'était pas inconnue. On la trouve à Montpellier au ^{xiii}^e siècle. En Conflent, en Quercy, on en voit des applications dans le cas spécial de la succession d'un mineur. Les limites en deçà desquelles les collatéraux étaient admis à succéder n'étaient point les mêmes partout; en général, elles variaient entre le septième et le dixième degré.

Le fisc succède en l'absence d'héritier légal : c'est le droit de « déshérence ». Ce droit joue, au moyen âge, au bénéfice soit du roi, soit du seigneur local, s'il est haut-justicier. Ce que le moyen âge appelle « droit d'aubaine » doit être considéré comme une extension du droit de déshérence. Si un « aubain », c'est-à-dire un étranger, meurt en France sans laisser d'enfant né en France, sa succession peut être revendiquée soit par le seigneur du lieu, soit par le roi. De même, la succession des bâtards a été généralement considérée comme vacante : les rois et les seigneurs s'en sont disputé les bénéfices. Les droits de cette nature se présentent sous le même angle en pays de droit écrit ou en pays de droit coutumier.

A tous les degrés, la société féodale admet le droit de représentation en matière de succession. Cette subrogation de l'enfant vivant à l'ascendant mort dont il prend le rang n'a cependant pas triomphé sans lutte. L'idée était difficilement assimilable à la mentalité barbare. L'hostilité des oncles mérovingiens et carolingiens à l'endroit de leurs neveux en témoigne. C'est

seulement au XIII^e siècle que le droit de représentation est mis définitivement au-dessus de toute contestation, grâce à la renaissance romaniste.

Jusqu'ici, nous avons envisagé le sort des successions en l'absence d'acte de dernière volonté. Mais le moyen âge pratique couramment le testament. En droit barbare, cette institution était inconnue, et Tacite nous rapporte que, pour se donner un héritier, le Germain recourt à l'adoption. Mais l'influence romaine, doublée de l'influence ecclésiastique, a eu tôt fait d'acclimater le testament dans la société du haut moyen âge. L'intervention de l'Église vient de ce fait que le legs en faveur des pauvres ou d'un institut religieux est considéré comme « œuvre pie ». C'est la façon pour le fidèle de contribuer au rachat de son âme (*remedium animæ*). Aussi la justice d'église revendiquait-elle la connaissance des causes relatives aux testaments. Si cette prétention ne fut point généralement admise, il en resta cependant quelque chose. En Beauvaisis, les exécuteurs testamentaires ont le choix de s'adresser soit à la juridiction laïque, soit à la juridiction ecclésiastique. A Paris, si le roi a un droit de prévention reconnu, de sorte que le Parlement s'attribue la juridiction suprême sur les testaments, on admet que l'évêque est exécuteur testamentaire si le testateur n'a désigné personne pour cet office.

Le moyen âge exige, pour la validité du testament, que le testateur soit sain d'esprit, en âge et en possession de ses droits. L'aliénation mentale ou l'imbécillité entraîne annulation de l'acte. L'âge exigé est variable. Le droit romain se contentait de l'âge requis pour le mariage, soit quatorze ans pour les garçons et douze ans pour les filles. La société féodale est, en général, bien plus sévère : l'âge est souvent dix-huit ou seize ans. A Paris, on exige vingt ans, s'il s'agit des meubles ou

des acquêts; vingt-cinq ans, s'il s'agit des biens immobiliers et des propres. Ici se traduit le souci très net de consolider le plus possible la fortune foncière et le patrimoine. La troisième condition exigée du testateur s'exprime en disant qu'il doit être « usant ses droits ». Cette condition engendre des effets remarquables lorsqu'il s'agit de la femme. En principe, la femme en puissance de mari ne peut tester. La coutume de Paris est donc logique en réclamant l'autorisation maritale. La pratique est, sur bien des points du territoire, plus libérale. La coutume de Montpellier, par exemple, admet que la femme mariée, mais sans enfants, teste valablement sans intervention du mari.

De même qu'il y a des conditions pour tester, il y a des conditions pour recevoir par testament : conditions d'un autre ordre, inspirées de considérations morales. Ainsi, quiconque exerce une tutelle ne peut recevoir par testament de son pupille. La coutume de Paris s'oppose à ce que les maîtres et maîtresses puissent hériter de leurs apprentis, garçons de boutiques, domestiques ou écoliers.

Le testament étant admis en même temps que le principe des successions légitimes, des règles sont nécessaires pour ménager la rencontre des deux droits. La loi romaine avait résolu ce problème par ce que les modernes, inspirés de cette loi, appellent « réserve légale » et « quotité disponible ». La réserve légale ira donc obligatoirement aux héritiers légitimes; sur la quotité disponible s'exercera le libre droit du testateur. En droit classique, la quotité était des deux tiers ou de la moitié, suivant le nombre d'enfants; des trois quarts, s'il n'y avait que des collatéraux. Les scribes du moyen âge appellent la réserve « *falcidia* », à cause de la « *lex falcidia* » qui, en l'an 40 avant J.-C., avait inauguré cette restriction du droit de tester. Toutes les

coutumes n'admettent point, au surplus, les dispositions de la *falcidie*. Même dans le midi, à Montpellier, Toulouse ou Limoges, par exemple, la liberté du testateur est plus large qu'elle n'était en droit romain. La coutume de Toulouse allait jusqu'à laisser déshériter un fils à peu près complètement : il suffisait de lui faire une part insignifiante, cinq sous, pour couper court à toute réclamation.

Ces règles doivent naturellement s'entendre abstraction faite de l'exhérédation légale. La société féodale, comme la civilisation romaine, connaît l'exception par laquelle certaines circonstances déterminées font perdre à un héritier son droit, même réservataire. Le moyen âge invoque couramment, pour exclure un enfant d'une succession, l'irrespect dont il a fait preuve en contractant mariage sans le consentement de ses parents.

La forme des testaments du moyen âge dérive nécessairement des précédents romains, puisque le droit barbare ne connaît pas le droit de tester. Le testament de l'époque féodale se fait par notaire et devant témoins. Ceux-ci sont habituellement au nombre de cinq ou sept. Parallèlement au testament par devant notaire, de beaucoup le plus fréquent, existent aussi le testament olographe et le testament mystique. Le premier, écrit en entier de la main du testateur, se rencontre surtout en pays coutumiers. Le second est un testament secret, fait par le testateur, puis enfermé dans un pli signé et scellé par sept témoins. Ce type est de beaucoup le plus rare. On n'en connaît qu'un nombre limité du XIII^e siècle, époque où la renaissance romaniste a ressuscité ce vieux type classique de testament.

Un testament, quelle qu'en soit la forme, doit être daté. Le testament étant un acte essentiellement révocable, entre deux testaments, émanés du même testateur, le plus récent annule le plus ancien. Tout testament

fait en dehors des règles ne vaut, en principe, que comme codicille. Dans la pratique, le moyen âge confond à peu près complètement codicilles et testaments. L'exécution des dernières volontés est confiée à des exécuteurs testamentaires. Les testaments les désignent ordinairement, et le terme employé pendant le haut moyen âge est celui d' « aumôniers » (*eleemosynarii*). Ce sont eux qui feront les fondations pieuses ordonnées par le défunt. Ils paieront les dettes, géreront la succession, assureront la transmission.

Les donations. — L'extrême importance des donations au moyen âge se rattache à cette même idée de pitié. Ce n'est pas seulement après leur mort, c'est de leur vivant que les fidèles veulent faire œuvre pie. Tout n'est pas mensonge, dans les belles et longues formules qui garnissent le protocole des chartes de donation aux églises, conservées si nombreuses dans les fonds religieux de nos archives.

C'est par donations, au moins autant que par testaments, que s'opèrent les largesses dont les puissants du siècle ont fait bénéficier les instituts ecclésiastiques.

Les mêmes conditions qu'on exige du testateur sont exigées également du donateur. L'âge requis est fixé par les coutumes, et comme l'aliénation par donation est particulièrement grave, la majorité prescrite est sévère : vingt ou vingt-cinq ans, en général. D'autre part, le donataire, pour recevoir la donation, doit l'avoir acceptée : règle qui ne souffre d'exception que dans le cas de donation entre époux, parce que, dans ce cas, les vrais donataires sont les enfants.

La liberté entière de donner rendrait vaine la réserve légale en faveur des héritiers légitimes. La « falcidie » vient donc ici encore restreindre la liberté du donateur. Mais si, en bien des points, la donation suit le sort du tes-

tament, elle s'en différencie sur un point de la plus haute importance, étant essentiellement irrévocable. La révocabilité n'est possible — ou même nécessaire — qu'en des cas déterminés : si une condition mise à la donation n'est pas exécutée; s'il y a, de la part du bénéficiaire, injure ou ingratitude; enfin, s'il survient un enfant au donateur. Au IX^e siècle, la crise carolingienne suscitée autour des partages de Louis le Pieux a eu pour cause la méconnaissance de ces principes, combattus par la raison d'État et surtout par des intérêts particuliers.

Quant à la forme, le droit romain faisait suivre à la donation les règles de la vente. Le moyen âge exige simplement, dans la plupart des pays, que l'acte soit notarié. Toutefois, il y a eu des résistances à cette exigence. La plus frappante et la plus durable fut celle de la coutume de Toulouse. Dans cette ville, le simple consentement des parties était tenu pour valable et cette doctrine était encore énergiquement soutenue au XVIII^e siècle.

CHAPITRE V

LA VIE FÉODALE

Bien des traits de la « vie féodale » nous sont apparus au cours des précédents chapitres. Nous éviterons de les rappeler au cours du présent, où nous nous contenterons de les compléter, afin que, de l'ensemble, se dégage un tableau, si sommaire soit-il, de ce que fut, considérée sous ses principaux aspects, l'existence de la société à laquelle la féodalité imprima ses caractères généraux.

La vie noble. — Le château est le symbole de la vie noble. Il surgit au ix^e siècle, au milieu des troubles qui mettent la défense au premier rang des préoccupations de tous, et partout il remplace l'ancienne disposition, largement étalée, de la maison d'habitation où vivait, dans le confortable et le luxe, le maître de la villa.

Le château légué par l'époque carolingienne à l'âge suivant consistait en une enceinte palissadée, qu'entourait un fossé. De grosses tours s'espaciaient le long du périmètre. Au centre s'élevait une haute construction de bois, le donjon (*dunio*). A l'étage du donjon, le seigneur faisait sa résidence. On n'y accédait point

du rez-de-chaussée; la porte était percée à plusieurs mètres du sol et l'on y parvenait au moyen d'un pont-volant ou d'une échelle. De la sorte, en cas d'alerte, il était facile de couper la communication.

Du reste, on n'avait pas manqué d'établir le donjon sur un point élevé. On en choisissait avec soin l'assiette, et si la contrée n'offrait aucune éminence naturelle, on formait une « motte » artificielle en terre battue. Cette assise avait l'avantage de garantir le donjon de bois contre les atteintes de son pire ennemi, le feu. La tapisserie de Bayeux montre des soldats armés de torches qui s'évertuent à incendier un donjon.

Aussi se préoccupa-t-on de substituer la pierre au bois. En 920, Flodoard signale l'enceinte ou « chemise » de pierre qui protège la base du château de Coucy. Cependant, les châteaux de pierre dont parlent orgueilleusement quelques textes du ^x^e siècle avaient certainement encore leurs donjons en grande partie en bois. A l'approche de l'an mille, le donjon de pierre est très exceptionnel. Le donjon du Puiset, détruit par Louis le Gros, est encore en bois.

Le premier donjon de pierre positivement connu est celui du château de Langeais, bâti par Foulques Nerra, comte d'Anjou, en 992. Au ^x^e siècle, ce modèle architectural se répand; l'art de la fortification évolue et se perfectionne sans cesse aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. Les châteaux deviennent alors des forteresses vastes, complexes, savamment agencées et munies, tel ce Château-Gaillard où Richard Cœur de Lion avait mis tout son art d'ingénieur militaire et dont Viollet-le-Duc a donné une monographie célèbre.

Une vaste enceinte, dont le mur à créneaux était coupé de tours en surplomb, et qu'un fossé profond protégeait, enveloppait toujours l'ensemble de la forteresse. Les portes à herses, dont les ponts-levis, en se

rabattant, formaient vantaux, livraient seules accès à l'intérieur. Des hourds de bois, puis des machicoulis en pierre, disposés en encorbellement, permettaient de battre aisément le pied des murailles et des tours.

A l'intérieur de la grande enceinte, l'espace était distribué habituellement en deux cours ou « bailles ». L'une, la moins vaste, renfermait le donjon ; l'autre, plus étendue, juxtaposait les bâtiments sans grâce des communs et la chapelle. Un mur crénelé séparait les deux cours, afin que, le château fût-il forcé, l'on pût encore tenir dans le réduit du donjon. Derrière les murs de l'enceinte générale, se déroulait un chemin où se faisaient, en temps de siège, des rondes de jour et de nuit : c'étaient les « lices », que la palissade des « barres » séparait de la baille.

Quand la guerre s'abat sur la contrée c'est un spectacle courant de voir tous les chemins conduisant au château encombrés de paysans ; ils viennent s'y renfermer avec leurs meubles, avec leur bétail. Parfois, le même château sert de refuge à quarante villages semés dans la vallée. Se réfugier ainsi s'appelle, en langage féodal, « se retirer ». Les réfugiés sont les « retrayants ». Encore faut-il avoir le droit de se retirer, et le seigneur qui l'accorde le fait payer. Une enceinte est ouverte à ceux qui ont ce droit de refuge : c'est une première enceinte, ménagée au pied du grand mur, sur l'un des flancs du château, mais qu'on a laissée à dessein sans défense dans la partie contiguë aux fossés, afin que, si l'ennemi vient à se rendre maître de cette avancée, il ne puisse s'en faire un abri. Le château étant habituellement perché sur une hauteur, cette enceinte, où campent comme ils peuvent les retrayants, s'appelle la « basse-cour », par opposition à la « haute-cour » ou baille.

Le château a fière allure. Il est pour le seigneur un

objet d'orgueil et de joie, de douleur aussi, quand il faut s'en éloigner pour longtemps. Lorsque Joinville franchit la porte, partant pour la croisade, il n'osa se retourner, de peur, dit-il, que « le cœur ne lui attendrisist du biau chastel » qu'il laissait derrière ses pas.

Pourtant, la vie au château est souvent morose. Après la prière et la messe quotidienne, la journée est longue. Trois plantureux repas la coupent, il est vrai. Mais de lourdes heures s'écoulent à les attendre, mal remplies par les soucis d'administration que le baron laisse volontiers à ses officiers et à ses élèves. Les satisfactions tôt épuisées de la vie de famille, la visite des animaux de la ménagerie (qui est devenue de mode en la plupart des grands châteaux), quelques jeux comme les dés ou le tric-trac : ce sont les distractions médiocres des jours que n'agrémentent pas les visites ou la chasse.

La chasse joue un grand rôle dans l'existence seigneuriale. Elle se déroule dans de larges espaces, surtout dans les forêts riches en gibier et en fauves. Toute une éducation de vénerie y a préparé le baron ; un outillage puissant la lui rend à la fois agréable et fructueuse. L'image du seigneur à cheval, faucon au poing, suivi de ses veneurs et de ses chiens, n'est-elle pas l'une des visions les plus familières du moyen âge ?

Tandis que jadis la chasse était libre, elle est devenue, à l'époque féodale, un privilège noble jalousement gardé : aucune punition n'est plus assez sévère pour châtier les violateurs du privilège seigneurial. Le plaisir de la chasse n'en devient que plus passionnant, puisqu'elle est un sport noble : vrai sport, en effet, où l'amour-propre est en cause, où l'on se plaît à remporter telle victoire qui « émerveillera » les autres preux. Dans la chanson de geste de *Garin le Lorrain*, le duc Begon nous est peint dans la salle du château ; il est auprès de sa femme, la belle et tendre Béatrix, « il

lui baisait la bouche et le visage et la dame lui souriait doucement »; puis, les regards du couple se portaient avec complaisance sur les deux enfants en ce moment en compagnie de six nobles damoiseaux « courant, sautant, riant et jouant à qui mieux mieux ». Et cependant, le duc, se détournant de ce délicieux tableau d'intérieur, se prit à soupirer. Béatrix de s'étonner et de dire : « De quoi pouvez-vous prendre souci ? » Alors le duc révèle toute sa pensée. Il y a quelque part, dans une des forêts du domaine, « un sanglier le plus fort dont on ait jamais ouï parler », et il ajoute : « Je le chasserai, s'il plaît à Dieu et que je vive, et j'en porterai la tête au duc Garin pour lui donner occasion d'être émerveillé. »

S'il ne chasse, le baron se livre aux émotions de la « quintaine » ou du « behourd ». Un mannequin figure le païen ou le traître. Attaché à un poteau, il porte le haubert et l'écu. Le cavalier, lance au poing, se précipite au galop sur cet adversaire symbolique; il s'efforce de le percer d'un seul coup, et, s'il se peut, de faire tomber le poteau. Tel est le jeu de la quintaine. Le behourd est une escrime à cheval. Les chevaliers se mettent face à face, deux par deux, chacun cherchant à trouer l'écu de son partenaire.

Enfin le tournoi est le roi des jeux féodaux. L'auteur du poème de *Guillaume le Maréchal*, à propos de la vie remuante de cet illustre anglais, nous parle fréquemment des tournois où il gagne chevaux et prisonniers, au point qu'il doit en faire tenir comptabilité spéciale par des clercs. Le même auteur appelle ce genre de combat « lutte à la française » (*conflictus gallicus*) et célèbre la supériorité qu'y déploient les Français.

L'armement pour le tournoi était semblable à celui de la guerre. Un luxe splendide s'y étalait. Les chevaux, richement caparaçonnés, portaient des simarres multi-

colores. Les armoiries, de mode depuis les croisades, faisaient reconnaître les champions couverts entièrement par leurs armures. Le champ de bataille peut être la baille ou la lice du château, où l'on se défie deux par deux, plus souvent une prairie voisine, parfois une vaste plaine, où deux petites armées se donnent rendez-vous et se heurtent l'une contre l'autre.

La passion des tournois a rempli les siècles, malgré les exhortations des prédicateurs, et une seule passion a eu plus de prise encore sur le monde féodal, la passion de la guerre.

Le noble ne vit vraiment que pour la guerre. La littérature du moyen âge est ou pieuse ou féodale. Une moitié de cette littérature exalte donc la guerre. L'image qu'elle se plaît à en donner reflète la mentalité de ceux à qui elle s'adresse. Chansons de gestes ou chroniqueurs à la manière de Froissart font éprouver, dans un style différent, une seule et même sensation. Les nobles qui vécurent la guerre de Cent ans eurent l'impression de vivre un temps de délices, où l'armure bien trempée ne chômaît pas. Les guerres privées, qui remplissaient les siècles précédents, ont bien été suscitées souvent par des chocs d'intérêts ou d'amours-propres, mais plus souvent peut-être encore par la nostalgie de la bataille : luttes de petits effectifs, où les nobles pesamment armés sont plus aisément capturés et rançonnés que tués et blessés ; mais dont les véritables victimes sont les petites gens, principalement les paysans, atteints dans leurs biens et dans leurs personnes.

Les troupes armées, impuissantes contre les châteaux, et les villes, brûlent, saccagent, pillent la campagne. Le P. Denifle a laissé parler haut à ce sujet l'éloquence des textes dans son recueil sur « La désolation des églises de France ».

Encore les seigneurs qui ne déchaînent qu'en guerre

leurs instincts de déprédation et de férocité sont-ils les plus vertueux. Car le baron brigand n'est pas une invention littéraire. Ach. Luchaire a fait une triste célébrité à quelques exemplaires choisis : Pons du Vernet, rançonneur de vilains, voleur de moutons, de chapes et de fromages au détriment de l'abbaye de Saint-Martin-du-Canigou ; le comte de Roussillon Guinard, restituant par testament les sommes touchées par lui comme complice de bandits de grands chemins ; et, pour faire aussi place aux pays du nord, Renaud de Dammartin, comte de Boulogne, ravisseur de troupeaux et de grains, détrousseur d'un évêque à qui il enlève ses bagages, ses vases sacrés et même ses vêtements sacerdotaux.

Du moins l'Église, victime elle aussi de ces terribles instincts, essaya-t-elle de limiter le fléau de la guerre privée. La « trêve de Dieu », si souvent méconnue qu'elle ait été, fut un inestimable bienfait pour les populations. Le Roussillon, qui était tout à l'heure à l'opprobre, doit être ici à l'honneur. C'est à Toulouges qu'en 1041 un synode établit les règlements en vertu desquels les clercs, les moines et les femmes devront être à l'abri des violences en tout temps ; en outre, « dans toutle comté ou diocèse d'Elne, il est interdit à quiconque d'assaillir son ennemi depuis la neuvième heure du samedi jusqu'à la première heure du lundi ». Et la pensée pieuse qui a dicté ce premier adoucissement aux désordres quotidiens s'exprime ainsi : « C'est afin que tout homme puisse rendre à Dieu ce qu'il doit pendant la journée dominicale. »

Ces règlements furent étendus, généralisés ; la royauté, aidant l'Église, travailla, elle aussi, à réduire les guerres privées. Pourtant, les résultats étaient encore incomplets à l'aurore du xiv^e siècle, au moment où la guerre de Cent ans, sous le couvert d'une guerre générale, allait plus que jamais, déchaîner les violences et accumuler

les ruines. Les guerres seigneuriales devaient céder moins devant les autorités morales, que devant les obstacles matériels. De fait, l'intervention de l'artillerie et les progrès de l'armement firent plus que les exhortations ou les menaces. Entreprendre une guerre fut interdit au petit seigneur par l'exiguïté de ses ressources. Il ne put désormais satisfaire ses goûts belliqueux qu'en se mettant à la solde d'un prince. La préférence des nobles pour la carrière des armes fut, à l'époque moderne, la survivance de leur passion pour la guerre durant les siècles féodaux.

La chevalerie. — Une des manifestations de l'effort de l'Église pour discipliner le corps féodal fut l'intervention de la religion dans l'institution de la chevalerie.

Malgré quelques cas anormaux, plus exceptionnels encore dans la réalité que dans la littérature, la chevalerie est réservée aux damoiseaux, c'est-à-dire aux jeunes nobles. Ils sont quelquefois pages à leurs débuts, mais l'apprentissage de la chevalerie se fait dans le rôle d'écuyer. Enfin, vient le grand jour de « l'adoubement » tant attendu.

Quelle que soit l'origine du mot, « adouber » signifie « armer ». L'adoubement est d'abord purement laïque, puis il s'imprègne de christianisme : déjà à la fin du x^e siècle, une « Bénédiction du chevalier » figure dans un cérémonial romain ; finalement, l'influence de l'Église devient si dominante, qu'on a pu appeler la chevalerie un « sacrement ». Ainsi l'idée de devoirs moraux s'incorpore à celle de devoirs militaires. Cette association de devoirs caractérise, dans sa maturité, l'institution chevaleresque.

Décrivons le cérémonial de l'adoubement au moment où il se présente dans sa plénitude, au xii^e siècle. Rarement on verra une femme ou un clerc armer un chevalier.

L'usage presque universel est qu'on soit fait chevalier par un chevalier. Ce parrain en chevalerie sera de préférence un vaillant notoire : père, oncle, suzerain.

Le damoiseau prend un bain ; il fait dans la chapelle du château ou au « moûtier » voisin la « veillée des armes ». L'épée a été déposée sur l'autel pour être sanctifiée. La messe est célébrée. Elle est suivie d'un festin. Puis, le jeune homme se rend sur le perron du château. Là, devant une nombreuse et brillante assistance, il reçoit l'épée avec le baudrier ; on lui chausse les « éperons d'or » ; il coiffe le haubert, reçoit le heaume, l'écu, la lance ; enfin, vient la « paumée » ou « eolée », formidable coup administré au chevalier par le parrain qui, du plat de la main, frappe le jeune homme sur la nuque et souvent le fait chanceler : épreuve réelle, inconnue en Angleterre, mais dont nos chansons de gestes nous dépeignent les mères françaises très émues. Au XIII^e siècle, l'officiant procède à la bénédiction des armes, prononce un sermon de circonstance, décrivant les devoirs de la chevalerie et les engagements qu'elle implique, donne au damoiseau un léger soufflet qui remplace la paumée, et fait lui-même remise de l'épée.

Sitôt adoubé, le nouveau chevalier monte sur un bon « dextrier » sans toucher les étriers ; il fait admirer sa prestance dans un temps de galop, appelé « l'eslais », et termine en s'élançant contre une quintaine. Désormais, il n'a plus qu'à attendre la prochaine « chevauchée » pour faire montre de sa « prouesse ».

L'adoubement sur le champ de bataille est un mode très ancien, et qui a persisté. Avant ou après la bataille, l'usage est de créer de nouveaux chevaliers. L'extension de cet usage marque surtout les grandes guerres des XIII^e et XIV^e siècles.

Le XIII^e siècle nous a légué un petit poème, l'*Ordène de Chevalerie*, où l'on peut voir jusqu'à quel point l'in-

fluence religieuse a été raffinée. Tout a été transfiguré par un savant symbolisme : ainsi, l'épée du chevalier est à deux tranchants, « parce qu'avec l'un il doit frapper le riche qui opprime le pauvre, avec l'autre le fort qui opprime le faible » ; les éperons d'or enseignent qu'il faut être aussi docile à la volonté divine que l'est le cheval à l'éperon du cavalier. Cependant, pour si idéalisé que l'Église ait voulu le chevalier, elle ne l'a point expurgé de toute violence. A certains égards même pourrait-on dire qu'en consacrant la chevalerie, elle a contribué à perpétuer les mœurs guerrières.

De fait, la noblesse française est restée militaire. Elle n'est pas devenue, comme la noblesse anglaise, une caste politique. Hantée par la guerre, elle n'a cherché dans le monde que des occasions de se désennuyer et de se distinguer l'épée en main. Soldat barbare en dépit de tous les symbolismes qui l'effleurent sans le pénétrer, le féodal demeure d'une psychologie à la fois enfantine et sauvage. Du sauvage et de l'enfant il a toute la violence et toute la mobilité. C'est l'homme des brusques revirements, des emportements soudains, des cruautés effroyables, des repentirs émouvants, des attendrissements subits. Sa dévotion est intermittente, sa religion superstitieuse. Surtout, il tient d'une race vigoureuse et d'un sang jeune un débordant excès de forces, que des saignées fréquentes et presque périodiques tempèrent difficilement.

Ce superflu de forces vives a été l'une des calamités de la société féodale. Les populations n'ont respiré qu'au lendemain des grandes éliminations qui ont décimé le corps seigneurial : croisades, guerre de Cent ans, finalement guerres d'Italie. Ces batailles où périt, selon la formule favorite des chroniqueurs, « la fleur de la chevalerie » d'un pays, sont de belles journées de promesse, des victoires pour la civilisation.

La courtoisie. — Si la féodalité est demeurée bien brutale dans son ensemble, il serait cependant injuste de ne pas faire place à cette échappée d'idéal, — oasis de poésie dans le désert moral de la barbarie tenace, — à la « courtoisie » qui représente le goût du délicat, le respect de la femme, le souci raffiné de l'amour. Comme l'a écrit Ach. Luchaire, « la courtoisie est née dans la France du Midi. Les troubadours de ce pays ont appris à une noblesse occupée de guerres et de pillages le raffinement de l'amour chevaleresque et le culte de la femme ». La doctrine de l'amour courtois est précisée par l'historien des troubadours, J. Anglade, en ces termes expressifs : « Dans la poésie courtoise des troubadours, l'amour est conçu de très bonne heure comme un culte, presque comme une religion. Il a ses lois et ses droits ; les uns et les autres forment une sorte de code du parfait amant. »

En somme, le « vasselage amoureux » réalise une combinaison de la chevalerie et du sentiment, qui n'est pas seulement poétique et littéraire, mais qui rejait sur la réalité. Le chevalier adore « la dame de ses pensées » ; il la distingue dans l'assistance, tandis qu'il s'évertue au « tournoiement » ; et la femme, à tant d'égards sacrifiée dans la vie conjugale, prend dans la société courtoise un relief singulier. L'épopée du nord elle-même n'exalte pas seulement l'héroïsme des preux, elle esquisse parfois de douces et tendres figures : Aude n'est-elle inséparable de Roland ?

A dire vrai, bien que surtout méridionale, la « courtoisie », par l'influence des troubadours sur les trouvères, s'acclimate aussi dans le nord. Les troubadours eux-mêmes la portent partout avec eux : en Espagne, en Portugal, en Italie, en Angleterre, en Orient. Une littérature brillante resplendit aussi en Allemagne. Sans doute, la poésie s'arrête souvent à la surface ; elle ne change pas toujours l'âme des auditeurs. L'on pourrait

eiter tel prince, protecteur de troubadours, qui égalait en cruauté les pires mécréants. Il n'en est pas moins vrai que l'audition sans cesse répétée de ces belles chansons, où se célébraient, en séduisant langage, la fidélité, la magnanimité, la patience et la loyauté, n'étaient pas indifférente à l'évolution des mœurs.

Les troubadours errants qui allaient de château en château, — et n'étaient pas toujours eux-mêmes des modèles de vertu, — étaient donc, malgré tout, de bons pèlerins du progrès. Les châtelaines, qui les accueillaient et les faisaient ouïr, ne récompensaient pas seulement les adulations dont ils comblaient leur sexe; elles introduisaient dans les passe-temps de la vie noble quelque chose de plus pur que la quintaine ou le behourd, ou même que les exercices d'adresse des jongleurs; elles contribuaient à entretenir la flamme d'un lyrisme moralisateur, à assouplir la langue en formation; elles travaillaient à rendre le présent plus supportable et l'avenir meilleur.

La vie religieuse, le monastère. — Le « moûtier » (*monasterium*), le couvent (*conventus*), c'est, en face du château seigneurial, l'autre symbole caractéristique de la société médiévale.

Les monastères ont été innombrables au moyen âge. Un immense développement du monachisme avait été assuré de bonne heure en Occident par la fusion des principes de l'irlandais saint Colomban et de l'italien saint Benoît de Nursie. Puis, la grande réforme bénédictine, œuvre de saint Benoît d'Aniane, réalisa un équilibre d'organisation intérieure qui fit de l'abbaye et des prieurés bénédictins des facteurs essentiels de la civilisation carolingienne. Le ^xe et le ^{xi}e siècle donnèrent au clergé « régulier » un élan décisif.

L'ordre de Cluny, fondé, en 909, par le comte Guil-

laume le Pieux et l'abbé Bernon, successivement illustré par saint Mayeul, saint Odilon, saint Hugues et Pierre le Vénérable, compta plus de trois mille maisons éparses dans tous les pays de la chrétienté, du Portugal aux royaumes scandinaves. L'ordre de Cîteaux, fondé par saint Robert de Molesme, en 1098, reçut son impulsion de saint Bernard, la plus haute personnalité de l'Église au XII^e siècle.

Saint Bernard était un ascète; il se nourrissait, au témoignage de son biographe, le moine Geoffroy, de petits morceaux de pain trempés dans de l'eau chaude; il mortifiait son corps avec une vigueur inlassable. Accusant l'ordre de Cluny de trop accorder au monde, saint Bernard fit de l'ordre cistercien un institut inflexible, dont l'esprit s'opposait à l'esprit clunisien : saint Bernard fait même en termes véhéments le procès de l'art déployé dans les églises clunisiennes; il y répond par la sobriété rigide des églises cisterciennes. La couleur de la robe, elle aussi, faisait contraste : à la robe noire du Clunisien fait pendant la robe blanche du Cistercien.

Or, Cîteaux se développa parallèlement à Cluny. La maison mère eut d'abord les quatre filles (Clairvaux, Morimont, La Ferté, Pontigny), puis les petites-filles. En 1300, l'ordre comptait sept cents couvents d'hommes et autant de couvents de femmes ou davantage.

La Chartreuse de saint Bruno, ordre sévère aussi, offrit dès le début cette originalité de ménager, à l'intérieur du couvent, une vie d'ermitage à chaque moine. Fondé à la fin du XI^e siècle, cet ordre compta jusqu'à cent quatre-vingts maisons, dont douze de femmes. Quant aux Prémontrés de saint Norbert, établis vers 1120, ils se développèrent surtout en pays germaniques.

En dépit des réformateurs qui apparaissaient presque périodiquement, les ordres subissaient tous, plus ou moins, avec le temps, la contamination du succès.

Les biens affluaient, des abus se produisaient. Au XIII^e siècle, une réaction nouvelle fit apparaître un type nouveau : l'ordre mendiant.

L'âme des anciens anachorètes, conservée seulement çà et là par des ermites perdus dans des coins de montagnes, revit au contact de l'Orient. L'ordre des Carmes vient de Terre Sainte. Mais l'idée de l'ordre mendiant, fondé sur le vœu de pauvreté, prend surtout de l'extension par l'extraordinaire fortune des Franciscains et des Dominicains.

Les Franciscains ou Frères Mineurs, à la robe brune, fondés par saint François d'Assise, en 1208 ou 1209, se doublent des Damianistes et se triplent du Tiers-Ordre, qui ont le même inspirateur. En 1264, il y a déjà plus de deux cent mille Franciscains. A la fin du siècle, le premier rang en importance, parmi les ordres mendiants, passe aux Dominicains ou Frères Prêcheurs, à la robe blanche, fondés par saint Dominique, à l'occasion de la lutte contre l'hérésie albigeoise. Saint Dominique établit d'abord le monastère de Prouille, puis celui de Saint-Romain à Toulouse. L'exceptionnelle puissance de l'ordre lui vint de la mission qu'il reçut de gérer l'Inquisition de la Foi.

Enfin les ordres militaires, fondés en Terre Sainte pour la défense de la Syrie latine, entretinrent des maisons en Occident, et y refluèrent après la perte des établissements d'Asie : Templiers, Hospitaliers de Saint-Jean, et, en Allemagne, Ordre Teutonique. Les premiers évoluèrent vers la banque et s'attirèrent de telles haines et de telles convoitises qu'ils disparurent tragiquement au début du XIV^e siècle; les seconds se perpétuèrent sous les appellations successives de Chevaliers de Rhodes et Chevaliers de Malte; enfin, l'Ordre Teutonique, transféré en Prusse, s'adonna à la germanisation des marches orientales au détriment de

la Pologne, contre laquelle il soutint de terribles luttes.

A l'origine, les clercs réguliers dépendaient de l'évêque comme le clergé diocésain. Le privilège de l'« exemption » libéra les réguliers de l'« ordinaire », et le privilège de l'« immédieté » les rattacha directement au Saint-Siège. Les ordres monastiques devinrent, de cette façon, comme les piliers de l'église romaine, et consolidèrent, dans la chrétienté, la monarchie pontificale. L'abbé de la Trinité de Vendôme s'intitulait fièrement « alleutier de saint Pierre » (*alodiarius sancti Petri*). L'abbé du moyen âge, crossé, mitré, annelé, pourvu d'une juridiction, a grande allure. L'abbaye chef d'ordre et les maisons qui lui sont affiliées forment une république monastique, dont le rayonnement est vaste et pénétrant.

Ces établissements pieux sont des centres d'exploitation agricole, mais aussi des centres d'enseignement, de culture intellectuelle. On y scrute les problèmes les plus profonds de la spéculation philosophique, et des penseurs comme Bacon, Albert le Grand, saint Bonaventure, saint Thomas honorent leur siècle. On y est artiste, témoin les constructions, les miniatures. On y cultive la littérature, on y copie les manuscrits même profanes, on y compose des traités sur toute chose, voire des poésies. On y fait surtout de l'histoire. La plupart de nos chroniques viennent des couvents. A Saint-Denis, nécropole des Capétiens, une vocation historique est née avec Suger. C'est là que se constitue la première histoire suivie du royaume : c'est d'abord une simple compilation, sans originalité; mais le ministre et biographe de Louis le Gros donne l'exemple d'écrire de première main, et, de ces efforts, sortira l'ensemble infiniment précieux des « Grandes Chroniques de France ».

Si occupés qu'ils soient dans leurs couvents, les abbés

et les moines sortent volontiers de l'enceinte. Ils se mêlent au siècle. Saint Bernard en donne l'exemple, lui qui parcourt le monde, non seulement pour répandre sur les foules les exhortations de sa brûlante éloquence, mais aussi pour s'entremettre entre les pouvoirs en conflits, pour censurer papes et rois. De même, l'humble moine est l'émissaire souvent désigné par les grands du monde, et pas toujours pour son bien. Car le moine est assez mal vu des séculiers. Il se colporte sur lui mille récits peu flatteurs, et l'on se plaît à rendre odieuses ou grotesques ses défaillances individuelles.

A la vérité, les monastères du moyen âge étaient trop peuplés pour que plus d'un égaré n'ait pas oublié sa règle et cherché à s'étourdir au dehors. La vocation n'a pas toujours précédé la tonsure. Il y a des moines de hasard, des moines malgré eux, des moines par force. Ainsi s'expliquent les anecdotes peu édifiantes que la littérature profane met son zèle à vulgariser, épisodes réels ou imaginaires, amusants lorsque la plaisanterie n'est pas trop lourde, mais qui ne sauraient être mis en balance avec le rôle hautement moral et civilisateur que remplissent les établissements monastiques dans l'histoire des temps féodaux.

L'Eglise séculière. — En regard du clergé régulier, le clergé « séculier », plus mêlé au monde, est, par ses traits distinctifs, moins caractéristique. L'évêque y domine. Il gouverne le diocèse, entouré du chapitre que forment les chanoines.

Le temporel constitue un « bénéfice » qui assure au prélat de larges revenus et aux chanoines leurs « prébendes »; le doyen y a souvent double part. On voit les chanoines prêter hommage à leur évêque; mais des statuts interviennent pour enrayer ce mouvement. Le chapitre forme une « université » capable de recevoir et de

posséder. Il y a donc des biens propres du chapitre.

La cathédrale joue dans la cité un rôle de premier rang. De somptueuses cérémonies se déroulent dans ses vastes nefs. Ses sculptures et ses vitraux instruisent presque autant que les prêches. Le chant, jalousement cultivé, est un art de plus, auxiliaire, lui aussi, de l'architecture religieuse. L'éclat du luminaire, luxueusement entretenu par des donations incessantes, vient encore rehausser les solennités variées et nombreuses où se pressent les fidèles. La note originale des « mystères » apporte un charme naïf, à demi profane, à ce culte si démonstratif. Les processions le répandent au dehors, et il faut évoquer, pour en goûter les magnificences, la splendeur des dais, la massive orfèvrerie des croix, la richesse délicate des châsses, le cortège des pénitents de toutes couleurs avec leurs cagoules et leurs bâtons de confréries.

L'activité des évêques ne se borne pas à ces cérémonies, où leur personne, mitre en tête, crosse en main et le geste bénissant, apparaît si majestueuse aux foules agenouillées. Les visites pastorales prennent une part notable de leur temps. Ce sont des visites nécessaires et consciencieuses, dont il est tenu des registres qui nous édifient.

L'évêque va en pèlerinage, il va en croisade. Les centres de pèlerinage sont nombreux : tels, parmi les plus illustres, Saint-Martin de Tours, Saint-Benoît-sur-Loire, Notre-Dame du Puy, Saint-Sernin de Toulouse, Saint-Jacques de Compostelle. Le culte des saints a battu son plein au IX^e et au X^e siècle : on recherche alors partout des reliques, on les dérobe au besoin. Chaque église s'évertue à faire remonter son patron aussi près que possible du Christ. Ainsi naît la légende de l'apostolicité des églises, dont la critique moderne a eu tant de mal à dissiper l'illusion.

Mais le pèlerinage par excellence a été celui du Saint-Sépulchre. L'intolérance musulmane oblige, au XI^e siècle, les pèlerins à s'organiser en troupes armées : du pèlerinage en masse, dérive la croisade, qui suscite un enthousiasme délirant et remue la société féodale jusque dans ses profondeurs.

Seigneur féodal en même temps que pasteur, l'évêque du moyen âge doit consacrer aux soucis profanes une part de son énergie. Conflits de juridiction, luttes contre les puissances hostiles qui cherchent à rogner quelque chose des biens ou des droits de l'église, mettent le prélat en perpétuelle alerte. Nombreux sont les procès qui surgissent. Évêques et monastères ont souvent maille à partir. Les rapports avec le Saint-Siège ne sont pas toujours faciles ; il faut se rendre *ad limina*, et les démêlés avec la curie sont un autre aspect de l'âpre lutte pour la vie qui s'impose à toutes les classes de la société féodale.

La vie urbaine. — Les villes de l'époque féodale ont trois origines possibles : les unes remontent à l'antiquité, les autres ont été formées à l'époque carolingienne, les dernières, enfin, sont de date récente. La plupart des grandes villes françaises sont d'origine romaine ou pré-romaine : Paris, héritière de Lutèce ; Lyon et Marseille ; Nîmes, Toulouse, Bordeaux. Parmi les villes les plus brillantes de l'époque romaine, il en est qui ne subsistent que bien diminuées : Narbonne, Arles, Sens, Autun. Les restes de l'art antique n'y sont parfois que plus apparents.

Les invasions et les troubles des IX^e et X^e siècles ont déterminé la création ou la croissance de refuges qui deviennent des villes, comme Montpellier ou Perpignan. Souvent, ces agglomérations se cristallisent autour d'un centre de résistance défensive ou de protection

morale : château ou mouûtier. Ces dernières prennent volontiers un nom de saint : Saint-Dié, Saint-Claude, Saint-Antonin. Ou bien encore, elles empruntent leur nom à la « Sauveté » (au midi « Salvetat ») qui leur a donné naissance.

Enfin, l'époque capétienne, héritière des villes antérieures, en instaure de nouvelles, soit par transformation de villages en villes, soit par création de « villes neuves ».

La transformation du village en ville est assez fréquente. Toutefois, il ne faut pas en juger du point de vue moderne. Aujourd'hui, nous dirions qu'un village est devenu ville si, en raison d'un essor économique rapide, sa population se multiplie, son importance industrielle et commerciale s'accroît très notablement, son aspect s'embellit, sa vie s'anime et prend l'éclat relatif que notre pensée associe au concept d'existence urbaine. On ne l'entend nullement ainsi au moyen âge : entre le village et la ville, la différence ne vient pas du chiffre de la population ou de l'élégance de la vie, mais d'une considération d'ordre militaire. La ville est dénommée telle du fait de ses fortifications. La langue usuelle est ici fort instructive : cité (*civitas*), c'est la ville épiscopale ; place (*oppidum*), c'est toute autre ville. Les termes latins « *urbs* » et « *castrum* » sont des réminiscences littéraires. Transformer un village en ville, c'est donc le ceindre de remparts solides, capables de faire face à un siège. Les guerres féodales, les intérêts seigneuriaux sont à la base de telles transformations. La ville a pour origine soit une nécessité stratégique, soit une opération financière. En ce cas, il s'agit de constituer dans la seigneurie, en un point désigné par le courant des échanges, un marché bien à l'abri. C'est ainsi que, par exemple, deux villages de Franche-Comté, Poligny et Arbois, deviennent villes au ^{xiii}e siècle.

Le même souci d'ordre économique est généralement

à l'origine des « villes neuves » dont la formation est si curieusement caractéristique des ^{XII}^e, ^{XIII}^e et ^{XIV}^e siècles. Puissances grandes et petites semblent prises d'émulation : abbés, évêques, barons, princes, rois, empereurs. Certains seigneurs ont été d'acharnés bâtisseurs de villes. Les ducs allemands de Zaehringen ont érigé des villes nombreuses, dont trois d'une singulière importance : Fribourg en Brisgau, Fribourg en Suisse, Berne. Louis VII, Philippe Auguste ont été, en France, parmi les plus zélés multiplicateurs de villes neuves. Dans le centre et le midi, Alphonse de Poitiers, frère de saint Louis, a littéralement semé les villes nouvelles.

A vrai dire, la ville neuve est une spéculation, une forme de l'exploitation seigneuriale. Il s'agit de soutirer les sujets du seigneur voisin, d'arrêter le trafic au profit d'un point choisi, de créer un nœud d'échanges. Les « bastides » qui foisonnent dans le Tarn, le Tarn-et-Garonne, le Gers, sont dressées en concurrence des grandes républiques municipales comme Toulouse. L'instauration de bastides est si précieuse, si efficace, que, pour affaiblir définitivement la maison comtale de Toulouse expirante, la royauté lui interdit toute création de ce genre.

Les fondateurs de villes ont soin de les pourvoir de privilèges. La vie industrielle et commerciale sera favorisée, les bourgeois seront alléchés, sans cependant que s'évanouisse l'autorité du seigneur. Qu'elles tirent leur nom de leur nouveauté (Villeneuve, Neufville, etc.) ou de la beauté de leur site (Beaumont, Belleville, etc.) ou de leur sécurité (Puységur, Labastide) ou de leur créateur (Beaumarchais) ou encore de villes françaises ou étrangères renommées (Beauvais, Bruges, Fleurance, Cordes, c'est-à-dire Cordoue, Pavie, Damiate), ces villes se distinguent, à l'ordinaire, par la régularité de

leur plan en quadrilatère, aux rues se coupant à angles droits, et ménageant à peu près au centre la place entourée d'arcades, avec l'église et la maison commune. Peu de ces villes ont eu grande fortune; ce sont, pour la plupart, de petites métropoles locales, mais nombre d'entre elles ont parfaitement tenu ce rôle, qui leur était dévolu, et le conservent encore.

Villes grandes et petites, anciennes et récentes, sont très jalouses de leurs privilèges, très attentives à user de leurs droits. Leur bourgeoisie règle par le menu la vie quotidienne. Les règlements municipaux sont d'une minutie extrême, ils s'étendent à tous les détails : prix des denrées, organisation du travail, police, voirie, mœurs. La ville s'occupe volontiers de l'instruction; elle loue des régents d'école. Parfois elle appelle et appointe des médecins. Elle gère des hôpitaux, des hospices, des maladreries. Elle s'enquiert de l'état hygiénique de la contrée, se tient au courant des menaces d'épidémies, s'efforce de parer de son mieux au fléau périodique et souvent si effroyable de la peste. Hors de la ville, les lazarets et léproseries reçoivent les lépreux. Ils ne s'approchent des maisons que rarement. Leurs vêtements voyants et le tintement de leur clochette écartent de leur contact. On leur jette de menues monnaies qu'ils ramassent : ce sont les déshérités de cette société, pourtant à bien des égards si miséricordieuse.

L'alimentation est une des préoccupations fondamentales du corps de ville. La récolte du blé est-elle insuffisante, il s'agit d'en obtenir du dehors. Boulangerie et boucherie sont étroitement surveillées, parfois affermées par la ville.

Ainsi chargé de ce rôle de providence, le corps municipal a grand prestige. Le décor dont il s'entoure y contribue. Les peintures des *Annales* de Toulouse, en parties conservées, donnent notamment une haute idée

de la majesté du cortège consulaire, avec ses belles robes mi-parties à parure d'hermine.

Un trait fréquent de la ville du moyen âge, c'est sa dualité. Les villes primitives étaient sises sur la hauteur. Quelquefois la ville est descendue à l'époque romaine : Gergovie à Clermont, Bibracte à Autun. Mais souvent, la ville romaine, ceinte de remparts, s'est ensuite doublée d'une ville plus récente, étalée hors des murs. La cité de Carcassonne conserve encore la disposition d'une ville primitive qu'une ville plus moderne continue à ses pieds. Alfred Leroux a pu faire l'histoire des « deux villes » de Limoges. A Toulouse, tandis que l'antique cité romaine conservait ses remparts, le « bourg » formé entre la cité et l'abbaye de Saint-Sernin avait pris, au ^{xiii}^e siècle, un développement considérable. Parfois, comme Rodez-bourg et Rodez-cité, deux municipalités distinctes se juxtaposent. Ailleurs, — et c'est le cas de Toulouse — cité et bourg ont une municipalité unique : les consuls, appartenant par moitié à chacune des deux villes, appliquent à l'ensemble une seule et même administration.

Très inégale était l'importance des villes à l'époque féodale. Mais quel que fût l'élan de ses rivales, Paris avait pris déjà une avance décisive. Les historiens de Philippe Auguste, Rigord et Guillaume le Breton, célèbrent à l'envi la précellence de la capitale. Voici, assurément, des expressions enthousiastes : « De même que la lune dépasse en clarté les étoiles, de même cette ville, siège de la royauté, élève sa tête altière au-dessus de toutes les autres. » Philippe Auguste n'est pas seulement le bâtisseur du Louvre, c'est lui qui, au témoignage de Rigord, ordonne les premières mesures pour le pavage des rues de Paris. A la veille de la guerre de Cent ans, ce ne sont pas seulement ses trois cent mille habitants qui assurent la prépondérance à la ville royale : la prospé-

rité de son université, l'essor de ses industries, l'élan de son commerce, tout contribue à faire de l'opinion parisienne une des forces vives de la nation. La tentative hardie d'Étienne Marcel, qui faillit instaurer en France un régime constitutionnel fondé sur une fédération de communes, suffit à mesurer à quel haut degré était parvenue, surtout au cœur du domaine royal, l'intensité de la vie urbaine.

La vie rurale. — Cette avance des villes tendait à agrandir la distance qui les séparait des campagnes. Durant le haut moyen âge, la distance avait été presque nulle. Puis, l'émancipation urbaine, timidement suivie par quelques communautés villageoises, avait laissé loin derrière elle la lourde masse paysanne. Le village a pourtant son histoire, comme la ville.

Le grand domaine, unité économique rurale, apte à se suffire lui-même, se présentait encore à l'époque franque sous la forme d'une vaste étendue, dont la majeure part, répartie en tenures, était cultivée par des paysans fort dispersés, chaque ménage ayant bâti sa cabane sur le lot ou « manse » qui le faisait vivre. Les invasions pillardes des ix^e et x^e siècles, — celles des Normands, des Sarrasins, des Hongrois, — déterminèrent une profonde transformation. De même que l'ancienne « sala » ou habitation du maître prend figure de château, de même les paysans, pour se prêter mutuelle assistance, resserrent leurs maisons en villages. Parfois, le village se groupe autour du château pour jouir de sa protection. La chapelle du seigneur devient église paroissiale, et l'on a remarqué qu'un grand nombre de villages portent des noms de saints vénérés plus spécialement à l'époque carolingienne. Parfois, les tenanciers de plusieurs domaines juxtaposent leur habitat : c'est l'origine d'un enchevêtrement complexe des droits seigneuriaux.

Ces groupements font mieux apparaître les intérêts communs. Nous avons déjà vu naître l'administration collective des communaux. En certaines régions, la marche germanique en fortifie la notion. Un troisième type d'administration rurale semble remonter au régime carolingien lui-même, c'est la « cour colongère », qui se perpétue, surtout dans le nord et les pays rhénans, comme un îlot respecté par le flot féodal. Il faut y voir, en effet, l'administration consolidée de l'immuniste, comte sur sa terre.

Depuis le ^x^e siècle, le village ne change plus guère. La paroisse en est le cœur. Le moyen âge évolué inaugure le village fortifié : mais il s'agit d'une protection sommaire et incomplète, propre à mettre la population à l'abri d'un coup de main, insuffisante cependant pour constituer une place forte, c'est-à-dire une ville.

Exposée par l'absence ou l'insuffisance de protection au malheur des guerres, la population rurale subit de rudes épreuves au long des siècles féodaux. La littérature féodale, qui s'adresse aux privilégiés, ne trace guère du paysan que des caricatures. Le poète de *Garin le Lorrain* décrit ainsi le vilain Rigaut :

« Il avait d'énormes bras et des membres massifs, les yeux séparés l'un de l'autre de la grandeur de la main, de larges épaules, une vaste poitrine, la chevelure toute hérissée, le visage noir comme charbon. »

C'est pourtant ce vilain et ses semblables qui nourrissent le pays, y compris nobles et clercs. Mais, peu en ont cure parmi ceux-ci et diraient avec le compatissant trouvère Benoit de Sainte-More :

« Ce sont eux qui font vivre les autres, qui les nourrissent et sustennent, et eux-mêmes endurent les plus grands tourments, les neiges, les pluies, les tempêtes. Ils ouvrent la terre avec leurs mains à grand mésaise et à grand faim. Ils mènent

vie âpre, souffreteuse et mendiante. Et sans cette race d'hommes, je ne sais en vérité comment les autres pourraient durer!

Le mépris est général à l'égard du paysan; la manière forte est réputée la seule qui puisse valoir avec lui : « Oignez vilain, il vous poindra; poignez vilain, il vous oindra. »

La vie des campagnes se déroule donc monotone, laborieuse et misérable, entre les alertes trop fréquentes dont la menace est sans cesse suspendue sur la cabane et sur les champs. Et cependant, telle est la vitalité de la race, telle est aussi sa capacité de travail et d'épargne, qu'elle ne cesse de monter. L'effort quotidien, que rien ne lasse, est le grand moteur de cette ascension, lente, mais sûre.

Les paysans ont plutôt retardé qu'accélééré leurs progrès par les révoltes auxquelles, dans certaines circonstances tragiques, ils ont eu l'imprudence de se livrer. Ces mouvements inconsidérés ne sont, d'ailleurs, que trop aisément explicables par l'exaspération paysanne. Celui qui travaille a besoin d'être protégé. Le régime seigneurial, tourné en exploitation égoïste, néglige l'intérêt général, sauvegarde mal le travailleur, le honnit et le persécute. La colère et l'impatience bouillonnent. De là ces révoltes de ruraux qui jalonnent le moyen âge. Elles commencent de bonne heure. Ce sont d'abord des actes isolés, pillages, assassinats, tels que nous en glanons des exemples chez l'un de nos auteurs les plus sincères, Guibert de Nogent. En 1008, la minorité d'Alain IV de Bretagne a été le signal d'un soulèvement de paysans bretons. En Normandie, c'est un soulèvement paysan qui communique au célèbre *Roman de Rou* sa couleur si dramatique. Le XII^e siècle est fertile en épisodes du même genre. Au XIII^e siècle, c'est l'ample mouvement des Pastouraux; et c'est, au XIV^e siècle, la rafale de la Jacquerie.

Si sauvagement réprimées qu'aient été ces révoltes, elles-mêmes brutales et sanguinaires, la population rurale n'a pas été contaminée dans ses profondeurs. La guerre de Cent ans a fait surgir dans les campagnes françaises la conscience de la patrie. Duguesclin captif compte sur les fileuses de France pour payer sa rançon. Jeanne d'Arc sort du peuple et puise dans l'âme du peuple le meilleur de sa force. C'est dans les chansons populaires que résonnent, au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle, les accents les plus spontanés et les plus émus du patriotisme souffrant et triomphant.

La vie universitaire. — La France féodale était relativement riche en écoles. Outre les régents qui exerçaient dans les villes, librement ou plus souvent engagés et contrôlés par les corps municipaux, chaque chapitre cathédral, chaque grand monastère avait ses écoles. On n'y instruisait pas seulement les futurs clercs, on y admettait des enfants de toute origine et de toute condition.

La maîtrise, *licentia docendi*, était accordée sous le contrôle de l'autorité ecclésiastique. Ce qu'on peut appeler alors l'enseignement supérieur était réservé aux grandes écoles (*studia generalia*) : le premier degré était formé par les sept arts libéraux du *trivium* et du *quadrivium* ; le second degré, par les disciplines spéciales, médecine, lois, décrets (droit canon), théologie. Les principales écoles françaises furent celles de Paris, Orléans, Angers, Toulouse, Montpellier. Paris était surtout renommée pour la dialectique et la théologie ; Orléans, pour le droit ; Montpellier, pour la médecine. Trois de ces centres d'études furent officiellement érigés en universités au ^{xiii}^e siècle : Paris, Montpellier, Toulouse.

Pris, au sens intellectuel qui, aujourd'hui, lui est réservé, le mot « université » ne s'écarte pas du sens

général que nous lui connaissons au moyen âge, celui de collectivité constituée en personne civile. Les universités de docteurs et d'étudiants se forment pour donner et recevoir des leçons. Si à Bologne le recteur est un étudiant, à Paris et à Montpellier, bien que la haute main appartienne aux maîtres, les écoliers ont cependant une participation à l'administration.

Les universités du moyen âge tiennent dans la société une place éminente. Paris brille d'un incomparable éclat. La foule des écoliers qui se serrent autour d'un maître comme Abélard a fait sur les imaginations une impression profonde. La montagne Sainte-Geneviève acquiert une célébrité universelle. Le quartier latin se trouve fixé pour un lointain avenir.

Baudoin de Flandres, empereur de Constantinople, a songé à faire venir dans sa capitale des maîtres parisiens. L'heure n'était pas venue des missions de conférenciers. Ce sont les étudiants qui doivent se déplacer. Il en vient de tous pays sur les bords de la Seine : les « nations » se coudoient autour des écoles, les « collèges » se multiplient. Un régime analogue se retrouve à Montpellier et à Toulouse, où les fondations collégiales sont prospères.

L'étudiant vit au collège ou au couvent. A côté des laborieux, les vagabonds, *vagi scolares*, ne sont pas rares. Il y a les étudiants ouvriers, qui gagnent de leurs mains à la fois la nourriture de l'esprit et celle du corps ; il y a les étudiants mendiants, que la charité entretient ; il y a aussi ceux qui, plus heureux, peuvent compter sur l'aide de la famille pour subvenir aux frais de leur éducation, témoin cet extrait d'une lettre écrite par un étudiant d'Orléans du XII^e siècle, traduite par Léopold Delisle :

« Nous croyons devoir faire appel à votre tendresse paternelle et vous prier de nous envoyer par le porteur des

présentes assez d'argent pour acheter du parchemin, de l'encre, un écritoire et les autres objets dont nous avons besoin. »

Il n'est pas ici question de livres, c'est-à-dire de manuscrits. Ils étaient fort chers, difficiles à se procurer en dehors des maigres bibliothèques des collèges. Les cours dictés des professeurs y suppléaient le plus souvent. Toutefois, les libraires figurent parmi les « suppôts » (il faut entendre les auxiliaires) de l'université. Comme les maîtres et les écoliers, les suppôts sont placés sous la précieuse sauvegarde des privilèges universitaires, que l'autorité ecclésiastique, protectrice de l'université, n'a garde de laisser périmer.

Cette subordination à l'Église, et somme toute au Saint-Siège — car toute l'organisation ecclésiastique gravite autour de Rome, — a eu pour les centres universitaires du moyen âge les plus graves conséquences. Les universités sont devenues surtout des académies théologiques et des citadelles d'orthodoxie. L'université de Toulouse a été, dès sa naissance, chargée de doubler l'Inquisition et de restaurer la vraie doctrine dans ce qui avait été le domaine de l'hérésie dite albigeoise. Elle réussit à faire une « ville sainte » de ce « foyer de pestilence » qui avait inspiré tant d'inquiétudes à Innocent III. De même, l'université de Paris, spécialement aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, sera la grande puissance régulatrice de la foi et de la discipline, et se montrera telle à travers les angoisses du Grand Schisme.

A une époque où tout ordre de connaissances était plus ou moins tributaire de la religion, cette orientation était l'inévitable rançon de la vie intellectuelle intense qui rayonnait autour des chaires des maîtres et des conciliabules d'élèves, et préparait de loin cet éveil de l'humanisme, qui devait être, à l'aurore des temps modernes, si efficacement évocateur.

La vie économique. — Le travail industriel au moyen âge a passé par deux phases : celle des ateliers seigneuriaux, celle des corporations de métiers. Le domaine seigneurial, héritier du domaine gallo-romain, se suffit économiquement à lui-même. C'est, durant le haut moyen âge, une unité économique qui ne fait guère appel à l'extérieur. A côté des cultivateurs, il y a des ouvriers. Les serfs des ateliers transforment sur place les matières premières. Tout ce qui est indispensable à la culture et à la vie est produit localement. Lorsque le seigneur bat monnaie, il a chez lui ses « serfs monétaires », qui font la frappe, et sont en même temps orfèvres. On appelle ces ateliers seigneuriaux « les offices » (*officia*). S'il y a des excédents de production, l'intendant se charge de les vendre.

Comparativement à ce travail des offices domaniaux, le travail libre semble avoir été longtemps presque négligeable. Mais, lorsque se produit ce réveil économique dont nous avons déjà noté maints effets, la situation se modifie. L'esprit d'association soulève l'industrie; les ateliers seigneuriaux sont entraînés par le mouvement. Emancipés à leur tour, ils viennent se fondre avec le travail libre dans le cadre de la corporation, devenue le type industriel du moyen âge évolué.

La corporation se développe au XII^e siècle et se généralise. Elle est parfaitement organisée au XIII^e. Toute corporation de métier est une « université », jouissant de la personnalité civile, ayant sceau et bannière. Les corporations ont des biens, elles sont parfois très riches. Le rôle politique bien connu de la corporation des bouchers de Paris, sous Charles VI, est une conséquence de sa prospérité et de sa forte organisation.

L'association formée par le métier a ses règlements; elle se gouverne elle-même par le moyen d'officiers

choisis dans son sein. Ces officiers sont appelés gardes, jurés, prudhommes; ils ont à leur tête un chef appelé maître, maire, mayeur de bannière ou capmester (*caput ministerii*) dans le midi.

Trois sortes de membres font partie de la corporation et sont soumis à sa réglementation : apprentis, ouvriers, patrons. La situation des apprentis est fixée par le contrat d'apprentissage; la durée du stage peut aller de six à onze ans. Les ouvriers, appelés aussi valets ou sergents (*servientes*), doivent avoir été apprentis; ils sont logés et nourris chez le patron, car l'ouvrier en chambre n'existe qu'à l'état d'exception. Le patron ou maître n'a obtenu sa maîtrise qu'après un examen portant sur la théorie du métier et après l'exécution d'un chef-d'œuvre constatant son habileté manuelle. En outre, il a dû payer un droit d'entrée. Le cas où ce droit se perçoit au profit du seigneur est un reste de l'ancienne condition de l'atelier domanial.

Il est difficile d'apprécier le degré de bien-être des artisans du moyen âge. En tout cas, aucun antagonisme ne se manifeste entre patrons et ouvriers. La grande industrie, telle que nous l'entendons, est inconnue : ouvriers et patrons travaillent côte à côte, vivent de la même vie.

Les règlements corporatifs visaient à un monopole. Ce monopole était cependant moins rigoureux qu'on ne l'a cru quelquefois. Un ouvrier étranger pouvait devenir maître, s'il avait fait son apprentissage dans des conditions qui donnaient satisfaction aux exigences des statuts. Les procédés techniques et les modalités du travail étaient objets de précisions minutieuses dans les règlements, car il s'agissait d'assurer la sincérité et le fini du produit. Enfin, la moralité et la solidarité des membres donnaient lieu à des prescriptions sévères. Les conditions d'apprentissage étaient

déterminées de façon à ne pas nuire aux intérêts légitimes des ouvriers. L'embauchage de tout ouvrier placé chez un confrère était interdit. Il était défendu de travailler pour un client qui n'avait pas payé le travail d'un confrère. En cas de mauvaises affaires, de chômage ou de maladie, une assistance venait en aide. L'association se chargeait habituellement de faire les frais de la sépulture de ses membres, et tous les confrères se faisaient un devoir de suivre le convoi funèbre.

Le même esprit d'association, qui a donné au métier sa physionomie corporative, a présidé aussi au développement du commerce. Dans l'insécurité générale qui entravait les échanges, seule l'association pouvait rendre la confiance, diminuer les dangers, atténuer les pertes. Les corporations marchandes de l'époque gallo-romaine et les ghildes germaniques offraient des antécédents. Toutefois, les formes caractéristiques de la société marchande du moyen âge ont été modelées par la pression des circonstances.

La société marchande, telle qu'elle se présente à nous à l'époque féodale, est à la fois société de défense, d'assurance, d'exploitation. Comme société de défense, elle ne recule pas devant l'entretien d'hommes d'armes, s'il est nécessaire; comme société d'assurance, elle est une mutualité qui garantit ses membres contre la destruction ou le dommage; comme société d'exploitation, elle opère sur le marché et ne craint pas d'aller jusqu'aux manœuvres d'accaparement pour réaliser des hausses factices. Ces sortes de sociétés portent des noms variés : hanses, ghildes, conjurations, confréries, charités, fraternités; parfois on les désigne sous le nom de banquets (*convivia*), à cause des repas qui réunissaient à certaines fêtes les adhérents autour de la même table.

Le grand commerce, ou du moins ce qu'on peut appeler tel à l'époque féodale, était aux mains de ces associations, de puissance fort inégale. L'approvisionnement au détail se faisait surtout dans les marchés et les foires, souvent d'une importance extrême : foires du Lendit, foires de Troyes, foires de Beaucaire étaient parmi les plus vantées.

En dehors des foires, il faut surtout compter sur les colporteurs, ces marchands ambulants dont l'âge d'or fut le ^{XI}^e siècle, et qui vont de château en château, la pacotille au cou. La création de plus en plus nombreux marchés, généralement hebdomadaires, tend à grouper ces humbles trafiquants à jours fixes au même lieu.

Le seigneur qui fonde une foire ou un marché veut y attirer vendeurs et acheteurs. A cet effet, il accorde des privilèges. Le plus courant de ces privilèges est la sauvegarde seigneuriale pour l'aller et le retour. D'autres privilèges sont plus inattendus, par exemple l'amnistie de certains délits concédée d'avance pendant la durée d'une foire. En retour des avantages qu'il confère, le seigneur s'assure des compensations. Il touche des droits sur les poids et mesures, sur les marchandises vendues. Parfois il se réserve la faculté de prendre pour lui les marchandises qu'il voudra, comptant ou à crédit, de préférence à tout autre acheteur.

L'intensité du mouvement économique, né de l'association et favorisé par elle, tout en la favorisant à son tour, se résout finalement dans une montée de la classe commerçante et industrielle. Cette ascension est d'autant plus sensible qu'elle correspond à un appauvrissement graduel de la classe seigneuriale. Ach. Luchaire a montré avec force le déséquilibre habituel du budget seigneurial, les expédients auxquels le noble doit recourir pour maintenir son train, le déficit chro-

nique auquel il doit faire face : malgré sa puissance politique et ses accès de colère, il est périodiquement la proie de ces usuriers professionnels qui ne comptent pour rien les interdictions dont l'Église frappe le prêt à intérêt; il traite avec les juifs, avec les lombards; il met en gage ses bijoux, sa vaisselle, ses fourrures de prix.

Sans doute, le goût de la dépense, l'émulation du luxe, le mépris des comptes et de l'économie sont pour beaucoup dans ce lamentable état financier où se débat la noblesse féodale du XII^e et du XIII^e siècle. Il faut cependant faire la part aux contingences historiques qui ont pesé sur cette noblesse et dont elle fut, à tout prendre, la victime. Les croisades ont coûté des millions et bouleversé l'équilibre des fortunes plus gravement peut-être qu'aucune série d'événements ne l'a jamais fait. En partie à cause de ce bouleversement, en partie à cause de l'augmentation de la production, un décalage des prix se dessine durant l'époque capétienne. L'argent perd de sa valeur par rapport à certains objets; la vie courante est moins chère. Le prix d'une poule a diminué, le prix du cheval de guerre a augmenté. Le seigneur qui reçoit en argent ou en nature des redevances fixes est moins bien renté, alors que ses dépenses augmentent. Quand un cheval lui revient à cent francs, il équivaut à la valeur de trois mille poules environ, depuis que la poule est revenue aux environs de quatre deniers.

Le malaise du seigneur a donc des causes profondes. On comprend alors de quelle oreille il accueillera, malgré toutes les objections de principes, ces marchands, ces artisans, ces bourgeois, ces vilains et ces serfs même qui viennent lui proposer d'acheter des privilèges. Les privilèges se multiplient donc, précipitant encore davantage l'évolution impitoyable qui joue contre le féodal.

Alors, à défaut d'une large utilisation du crédit, tous les contrats qui masquent, nous l'avons vu, le prêt à intérêt, se développent toujours davantage, accélérant la circulation des richesses. Ainsi peu à peu le monde s'achemine vers un régime nouveau, qui placera dans les formes les plus mobiles de la fortune l'axe central de la vie économique.

La vie privée. — La vie de l'individu s'ouvre par la naissance et le baptême. La date de naissance n'intéresse personne au moyen âge : alors que tant d'anniversaires sont l'objet de commémorations pieuses, il ne semble pas qu'aucune célébration du jour de naissance ait été signalée dans les documents. C'est le baptême qui compte, parce qu'il marque l'entrée dans la communauté chrétienne. Les non baptisés, tels les juifs, sont en marge de la société; ils sont parqués en des quartiers spéciaux, astreints à des signes particuliers sur leurs vêtements comme la rouelle; ils sont sujets à des spoliations arbitraires, et une législation d'exception les tient sous une constante menace.

Le baptême se célébrait primitivement par immersion; il se recevait dans ces baptistères, de forme architecturale habituellement circulaire, dont l'archéologie possède quelques spécimens précieux. Le baptême par immersion tomba ensuite en désuétude et le baptême par aspersion prévalut. Le baptistère fut remplacé par les fonts-baptismaux, et, par souvenir de l'ancienne règle qui excluait les non baptisés de l'église, les fonts furent placés aussi près que possible de l'entrée.

Le baptême de l'époque féodale s'administre aux tout jeunes enfants. Cette règle, qui n'était point la règle primitive, fut adoptée à l'époque carolingienne. Elle a persisté depuis.

Le parrain et la marraine, « compère » et « commère », tiennent l'enfant sur les fonts-baptismaux. La cérémonie à laquelle ils participent leur crée une charge morale que le moyen âge prend très au sérieux. Si, plus tard, il y a lieu d'attester l'âge de l'enfant, on recourra au prêtre qui l'a baptisé, au parrain et à la marraine. En ce cas, le parrain et la marraine font une déclaration, qu'ils appuient d'un serment prêté sur l'Évangile. Quant au prêtre, il ne jure point, il se borne à donner « sa parole de prêtre » (parole de prévoir).

Il ne semble pas que l'on ait songé avant le ^{xv}^e siècle à tenir dans les paroisses des « livres de baptêmes », tandis que des livres de mariages et de décès sont déjà signalés au ^{xiv}^e. Ces utiles registres, d'où devait naître, par laïcisation, l'état civil moderne, semblent s'être rapidement généralisés.

Pour les baptêmes, comme pour les mariages, il était de principe que le curé ne devait pas recevoir de rémunération. Toutefois un don ou aumône était toléré. La pratique en paraît avoir été tout à fait régulière.

L'enfant naturel et l'enfant légitime sont traités à peu près de même à l'époque barbare. Mais il arrive ensuite que, sous la pression de l'Église, hostile au bâtard, le moyen âge avancé lui mesure la part. Il y a eu, à ce sujet, une coexistence de deux courants d'idées extrêmement curieuse. De très grands et très puissants seigneurs sont et s'intitulent bâtards, depuis Guillaume le Conquérant qui se proclame fièrement « Ego Wilhelmus cognomine Bastardus », jusqu'au Grand Bâtard Antoine de Bourgogne, figure brillante du ^{xv}^e siècle. Pourtant, dans la plupart des coutumes, le bâtard est tombé dans une situation juridique inférieure. Il est exclu de tout droit normal à l'héritage. Il n'a pas lui-même d'héritier légitime. Parfois, on le répute incapable de tester, comme en Poitou.

La recherche de la paternité est permise à l'enfant naturel et à la mère. La légitimation peut avoir lieu soit par le mariage subséquent, soit par lettres de légitimation. Ce dernier procédé a été mis en pratique régulièrement par les rois à partir du ^{xiv}^e siècle. Mais les papes ont usé du droit de légitimer les bâtards avant les rois. C'est par Innocent III que Philippe Auguste a fait légitimer les enfants qu'il avait eus d'Agnès de Méranie.

L'hostilité de l'Église à l'endroit des bâtards a eu pour conséquence leur exclusion de principe des ordres religieux. Ainsi, l'Église, si hospitalière à toutes les classes de la société, fermait ses portes à l'enfant né hors du mariage. Toutefois, une dispense suffisait à faire disparaître, aux yeux de l'Église, le vice de la naissance.

La puissance paternelle, bien qu'affaiblie, par comparaison avec le régime antique, s'exerce fortement encore au moyen âge. Une de ses manifestations les plus curieuses est l'offrande d'un enfant à un monastère. L'enfant est un « oblat », un « donat », termes qui sont équivalents. Ces moines faits d'office sont surtout nombreux au ^x^e siècle. Ils ne sont pas toujours édifiants, comme le prouve l'exemple du turbulent Raoul Glaber, l'historien, offert à un couvent à l'âge de sept ans.

Primitivement, la puissance paternelle joue dans toute sa plénitude à l'occasion du mariage. La vente originaire de la fille par le père n'est plus au moyen âge qu'une fiction, mais elle a laissé dans la langue des traces persistantes, puisqu'on peut lire encore dans la *Vie de saint Alexis*, poème français du ^x^e siècle : « Douc li achatet filie ad un noble frauc. » Le consentement paternel au mariage est une survivance romaine. Il est curieux qu'elle trouve opposition dans l'Église. La doctrine ecclésiastique, contre-partie de la concep-

tion romaine, fait du mariage un acte consensuel, consistant dans la volonté concordante des époux. Sous la pression de cette doctrine, on voit déjà poindre au VIII^e siècle l'idée que le consentement paternel n'est pas une nécessité. La victoire de l'Église se dessine au IX^e siècle. Le mariage est un sacrement.

Cette conception ne va pas sans inconvénients. Le moyen âge est rempli de mariages contractés contre le gré des familles. Bien que des sanctions telles que l'exhérédation combattent cette tendance, les unions sans consentement et même à l'insu des parents, vrais mariages de surprise, se multiplient. D'autre part, nous avons vu que le droit féodal donne au suzerain le droit d'imposer le mariage à la fille héritière du fief. C'est pourquoi Léon Gautier a pu dénoncer dans les scandales des mariages de l'époque féodale l'une des plaies douloureuses de cette société.

Cependant, il ne faudrait pas exagérer. Pratiquement, les filles se marient jeunes; elles se laissent marier, mais rien ne dit que les parents soient insensibles à leurs chances de bonheur. La limite d'âge requise pour la célébration du mariage est habituellement de quatorze ans pour les garçons et de douze ans pour les filles.

Ordinairement, le mariage est précédé par les fiançailles. Le cérémonial des fiançailles rappelle la vente originaire de la femme au mari. On distingue les fiançailles « par paroles de futur » et les fiançailles « par paroles de présent ». La première formule, employant le futur, ne vaut que comme promesse. La seconde, employant le présent, constitue l'essentiel du mariage même, puisqu'il est consensuel. Aussi ne la tolère-t-on, en principe, que devant l'église, à l'instant qui précède la bénédiction nuptiale. C'est du moins la prescription expresse d'un concile de 1279.

L'engagement réciproque des époux constitue proprement le mariage aux yeux de l'Église du moyen âge. La bénédiction du mariage n'est que de cérémonie. La doctrine professée par saint Thomas d'Aquin est catégorique sur ce point. L'engagement sans la cérémonie est un péché, mais l'union n'en est pas moins valable. Ce libéralisme n'a été abandonné qu'au concile de Trente.

Par contre, l'autorité religieuse est d'une grande sévérité quant aux empêchements qui font obstacle au mariage. La parenté ne rend le mariage possible qu'après le septième degré canonique. Les degrés se comptent canoniquement en partant du parent le plus éloigné de l'ancêtre commun jusqu'à cet ancêtre commun; tandis que les degrés de droit civil se comptent en partant de l'un quelconque des parents pour remonter à l'ancêtre commun et redescendre ensuite jusqu'à l'autre parent. De la sorte, le septième degré canonique répond aux douzième et treizième degrés civils.

L'affiliation spirituelle qui s'attache au parrainage fait aussi obstacle au mariage.

L'indissolubilité du mariage chrétien ne s'est pas imposée sans luttes. La répudiation était possible chez les Barbares. Charlemagne n'hésite pas à renvoyer Désirée à son père. Au ix^e siècle se joue la partie décisive. L'archevêque de Reims, Hincmar, et le pape Nicolas I^{er} déploient leur énergie pour empêcher le divorce du roi de Lorraine, Lothaire II, qui veut remplacer sa femme Teutberge par Waldrade. La doctrine de l'indissolubilité triomphe, et le moyen âge s'y tient. La société féodale appelle quelquefois la séparation « divorce »; elle donne aussi ce nom à la dissolution d'un mariage annulé. Mais, en réalité, il n'y a pas au moyen âge de divorce, au sens moderne de ce mot. Lorsqu'on nous parle, par exemple, du divorce de

Louis VII et d'Éléonore de Guyenne, il faut l'entendre d'une union canoniquement dissoute pour cause de parenté à un degré prohibé.

Il ne faut pas perdre de vue que, pour des parentés peu rapprochées, des dispenses sont possibles. Le Saint-Siège les accorde, non sans fiscalité. Mais les fausses dispenses invoquées par Jean V d'Armagnac, qui voulait épouser sa sœur, firent scandale et provoquèrent des mesures rigoureuses dans la société pourtant indulgente du ^{xv}^e siècle.

Pour finir ce chapitre, qui pourrait démesurément s'allonger, nous grouperons quelques traits caractéristiques qui se rapportent à la vie matérielle.

Le mobilier de l'époque féodale nous est assez bien connu, grâce surtout aux œuvres d'art, sculptures, miniatures, grâce aussi aux descriptions des chansons de gestes, grâce enfin aux testaments et inventaires.

Le lit, bas et large, s'appuie à la muraille. Il est enveloppé de rideaux, les « courtines », qui glissent sur des tringles de fer. Il est garni d'oreillers, — que l'on aime à recouvrir de soie brodée, — d'une couverture d'hermine, de couettes de « paille » ou tissus brodés, de draps de lin. Le dormeur dort nu, enveloppé dans les draps. Sur les carreaux froids du pavement, des peaux de bêtes tuées à la chasse sont étendues en guise de descentes de lit.

Devant les fenêtres, on dispose des courtines sur potences mobiles. Des candélabres, généralement très massifs et abondamment garnis de chandelles, fournissent la lumière quand le soir tombe. Toute chambre comporte, en outre, des perches à suspendre les vêtements. Une image sainte, — l'image du patron de celui ou de celle qui habite la chambre, — complète généralement cet ameublement.]

Les bains se prennent dans des cuves. Des « lavoirs »,

consistant en petites fontaines, servent à se laver les mains avant et après les repas. Les hautes classes font fréquent usage de la cuve et du lavoir. Si les chansons de gestes accusent le vilain de ne connaître que l'eau de pluie, elles font entendre par là même qu'il est de bon ton de se baigner et de se laver.

Les salles des châteaux sont pourvues de cheminées monumentales avec de forts chenêts. A côté de la cheminée, on voit un soufflet et quelque barre de fer qui sert à tisonner. Au ^{xiv}^e siècle seulement font leur apparition pelles et pincettes. Des écrans en osier permettent de se protéger le visage contre la haute flambée qu'alimente le bois abondamment jeté dans le brasier. Pour les veillées, des chandelles sont disposées dans des candélabres, de manière à éclairer la partie de la pièce qui avoisine le feu. La famille fait cercle autour du foyer, les femmes manient l'aiguille ou la quenouille, tandis que les hommes devisent.

Les sièges sont de plusieurs sortes : chaières ou fauteuils en forme de stalles, bancs fixés contre les murs ou mobiles. Des coussins d'étoffe en adoucissent le contact. Sur le pavage, aux dessins souvent élégants, on étend volontiers de beaux tapis. Les murs eux-mêmes disparaissent sous les tentures, les tapisseries; les larges panneaux sont coupés de panoplies, de trophées de guerre et de chasse. Des armoires, des bahuts, des dressoirs, où s'étale la riche vaisselle de plate, sont également mentionnés par nos textes.

Les repas seigneuriaux sont servis sur des tables revêtues de nappes et entourées de bancs. Chaque convive dispose d'une cuiller et d'un couteau; la fourchette ne s'y ajoute qu'au ^{xiii}^e siècle. Point de serviettes : on s'essuie à la dérobée, plus ou moins discrètement, avec les pans de la nappe. Le pain blanc est réservé aux tables de luxe. On y mange dans des

écuelles et des palettes; les plats sont « d'argent » ou « d'or », c'est-à-dire le plus souvent dorés. On boit dans des hanaps et des coupes habituellement faites de métal précieux. L'eau se sert dans des aiguières magnifiques, qui affectent des formes d'animaux; le vin se sert dans des « nefs », non moins luxueuses, dont le type ordinaire imite la forme de vaisseau.

Les festins de l'époque féodale prennent volontiers des proportions pantagruéliques. Tel texte nous énumère dix-huit plats qui ont défilé successivement. La disposition habituelle est de six services : pâtés, civets, rôtis, venaison, poissons et, pour finir, sucreries et fruits. La volaille et le gibier priment la viande de boucherie. On raffole des paons et des cygnes à la broche. En fait de poissons, on prise fort le pâté d'anguilles. Les sauces sont mises à la mode au ^{xiii}^e siècle, particulièrement la « sauce poivrade » et la « sauce giroflée ». Le fromage, — précieuse ressource du rural, — n'est pas tenu en estime sur les grandes tables. Par contre les fruits y sont abondants et la pâtisserie de ménage y prodigue toutes ses variétés.

Les vins épicés sont fort en honneur. On les fait alterner avec les grands crus, les Bordeaux ou les Bourgogne, les Chypre et les Malvoisie. Les vins de Bordeaux ont été l'objet d'un commerce actif; les Plantagenêts, rois d'Angleterre et ducs de Guyenne, les ont fait adopter dans leur royaume. Ils y ont été rejoints par les Bourgogne, venus de Flandre, où ils trouvèrent un débouché fructueux, surtout lorsque le comté de Flandre eût été porté par mariage dans la maison des ducs valois de Bourgogne.

La maison ducale de Bourgogne fut la plus magnifique de toutes les cours féodales. Les « escroes » ou comptes domestiques, conservés aux archives de la Côte-d'Or, et les cuisines, encore visibles au Palais

des États, à Dijon, donnent l'impression de ce que fut cette vie de cour active et fastueuse. Les historiens bourguignons du ^{xv}^e siècle, surtout Olivier de la Marche, se plaisent à décrire dans leurs moindres détails les festins, comme les solennités chevaleresques et les tournois. A Lille, la fête du faisan, en 1453, fut particulièrement brillante. On y fit paraître un faisan « vif et orné d'un très riche collier d'or très richement garni de pierreries et de perles ». Vers la fin du repas, arriva la Sainte Église, « vêtue d'une robe de satin blanc », pour réciter l'émouvante complainte à la suite de laquelle le duc Philippe le Bon fit le vœu de se croiser. L'ordre de la Toison d'or, créé par le même prince à l'occasion de son mariage avec Isabelle de Portugal, marqua de banquets splendides chacune de ses réunions. On ne se contentait pas, à la cour de Bourgogne, de la quantité et de la qualité des mets, on soignait le décor, on égalait la recherche aux trouvailles les plus ingénieuses de la décadence romaine. Pour laisser reposer l'estomac, on coupait les services au moyen d'« entremets » : c'étaient des intermèdes de musique ou d'exhibitions. On introduisait des chœurs, ou bien des acrobates et des équilibristes qui se livraient à leurs tours les plus surprenants. Tantôt c'étaient des enfants dorés des pieds à la tête qui venaient répandre de précieux parfums ; tantôt des chevaux dressés qui exécutaient autour de la table les mouvements les plus savants. Mais le triomphe de la mise en scène, c'étaient les pièces montées : une baleine d'où sortaient de belles sirènes, des vaisseaux tout équipés, des tours de bois d'où s'élançaient des chevaliers armés pour se défier et se combattre.

L'étiquette et le service étaient, dans une telle cour, de vraies sciences. Pour avoir une idée de leur complication, il n'est rien de mieux que de relire, dans le

Mémoire sur l'état de la maison du duc, du fidèle Olivier de la Marche, le passage qui concerne la paneterie ducale :

« Le duc a un premier panetier et cinquante écuyers panetiers et sont conduits, à la guerre et à la paix sous le premier panetier, et sont gouvernés par cinq chefs de chambre ordonnés par le prince, dont chacun a neuf panetiers sous lui.... Quand le prince veut dîner et qu'il est couvert, l'huissier de salle va quérir le panetier qui doit servir pour ce jour et le mène en la paneterie. Et là, le sommelier de la paneterie baille une serviette au dit panetier et la baise en faisant créance. Et le panetier la met sur son épaule senestre, les deux bouts pendant devant et derrière. Et puis, le sommelier lui baille la sallière couverte, laquelle ledit panetier doit porter entre ses doigts, tenant le pied et le ventre de la sallière, en différence du gobelet, qui se doit porter par le pied. Et va le panetier après l'huissier de la salle, la tête nue.... Le panetier assied la viande sur la table et puis prend son assay et le baille aux autres, l'un après l'autre. Et se remet le panetier au bout de la table devant la nef et sert le duc à deux fois, et a chacune fois de douze ou treize mets. Et le souper se sert à une fois. Et doit le panetier prendre un des couteaux et mettre le sel de la grande sallière en la petite et faire son assay, et le mettre devant le prince. Le panetier prend au buffet les oublies, et, s'il y a assemblée au banquet, il peut asseoir les oublies devant tous ceux qui sont assis à la table du prince et non autres. »

Un proverbe disait : « Après la panse vient la danse. » Les « caroles et baleries » venaient donc au moyen âge « après mangier ». Ce sont surtout des rondes, que les dames chantent elles-mêmes ou qu'on fait accompagner par des ménestrels. Parfois ce sont les vieilles qui se chargent de donner le rythme. La reine Isabeau de Bavière et le duc d'Orléans lancèrent la mode des grands bals costumés. Michelet a décrit en termes inoubliables le « bal des ardents », où de jeunes seigneurs, déguisés en sauvages, prirent feu et périrent rôtis dans leurs maillots.

Pour le vêtement, nous ne saurions ici entreprendre

de suivre les nombreux changements de la mode. Aussi bien, d'illustres ouvrages ont été consacrés à l'histoire du costume. Bornons-nous donc, afin d'évoquer le monde féodal dans ses atours, à décrire la toilette féminine et masculine vers le milieu du moyen âge, c'est-à-dire aux environs de 1200.

La chemise de l'élégante était blanche. On la confectionnait en toile de lin ou de chanvre (cainsil). Cette chemise se portait fort longue et descendait jusqu'aux pieds. Elle était « ridée », c'est-à-dire plissée, et gaufrée au fer. Elle n'apparaissait qu'aux poignets et au bas de la jupe, où elle dépassait. Aussi l'ornait-on fréquemment d'une ganse d'or au col et aux manches.

On appelait « chainse » tantôt la chemise même, tantôt un dessus que l'on superposait à la chemise, laquelle probablement en pareil cas était plus simple. Le chainse était, lui aussi, ridé et gaufré. C'était une sorte de peignoir d'intérieur.

Un bandage disposé au-dessous de la poitrine servait à mouler le corps. Par-dessus venait le « pelisson hermin ». Il consistait en une fine fourrure enfermée entre deux étoffes, l'une de lin doublant le poil, l'autre de soie doublant le cuir. Le côté soie apparaissait extérieurement. Au col et aux manches, la fourrure dépassait et, légèrement retournée, formait garniture. La préférence donnée à l'hermine parmi les fourrures faisait donner au vêtement lui-même le nom de pelisson hermin. Ce pelisson ne pouvait évidemment se porter qu'en hiver.

La robe proprement dite se nommait le « bliaut ». Il était de coupes et de couleurs variées. On le faisait souvent à traîne et toujours avec de grandes manches. Le luxe se déployait. Il n'était point rare que le bliaut fût broché d'or. Mais il n'y avait point de grand décol-

leté. A la taille, une large et riche ceinture permettait de suspendre une aumônière.

Le manteau se jetait sur le bliaut. Il était habituellement en soie, garni de fourrure et paré de galons d'or ou « orfroï ». Le XIII^e siècle préféra au bliaut la « cotte », robe de laine ou de drap plus simple.

La première pièce du costume masculin consistait dans les « braies ». C'était une sorte de caleçon, d'origine gauloise. On les faisait blanches et en cainsil, c'est-à-dire en toile de chanvre ou de lin. La forme est collante au XII^e siècle. Une ceinture à boucle, serrée à la taille, sert à maintenir les braies. Cette pièce formait le haut de chausse. La pièce complémentaire s'appela « chausse » avant de s'appeler « bas » : c'était proprement le bas de chausse. Généralement en tricot, les chausses sont quelquefois en soie. Les élégants les font venir de Bruges. Ils les choisissent de couleurs vives, comme en on voit tant dans nos miniatures. On en fait même à jour.

La chemise d'homme est en cainsil blanc ou à fleurs (cainsil affloré); elle est plissée et gaufrée comme la chemise de femme, mais elle est bien plus courte. Les hommes ont un pelisson analogue à celui des femmes, ou bien une simple cotte. Le bliaut masculin affecte la forme de tunique. L'étoffe est de laine ou de futaine, quelquefois de soie. Les manches, en entonnoir, se serrent aux poignets. Le vêtement se passe par la tête. S'il est « pourfendu », ou eneoire, comme on dit, « entaillé », on le lace par derrière ou sur le côté.

Le manteau est le grand luxe du baron. Il est souvent très somptueux. Il consiste en une fourrure à doublure de drap ou de soie, et il est rehaussé par des passementeries, des franges, avec ornements recherchés, où sont signalées des pierres précieuses.

Des bijoux divers, surtout des bagues, figurent dans les documents narratifs ou les inventaires.

Les chaussures se font en cuir ou en étoffe. Les semelles sont minces et il n'y a point de talons. L'étoffe du soulier est souvent brodée et ornée. Déjà on signale au ^{xii}e siècle, sous le nom de « pigaches », les pointes effilées des chaussures. Ces pointes s'exagéreront au ^{xiii}e siècle et se retourneront, et ce sera la durable et singulière mode des pointes « à la poulaine ». On appelait « heuses » des bottes solides, qui jouaient le rôle de chaussures de fatigue. On les mettait, notamment, en voyage. Inversement, il y avait des chaussures de délassement, pour l'intérieur : les « escapins ».

La coiffure habituelle était, au moins en hiver, le bonnet. Dans les cérémonies, on mettait le « chapelet », que le « chaperon » détrône, à la fin du ^{xii}e siècle, pour commencer un long règne à travers une riche succession de variantes. Les femmes portaient couramment la coiffe.

En guerre, les vêtements civils faisaient place aux armures. Au ^{xii}e siècle, la pièce essentielle de la tenue militaire est le « haubert ». C'est une cotte de mailles sans plastron, qui s'enfile par la tête, et qui est fendue devant et derrière, de façon à ne point gêner la marche. Une broderie grossière en fil d'archal en souligne le bas de jupe et le parement de manches. Le haubert monte haut; sous forme de capuchon, il enveloppe le menton, cache les oreilles et enserre la tête. Cette protection se complète de celle du « heaume ». C'est un casque dont le cimier forme une pointe comparable à celle d'un bonnet. Autour du front, il se double d'un cercle de fer orné généralement de cabochons de couleur. Ce cercle se prolonge par le « nasal », qui descend le long du nez, et rejoint presque la menton-

nière du haubert, de manière à bien protéger la face. Aux jambes, on lace les « chausses de fer », auxquelles on fixe les éperons. Ceux-ci sont d'argent ou d'argent doré, variété qualifiée couramment « éperons d'or ».

L'épée du ^{xii}^e siècle est encore assez courte, le combat à distance se livrant à la lance. La croix de la poignée comporte les ornements les plus variés. L'écu est un bouclier de forme triangulaire, qui se tient la pointe en bas, et doit envelopper le cavalier à cheval depuis le cou jusqu'aux pieds. Le baron tient son écu d'une main, sa lance de l'autre. A la lance flotte le gonfanon aux armes du baron.

L'appareil militaire se développe constamment aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. De perfectionnement en perfectionnement, on arrive à la grande armure proprement dite, qui barde de fer, entièrement, le cavalier et même le cheval. L'armure d'un chevalier complètement équipé comprenait, au ^{xiv}^e siècle, au moins dix-huit pièces. Pour les empêcher de se perdre dans la bataille, on les fixait au moyen de charnières maintenues par des pitons. Un chevalier ainsi paré, s'il venait à tomber, était hors d'état non seulement de se relever, mais même de se mouvoir.

A l'extrême fin du moyen âge, l'armure s'est sensiblement allégée. Un beau spécimen de 1440 au Musée d'Artillerie, à Paris, pèse environ vingt-cinq kilos. A ce moment, les pièces essentielles de l'armure sont les suivantes : spalières, corselet, pansière, brassards, coudières, gantelets, braconnières, tassettes, cuissards, genouillères, grèves, sollerets. Les spalières protègent les épaules; le corselet protège le buste, et sa partie inférieure forme la pansière; le brassard, comme son nom l'indique, couvre le bras, et la coudière ou cubitière le coude et l'avant-bras; les gantelets protègent

les mains et les poignets; la braconnière protège le bas-ventre et la partie correspondante au bas du dos; les tassettes sont aussi appelées garde-euisses; les genouillères se mettent aux genoux; les grèves sont aussi appelés jambières; enfin, les sollerets sont des souliers de fer. On y adapte une pointe mobile, afin d'obéir à la mode, c'est la « poulaine ». Quant aux éperons, que nous avons vus précédemment mobiles, ils sont fixes au ^{xv}^e siècle; le nombre des pointes, disposées en étoile, est de six ou davantage.

L'armure est souvent luxueuse; elle est toujours savamment articulée. En ce genre, la main des artistes produit de véritables merveilles : le Musée d'Artillerie, à Paris, le Musée de Vienne, et l'Armeria Real de Madrid exposent des modèles de toute beauté.

L'épée des chevaliers était devenue très longue et très effilée, afin de pénétrer sous l'armure. Mais on n'abandonnait pas la lance : elle passait dans une échancrure de l'armure ménagée à cet effet.

Au commencement du ^{xv}^e siècle, la tête et le visage du chevalier étaient encore protégés par le bacinet, hérité du siècle précédent. C'était un casque à visière mobile qui se rabattait sur la figure. Un prolongement par derrière formait le couvre-nuque. Vers 1430, au bacinet succède l'armet. C'est un bacinet plus léger, dont la visière se fixe sous le menton; la pièce supérieure la rejoint, sous forme de visière, appelée « bezaille ».

Les gens de pied se contentaient de se coiffer d'une simple « salade », casque tout simple, dont le nom évoque la forme, et que complètent un couvre-nuque et une visière. Ils portaient pour vêtement de guerre une tunique de cuir, jaeque ou brigandine, constituée par un pourpoint à écaille. Par-dessus, ils passaient

« la trousse », c'est-à-dire le carquois, leurs armes étant l'arc et l'arbalète.

Le mépris de la noblesse à armures resplendissantes s'est déversé sur cette « ribaudaille » à tous les tour-nants de la guerre de Cent ans. Pourtant, c'est à travers les péripéties de cette guerre, célébrée par les ehro-niques et poèmes pour lecteurs nobles, que s'élabo-rait l'armée permanente, celle qui devait remplacer, comme force réelle, pour la monarchie en gestation, l'ancienne chevalerie.

CHAPITRE VI

LE MONDE FÉODAL

Le monde féodal comprend l'Occident chrétien de l'Europe et les pays d'Orient placés par les Croisades, d'une façon plus ou moins durable, sous la domination latine : Syrie, empire de Constantinople, Grèce continentale et insulaire, Candie, Rhodes, Chypre.

La mouvance française. — La France capétienne a été le cœur de tout le système. C'est elle qui, de l'aveu unanime, a représenté au premier chef la civilisation durant cette période. C'est donc elle qu'il convient de parcourir d'abord, en commençant le rapide voyage que nous nous proposons de faire à travers le monde féodal.

La langue féodale appelle mouvance de la royauté ou de la couronne, l'ensemble des territoires dont l'hommage, directement ou indirectement, est dû au roi. Toute terre comprise dans la mouvance est, féodalement parlant, aux mains d'un vassal ou arrière-vassal du roi. Un alleu absolu forme une enclave échappant à la mouvance : tel le royaume d'Yvetot. Le roi ne pourra y restaurer son autorité qu'à titre de souverain. Sa suzeraineté y serait sans prise. Pour exprimer qu'une terre relève, à quelque degré que ce soit, de la suze-

raineté royale, on dit que cette terre « meut » du roi.

Les limites de la mouvance royale ont été modifiées par diverses contingences historiques. Mais, en principe, elles découlent du traité de Verdun de 843. Le texte de ce traité, l'un des plus fondamentaux de l'histoire, est malheureusement perdu, et l'érudition n'arrive qu'à grand'peine à en reconstituer les dispositions à l'aide de documents divers et postérieurs. C'est à l'intérieur du royaume de Charles le Chauve, dans les frontières tracées par le traité, que s'est constituée la mouvance française.

Le domaine royal. — On appelait domaine royal l'ensemble des territoires sur lesquels l'emprise du roi s'exerçait directement. Ce domaine était très réduit à l'avènement de Hugues Capet. Il s'éparpillait dans l'île de France, le pays chartrain, le Vexin, le Vermandois. Les îlots qui le formaient étaient coupés les uns des autres par une petite féodalité de sires turbulents, comme le sire du Puiset, le sire de Marle et leurs émules, que Louis VI eut beaucoup de mal à déraciner. Déjà, cependant, le domaine commençait à prendre plus de consistance. De Paris et Saint-Denis, siège de sa puissance, le Capétien, gagnait de proche en proche, s'appliquait à faire du domaine quelques blocs plus compacts, au lieu de l'émiettement primitif. Par le seul fait de sa durée, la dynastie, grâce à l'exercice de sa suzeraineté, recueillait des déshérences, recevait de nouveaux hommages, faisait des achats, des échanges. La petite tache de forme fuselée qui se dessinait maintenant dans le bassin parisien allait grandir, entamer successivement les couleurs disparates qui l'enserraient, s'étendre progressivement, pour arriver à recouvrir un jour la carte tout entière.

Suivre le processus de cette extension serait sortir de notre cadre. La croissance du domaine est une moitié

de l'histoire de France : c'est, proprement, l'histoire de la formation territoriale de l'État français.

Le labeur capétien en a rythmé le développement. Ouvriers appliqués, les héritiers de Hugues Capet ont mis au service de la cause royale une conscience minutieuse, un sens étonnant du réel. Ils ont géré leurs affaires sans grand éclat, mais avec une persévérance exemplaire. Sans être, à aucun moment, de très grands politiques, ils ont été, avec une constance surprenante, des politiques.

Quel que fut leur désir instinctif de rejoindre les tronçons et d'arrondir les possessions, les Capétiens n'ont pas entrepris une conquête géographique. Aussi bien, s'y seraient-ils brisés. C'est au contraire, en dehors de toute géographie, le hasard des successions, l'opportunité des occasions, les chances d'extinction et le jeu du droit féodal qui ont déterminé l'ordre chronologique des « réunions » au domaine.

La Normandie. — Entre les fiefs français, le duché de Normandie se présente dans des conditions initiales particulières. On dit communément que la Normandie fut cédée à Rollon, chef des pirates normands, par le roi Charles le Simple, en vertu du traité de Saint-Clair-sur-Epte, conclu en 911. Le duché aurait son origine dans un acte diplomatique, cas unique dans l'histoire de la constitution primitive des fiefs. Sans doute, la réalité d'une entrevue et d'un accord entre Charles le Simple et Rollon, en 911, ne saurait être niée. Mais, outre que l'occupation du pays par les envahisseurs scandinaves était déjà chose faite, la cession a eu lieu en « bénéfice », en sorte que l'acte de 911 se résout en une investiture féodale. Ainsi, les modalités de création du fief normand se trouvent ramenées aux conditions ordinaires. Lorsqu'un chroniqueur normand postérieur

nous rapporte la scène célèbre où l'on voit Rollon faisant tomber le roi Charles à la renverse, afin de lui baiser le pied sans fléchir le genou, ce récit, fabuleux et légendaire, ne fait que mieux trahir la qualité de vassal acceptée par Rollon.

Cependant, il n'était pas indifférent à l'avenir que le duché de Normandie, seul parmi les seigneuries mouvantes de la couronne, ait eu une date de naissance précise. Ce fief, au lieu d'avoir été engendré comme les autres par le glissement insensible des pouvoirs aux mains d'une famille, est passé en un jour tout fait aux mains de Rollon. La conséquence fut que les pouvoirs du duc normand furent plus étendus et plus consistants que ceux des autres hauts barons. En effet, au-dessous d'eux, les ducs organisèrent leur arrière-vassalité à leur guise; ils en surent maintenir les domaines dans un état de morcellement favorable à leur emprise, les pouvoirs dans un état d'infériorité favorable à leur suprématie. Une véritable puissance monarchique, exprimée par la « paix du duc », s'est formée, de la sorte, au bénéfice de la dynastie : l'exercice systématique du bail seigneurial, la régularité précoce des tribunaux itinérants, la création d'institutions vigoureusement centralisatrices, comme celle de l'échiquier, sont autant d'indices caractéristiques et concordants.

Une descente heureuse et une victoire décisive, à la journée de Senlæ ou Hastings, donnent, en 1066, au duc Guillaume la couronne d'Angleterre. Dès lors se dessine une situation nouvelle qui doit peser lourd sur l'avenir.

La Flandre. — La Flandre a une origine romanesque : l'enlèvement de Judith, fille de Charles le Chauve, par le comte Baudoin, en 862. Ce fut une des aventures où l'Église soutint la validité du mariage

consensuel, en dehors du consentement des parents. Le pape Nicolas I^{er} intervint en ce sens avec ténacité. Le roi pardonna, l'année suivante. La concession territoriale faite au gendre par le beau-père est à la base du fief flamand. Elle fut assez vite étendue, car les « honneurs » de Baudoin couvrirent les comtés de Gand, Bruges, Courtrai, Mompisc. De 879 à 918, Baudoin II le Chauve, quoique petit-fils de Carolingien, louvoya entre la dynastie et ses rivales, et, par des volte-face opportunes, réussit à arrondir le noyau primitif de ses possessions. La même politique semble avoir été suivie, de 918 à 965, par Arnoul I^{er}. Le comté de Flandre apparaît alors solidement constitué.

Or, le pays flamand était déjà entraîné par le prodigieux essor économique qui devait en faire la région industrielle par excellence de l'Occident du moyen âge. Aussi est-ce de bonne heure un pays de large émancipation communale. Un duel persistant entre pouvoir comtal et pouvoir communal sera le trait le plus apparent de l'histoire belge durant des siècles. M. Pirenne en a analysé, dans sa belle *Histoire de Belgique*, les péripéties souvent dramatiques.

Une politique belge s'esquisse, obligeant le pouvoir comtal à des ménagements. Tantôt on voit les comtes se mêler aux coalitions formées contre les Capétiens par les Plantagenêts, tantôt on les voit au contraire se rapprocher de leur suzerain pour trouver, grâce à lui, dans le droit féodal, une force de résistance contre la pression des revendications bourgeoises.

La Bourgogne. — Le duché de Bourgogne a été formé grâce au démembrement de l'ancien royaume burgonde. Le traité de Verdun a coupé en deux l'ancienne *Burgundia*. La frontière de la Saône, en 843, sépare une Bourgogne impériale et une Bourgogne française; la

première deviendra « la comté de Bourgogne » ou Franche-Comté; la seconde sera le « duché de Bourgogne » ou Bourgogne proprement dite. Lorsque après la mort de Charles le Chauve, son beau-frère Boson se fût fait élire à Mantailles, le 15 octobre 879, roi d'un royaume développé le long de la Saône et du Rhône, sous le nom de royaume de Provence ou de Bourgogne, le propre frère de Boson, Richard le Justicier, maintint en dehors de cette nouvelle emprise la Bourgogne française, essentiellement constituée par les diocèses de Mâcon, Chalon-sur-Saône, Autun et Langres.

La Bourgogne devient alors un foyer exceptionnel de rayonnement monastique. Au ^x^e siècle, la fondation de Cluny et la réforme de Saint-Bénigne de Dijon sous la direction de Guillaume de Volpiano sont des faits du même ordre et très significatifs.

Un moment réunie au domaine par Robert le Pieux, la Bourgogne devint, après lui, l'apanage de son fils cadet, Robert sans Terre.

Être « sans terre », comme le premier duc, c'était un grand défaut dans une société où la terre, richesse essentielle, était l'assise nécessaire de toute puissance. Une base territoriale était indispensable à la dynastie. Il lui fallait aussi forger l'armature d'une forte hiérarchie d'hommages. Trop de terres glissaient à travers les mailles du réseau féodal. L'œuvre à accomplir était immense, elle fut lente d'abord.

Le droit de déshérence, jouant au profit des ducs comme au profit des rois, opéra le retour de fiefs intéressants; l'achat bien conduit fit également son office : achat de terres ou achat de vassalité. Pour procéder à des reprises et augmentations de fiefs, les ducs ne pouvaient se contenter de puiser dans un trésor besogneux, médiocrement alimenté par les droits féodaux et seigneuriaux; ils empruntaient aux juifs, aux lombards; sur-

tout, ils monnayaient des privilèges, des chartes de communes. Les rentes que servaient les communautés affranchies servaient à gager des opérations grâce auxquelles un pas de plus était fait vers la constitution d'un domaine direct et d'une hiérarchie féodale.

Par cette politique laborieusement poursuivie, les successeurs du duc sans terre firent fortune. Déjà Hugues III, contemporain de Philippe Auguste, commence à se sentir assez puissant pour braver le roi, qui soutient contre lui le turbulent comte de Vergy. Eudes III se réhabilite par sa belle conduite à Bouvines ; il va montrer son armure dans le midi, à l'occasion de la croisade lancée par Innocent III contre les Albigeois ; mais il sert mieux les intérêts de sa maison en absorbant l'inquiétante maison de Vergy par un adroit mariage. Alix de Vergy, devenue veuve, déploie au profit de la dynastie ses talents politiques et administratifs, au cours d'une régence consciencieuse qui, de 1218 à 1229, prépare l'éclat du ^{xiii}e siècle bourguignon. On évalue à six cent trente-six les acquisitions féodales ou domaniales du duc Hugues IV.

Alors, l'ascension prend une vive allure. Hugues V, Eudes III vont s'illustrer en Orient, mais le meilleur de leur action se dépense en France. Le duc de Bourgogne du ^{xiv}e siècle est le modèle du vassal loyal et puissant, bras droit de la royauté.

Le dernier Capétien de Bourgogne, Philippe de Rouvres, mourut de la peste le 21 novembre 1361. La succession revint par droit d'héritage aux Valois, et le roi de France, Jean le Bon, procéda à une réunion temporaire. Une nouvelle inféodation fit presque aussitôt passer le duché à une branche cadette. L'avènement de Charles V sur le trône fut suivi de l'installation de son frère, Philippe le Hardi, comme duc de Bourgogne.

Les quatre Valois qui se sont succédé de père en fils

en Bourgogne au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle ont jeté dans le monde un éclat incomparable. Le changement de dynastie a ralenti à peine un moment l'extension bourguignonne. Elle s'accélére, en revanche, de toute l'ardeur qui anime la nouvelle lignée. Un fait symbolise, dès le début, cette continuité surprenante : la fiancée du dernier Capétien, Marguerite de Flandre, devient la femme de Philippe le Hardi.

La réunion de la Flandre à la Bourgogne donne aux deux suivants — Jean Sans Peur, Philippe le Bon — un prestige dont ils n'usent pas seulement pour dominer à la cour de France sous le triste règne de Charles VI ; la politique cosmopolite d'un État bourguignon se dessine. Des achats habiles, des échanges avantageux et surtout une politique matrimoniale qui prélude à ce que sera celle de la maison d'Autriche ajoutèrent au noyau primitif tant de domaines que, pour exprimer la puissance de celui qui les possédait, il fallait trouver une expression nouvelle : les contemporains imaginèrent celle de « Grand Duc d'Occident ».

Comment ne pas comprendre, dans ces conditions, l'orgueil de Charles le Téméraire, et ses prétentions à l'indépendance ? Mais ces aspirations, qui tendaient à interposer un État nouveau entre la France et l'Allemagne, ne pouvaient se réaliser qu'au détriment de l'unité nationale française. Louis XI en fut le champion. L'échec de Charles le Téméraire fit évanouir une possibilité historique qui eût fait surgir, de l'une des seigneuries de la mouvance, une rivale de la France elle-même,

L'Anjou. — Dès l'abord, l'Anjou nous offre un cas tout différent de ceux qui nous ont été présentés par la Normandie, la Flandre ou la Bourgogne. L'avènement de Hugues Capet au trône, en 987, eut, entre autres conséquences, celle de faire passer au rang de vassaux

immédiats de la couronne les vassaux du duc de France, qui n'étaient auparavant que les arrière-vassaux du Carolingien. Le comte d'Anjou, descendant de Robert le Fort, était lui-même devenu duc de France, installant à Angers un vicomte, qui, déjà en 929, s'intitulait comte à son tour. En 987, l'héritier de l'ancien vicomte était le comte Geoffroy Grisegonelle. Déjà, la maison angevine s'était distinguée par une débordante activité. Devenu vassal direct de la couronne par une nouvelle ascension, Grisegonelle se fit le lieutenant empressé de la nouvelle royauté. Ce sont ses successeurs immédiats, Foulques Nerra ou le Noir et Geoffroy Martel, puis, au ^{xii}^e siècle, Geoffroy le Bel et Henri Plantagenêt, qui assurèrent la fortune de la maison.

Le fief angevin a été créé par l'effort militaire de ses comtes : les parchemins opportuns de Bourgogne sont ici remplacés par l'épée bien maniée. Pourtant, l'épée angevine n'a pas tout fait. Une renaissance intérieure du fief ajoute au brillant mérite guerrier de ses maîtres un mérite tout aussi exceptionnel d'administrateurs. C'est ce qu'a judicieusement montré M. Halphen. Églises et monastères d'Anjou avaient beaucoup souffert, aux ^{ix}^e et ^x^e siècles, des invasions normandes, dont la Loire avait été la trop accessible artère. Nerra et Martel travaillèrent à réparer ces ruines. Ils y réussirent grâce à des donations bien placées et à des privilèges méthodiquement distribués. En ce pays de terre grasse, il suffisait d'encourager le travail agricole pour obtenir promptement des résultats substantiels. Pour ce motif, Nerra et Martel furent de persévérants fondateurs de monastères : Beaulieu, Saint-Nicolas d'Angers, Saint-Laud d'Angers, la Trinité de Vendôme. Auprès des couvents, de gros bourgs se forment, et l'Anjou prend son aspect de plaine fertile, semée d'agglomérations populeuses sur une terre admirablement exploitée.

En même temps, Angers devient une ville importante et une place stratégique de premier ordre. Sans doute ne faut-il pas conclure de cette vue cavalière que les comtes d'Anjou ont eu des visées démocratiques ou simplement des idées économiques, que, dans son ensemble, le moyen âge a ignorées à peu près entièrement; mais le souci de rendre le fief prospère et la volonté d'en tirer parti ont suffi pour amener ces princes actifs et intelligents à des mesures cohérentes, qui ont eu pour effet l'essor brillant de leur seigneurie.

La maison de Champagne. — La maison de Champagne est souvent appelée, par les historiens, maison de Blois-Champagne, pour exprimer le double habitat qui lui donne, entre les grandes dynasties féodales, sa physionomie particulière.

Ses origines premières ont été parallèles à celles de la maison d'Anjou. Les vicomtes de Blois sont devenus comtes par la promotion des Capétiens, ducs, puis rois. La tête de la lignée fut Thibaud le Tricheur, qui dominait à Blois, Tours, Châteaudun, Chartres. Son fils, Eudes I^{er}, obtint en Champagne les comtés de Troyes, Meaux, Provins. Eudes I^{er} et son successeur immédiat, Eudes II, limités dans le bassin de la Loire par la forte position de la dynastie angevine, s'implantèrent en Champagne.

Henri le Libéral, fils de Thibaud le Grand, se subordonna les membres de la famille possessionnés sur la Loire en leur faisant rendre hommage. Sa puissance devint alors prépondérante. Protecteur de Louis VII contre les Plantagenêt, il fait de sa sœur Alix une reine de France; il devient lui-même sénéchal de France; un de ses frères est archevêque de Reims. Mais avec Philippe le Bel, la maison de Champagne s'absorbe définitivement dans la maison de France.

L'Aquitaine. — Au ix^e siècle, l'Aquitaine formait un royaume qui se confondit dans le royaume de France en 877, à l'avènement de Louis le Bègue. Alors, et malgré les objections soulevées à l'encontre par Flach, on doit considérer le vaste espace compris entre la Loire et les Pyrénées comme formant officiellement un duché, « ducatus Aquitaniæ » (Guyenne). L'un des comtes, revêtu du titre de duc, est à la tête de la région. Mais cette dignité fut disputée par trois maisons : celle de Poitiers, celle d'Auvergne et celle de Toulouse.

Guilhem le Grand fut le plus brillant des princes de la dynastie poitevine, bénéficiaire définitive du duché. Son mariage avec l'héritière de la Gascogne assura à son profit l'unité du Sud-Ouest. La cour d'Aquitaine fut hospitalière aux troubadours. L'un des ducs, troubadour, lui-même, est connu dans l'histoire littéraire sous le nom de Guillaume de Poitiers : superbe seigneur, aux idées hardies, bravant l'excommunication et menant, dit M. Boissonnade, « à la barbe des évêques et de la papauté la vie d'un calife de Bagdad ». Plus effacé fut ce dernier des Guilhem que M. Boissonnade définit « un géant entêté dans l'irrésolution ». Ce fut lui qui, en mourant, en 1137, légua sa fille Éléonore en mariage au fils du roi de France, au futur Louis VII : union malheureuse que devait rompre ce qu'on est convenu d'appeler un divorce, et que nous savons n'être que l'annulation canonique pour parenté à un degré prohibé. En épousant Henri Plantagenêt, Éléonore porta la dignité ducale à la maison anglo-normande-angevine, faisant du Sud-Ouest français une sorte de colonie anglaise pour de longs siècles.

Le Toulousain. — Toulouse n'a été distraite de l'Aquitaine que par les contingences, et le xi^e siècle en eût plutôt fait la capitale de ce royaume. Aussi bien

avait-elle été la capitale wisigothique. Sous Charles le Chauve s'implante à Toulouse la maison raymondine, destinée à devenir la maison de Saint-Gilles, et dont le représentant le plus illustre, l'un des héros de la première croisade, fut Raymond IV.

Évincée par la maison de Poitiers du duché d'Aquitaine, la dynastie toulousaine cherche surtout son avenir dans le Bas-Languedoc, en Provence et en Orient. Ces ambitions lointaines, jointes à une situation devenue difficile entre les deux royautés rivales des Plantagenêts et des Capétiens, expliquent que les Raymonds n'aient pu constituer un grand fief cohérent et étendu, comparable à celui des ducs de Normandie ou des ducs de Bourgogne. En revanche, ils présidaient aux destinées d'un pays riche, prospère, brillant par la littérature et les arts, où la vie était facile, les mœurs douces. Un libéralisme étrange pour l'époque à l'égard des croyances et des pratiques hétérodoxes fit le malheur de la dynastie. La féodalité qui gravitait autour d'elle, surtout les vicomtes de Béziers et les comtes de Foix, suivirent une politique analogue. Mais la maison raymondine, rendue responsable, fut la principale victime des événements.

Au début du XIII^e siècle, la résistance de l'hérésie dite albigeoise, sourde aux objurgations pontificales, attira la foudre. C'est la fameuse croisade des gens du Nord, lancée par Innocent III, menée par Simon de Montfort. La civilisation méridionale et la maison comtale furent brisées. Humiliés et dépossédés, Raymond VI et Raymond VII ne furent plus que les survivants d'un désastre, et par contre-coup, c'est la royauté capétienne qui recueillit le bénéfice de la croisade, réunissant au domaine le meilleur des possessions raymondines. Le Toulousain et ses annexes devenaient des sénéchaussées royales.

La marche d'Espagne. — C'est le XIII^e siècle qui assure la maîtrise du midi languedocien à la royauté, c'est aussi le XIII^e siècle qui, par contraste, consacre le glissement hors de France de la Catalogne, cette marche lointaine qui, théoriquement n'avait cessé de faire partie de la mouvance.

La marche carolingienne de Gothie, constituée d'abord le long de la Méditerranée du Rhône à l'Ebre, fut coupée en deux en 865. Il y eut alors une Septimanie ou Gothie au nord, une marche d'Espagne au sud. La limite des deux marches fut fixée aux Corbières. Ainsi, le Roussillon et la Cerdagne, arrachés à l'ancienne Narbonnaise, furent soudés au bloc des comtés transpyrénéens. Sur la région dont Barcelone est la métropole souffle déjà un remarquable esprit particulariste. Joffre le Poilu, à la fin du règne de Charles le Chauve, incarne la vertu créatrice de ce nationalisme. Comte de Barcelone, il tue, en 873, le franc Salomon, comte de Cerdagne et marquis de la Marche, et se substitue à lui. La légende fait de Joffre un héros aux aventures merveilleuses. En fait, il a bien été le fondateur de ce qu'on appellera, au moyen âge, le Principat de Catalogne.

Longtemps encore, cependant, la situation des comtés catalans dans la mouvance française ne se différencie en rien des autres comtés méridionaux. En 1172, le groupe des comtés sis entre les Pyrénées et l'Ebre tombe aux mains d'Alphonse d'Aragon. Entre les deux couronnes d'Aragon et de France, une question délicate se trouve alors posée. Elle ne se règle qu'en 1258, entre Saint Louis et Jacques le Conquérant.

Au cours des siècles, la maison d'Aragon avait acquis des suzerainetés nombreuses et variées, répandues çà et là sur le sol de la France méridionale. Jacques le Conquérant y renonce, à l'exception de la seigneurie de Montpellier, qui lui vient de sa propre mère. En

échange, saint Louis abandonne les droits qu'il pourrait revendiquer sur les pays catalans, y compris le Roussillon et la Cerdagne. Ainsi, le traité de Corbeil ramène au Pas de Salses la limite de la mouvance capétienne. L'époque féodale n'en verra pas le déplacement.

L'Allemagne. — Les changements de dynastie, le triomphe du principe électif, les querelles violentes avec la Papauté sur le délicat problème des investitures expliquent l'extrême affaiblissement de la puissance impériale, trait essentiel de l'histoire allemande au moyen âge. Seule l'idée vague que l'empereur émerge par son titre au-dessus des autres princes temporels, subsiste comme un vestige lointain de l'ancienne institution carolingienne. Elle suscite d'ailleurs cette réplique française que « le roi de France est empereur en son royaume ».

Pratiquement, la mouvance impériale, délimitée à Verdun et modifiée par des actes subséquents, se juxtapose à la mouvance française. Dans le cadre de l'Allemagne féodale, cinq grands duchés prirent place dès l'abord : Franconie, Saxe, Souabe, Bavière, Lorraine. A cet ensemble, cœur de l'empire, s'ajoutent le royaume d'Arles, la Bourgogne comtale, les prétentions sur l'Italie. Celles-ci s'expriment par la pression intermittente exercée sur les villes, — surtout les villes lombardes, — par les descentes plus dévastatrices qu'efficaces des Césars, par le protectorat plus ou moins effectif qu'ils revendiquent sur Rome.

Aux princes laïques qui font cortège à l'empereur, mais le tiennent en étroite tutelle, se joignent les princes ecclésiastiques : archevêques de Mayence, de Trèves, de Cologne. Le comte palatin du Rhin achève de compléter la liste des seigneurs allemands de premier rang. Plus tard, la Lorraine se décompose en Haute

et Basse-Lorraine, la Bavière se désarticule en Bavière, Autriche et Carinthie; au delà, la Bohême et la Hongrie s'individualisent; à l'intérieur du cadre germanique, la Thuringe d'une part, la Frise d'autre part s'érigent en unités distinctes, en attendant que la guerre et la colonisation poussée le long du littoral de la Mer du Nord et de la Baltique fassent éclore des margraviats nouveaux : Misnie, Brandebourg, Holstein, Mecklembourg, Poméranie.

A ces pièces maîtresses de la carte féodale allemande il ne faut pas omettre d'ajouter les villes libres et hanséatiques, dont le type est Brême. Ces villes, fortement liées entre elles, sont des puissances, territorialement médiocres, économiquement dominantes, grâce au véritable monopole commercial et naval qu'elles détiennent. A l'époque féodale, en effet, la mer n'est pas aux grands princes, mais aux marchands. Ceux-ci ont d'autant plus d'élan qu'ils appartiennent à des communautés plus libres. De même que la suprématie de la Méditerranée appartient aux petites républiques maritimes d'Italie, la prééminence industrielle aux communiers flamands, de même la maîtrise des mers septentrionales et de la vie économique allemande appartient à la Hanse et aux places commerciales qui lui sont affiliées.

L'Italie. — Féodalisée en même temps que la France et l'Allemagne, l'Italie n'a eu ni roi ni empereur. Elle doit à cette circonstance négative d'avoir subi, jusqu'à l'extrême, l'épreuve de l'émiettement. La traditionnelle couronne de fer des Lombards, annexée à l'empire, n'avait plus que la valeur d'un vain symbole.

Au nord, le marquisat d'Ivrée et le duché de Frioul; au centre, le marquisat de Toscane et le duché de Spolète; au sud, les duchés de Capoue et de Bénévent,

restés à des princes d'origine lombarde, et les duchés de Naples, de Gaète et d'Amalfi, demeurés vassaux de Byzance : telle était l'Italie féodale du ^x^e siècle. A Rome, une situation unique dans la chrétienté se trouvait créée. Consolidé à l'époque carolingienne, le Patrimoine de Saint-Pierre présentait la coexistence de principes féodaux et de principes pré-féodaux, et les actions et réactions de ces principes opposés engendraient une confusion inextricable. Tant ecclésiastique que laïque, une féodalité locale, tenace et vivace, avait poussé drue sur le domaine temporel. D'autre part, entre le Pape et l'Empereur, le dualisme carolingien dressait maintenant une antinomie, où le ^{ix}^e siècle avait cru instaurer une durable harmonie. Ce fut le point de départ de cette âpre et séculaire querelle des investitures où les deux pouvoirs s'usèrent mutuellement. L'Italie en fut déchirée plus encore que l'Allemagne. Guelfes et Gibelins s'invectivèrent et se traquèrent sans merci.

La physionomie de l'Italie se complète au ^x^e et surtout au ^{xiii}^e siècle par le développement du principe communal, particulièrement en Lombardie, et par l'essor maritime des cités méditerranéennes, surtout Venise, Gênes, Pise, Lucques. Les Croisades et la colonisation levantine favorisent un enrichissement que la concurrence la plus vive ne compromet pas.

A travers les péripéties des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, la carte italienne, singulièrement mobile en l'absence de pouvoir régulateur, tend vers une simplification relative. De la poussière des seigneuries naissent, pour émerger entre tous les autres, les cinq États dominants, dont le jeu diplomatique, savant et subtil, alimentera les fastes du « quattrocento » : Milan, Venise, Florence, Rome et Naples.

L'Espagne. — Bien différents sont l'aspect et l'évolution de l'Espagne. Aussi bien, le point de départ est-il ici tout autre. Seule, la Catalogne, d'origine carolingienne, — et dont, à ce titre, nous avons esquissé plus haut la genèse, — préexiste à la pleine éclosion des principes féodaux. Les autres états hispaniques, — Navarre, Castille, Léon, Aragon, — naissent de l'effort de la « reconquista » qui refoule progressivement les Arabes. Les royaumes de Valence et de Murcie s'ajoutent ensuite, et de la même manière, à la famille des États chrétiens. Successivement, les îles s'y annexent : Baléares, Sardaigne et Corse, même Sicile.

De formation parallèle, les royaumes hispaniques sont indépendants. Les unions qui se nouent entre eux ont le caractère d'unions personnelles. Toutefois, quelques-unes de ces unions ont eu cette fortune de devenir définitives : la soudure de Castille et de Léon fut la première de ces jonctions sans retour. Celle de l'Aragon et de la Castille, par le mariage des « rois catholiques », Ferdinand et Isabelle, devait aboutir à « l'unité espagnole ».

L'Angleterre. — L'Angleterre fermera le cercle de ce rapide voyage à travers l'Occident féodal. Les principes féodaux avaient été importés du continent sur le sol anglo-saxon, où déjà des germes favorables à leur éclosion avaient préparé le terrain. Mais la maison normande conquérante eut bien soin d'appliquer, dans son royaume d'Outre-Manche, les maximes qui avaient si bien réussi dans le duché. Le génie politique du vainqueur de Hastings adapte à merveille ces maximes aux circonstances. Comme les grands seigneurs anglo-saxons ont soutenu Harold contre lui, le Normand les exproprie. Il les frappe non comme indigènes, mais comme rebelles. Il les remplace tout naturellement par

les compagnons de sa victoire. Entre eux, il a garde de maintenir, comme sur le continent, la dispersion des fiefs.

Le « Domesday book » fixe l'armature féodale de l'Angleterre. L'unité est le « manoir » qui rappelle le domaine gallo-franc. Le « fief de chevalier » comporte le service à complet équipement. Le droit féodal anglais reproduit, dans leur ensemble, les dispositions familières à la société du continent, et nous en avons relevé au passage quelques particularités, comme l'aide « aux trois cas » ou l'absence de la « paumée » dans le cérémonial de la chevalerie du XII^e siècle.

De tous les rois suzerains, le roi anglo-normand est sans conteste celui qui possède la plus forte autorité. En face de son domaine ne se dresse aucune de ces grandes seigneuries qui, de l'autre côté de l'eau, se révèlent capables de tenir en échec le pouvoir royal. L'autoritarisme d'un Guillaume le Roux, d'un Henri I^{er} Beauclerc, et même d'un Henri II Plantagenêt eût été impossible en France à la même époque.

Une situation initiale aussi différente explique l'évolution très différente aussi de la noblesse anglaise et de la noblesse française. La noblesse anglaise, qui devait être la plus tenace, au point de vue social, — si bien que l'Angleterre n'a cessé d'être socialement féodale qu'en changeant de nature, en devenant, d'agricole qu'elle était, industrielle et commerçante, — n'a jamais été très puissante politiquement : elle a dû pour échapper à l'arbitraire royal et jouer un rôle dans les destinées de la nation, s'allier à la bourgeoisie. Unies contre la royauté, les deux classes — que tout, au contraire, a séparées en France — sont allées au parlementarisme, et la noblesse anglaise a offert à l'histoire le spectacle original d'une aristocratie obligée de se démocratiser pour compter dans l'État.

L'Orient latin. — Il reste à étendre à l'Orient latin cette exploration sommaire du monde féodal. Dans le mémorable sermon où il prêcha la première Croisade à Clermont-Ferrand, le 28 novembre 1095, le pape Urbain II assignait officiellement aux volontaires de l'expédition sainte une œuvre de conquête : « Prenez, leur disait-il, la route du Saint-Sépulcre, enlevez cette terre à la nation impie, et subjuguez-la. » Le succès, laborieux mais héroïque, de la Croisade eut donc pour effet logique la constitution du royaume latin de Jérusalem.

Cet État, créé par des Occidentaux alors que tout, en Occident, était féodal, ne pouvait être conçu que sous la forme féodale. Il le fut artificiellement, sur la donnée du plus pur droit féodal. Les *Assises de Jérusalem* furent le code par excellence de cette société d'outre-mer méthodiquement organisée.

De ce mode de formation, il résulte que la féodalité se présente en Terre Sainte avec une rigueur et une précision que l'Occident n'a jamais connues. N'ayant été en aucune façon préconçu, ayant été engendré par les contingences historiques, le système féodal, en Occident, avait laissé subsister des notions extra-féodales capables de l'atténuer, encore qu'à l'insu de tous. Rien de ce qui, en Occident, demeurerait extérieurement ou supérieur à la féodalité n'a été transporté en Orient. La royauté n'y est que pure suzeraineté. La hiérarchie seigneuriale n'y souffre aucun tempérament. Les droits des vassaux sont entourés de toutes les garanties possibles.

La faiblesse des établissements latins est venue surtout de là. Jacques de Vitry appelle Godefroy de Bouillon « seigneur de la ville » : de fait, il n'a guère, à l'aurore de son règne, que tout juste Jérusalem.

Plusieurs principautés, taillées en Asie par les com-

pagnons de Godefroy de Bouillon, se juxtaposent au royaume : le comté de Tripoli, création de Raymond IV de Toulouse, avance sa pointe jusqu'au château de Margat, et s'adosse au Liban ; la principauté d'Antioche, étendue par les croisés normands, va jusqu'à l'Arménie cilicienne et comprend, outre Antioche, les villes de Laodicée et d'Apamée ; le comté d'Edesse, formé de même, à cheval sur l'Euphrate, atteint la Grande Arménie aux abords de Mélitène et enveloppe la ville de Géraple avec son territoire.

Les Chrétiens ont transporté dans ces vastes régions de l'Asie Mineure et de la Syrie leur organisation politique et aussi leurs mœurs, leur art. Les troubadours se sont promenés dans les châteaux bâtis en ces terres lointaines ; ils ont chanté les dynasties vaillantes et hospitalières d'outre-mer.

Ils ont parcouru aussi cet étrange Empire latin de Constantinople, né de la déviation de la quatrième croisade, et subitement éclos, au commencement du XIII^e siècle, en pleine péninsule des Balkans. L'empire grec, brusquement effondré, était remplacé par un système conçu à la façon féodale et combiné pour donner satisfaction aux chefs responsables de la série d'invraisemblables événements qui avait conduit à ce dépeçage de l'héritage byzantin. Un empereur, Baudoin de Flandre, un roi, Boniface de Monferrat, se partageaient la meilleure part. Le roi était vassal de l'empereur.

Les Vénitiens, complices, sinon artisans de la déviation et auteurs de l'aventure, n'avaient eu garde de se laisser oublier dans la distribution des dépouilles. Ils possédaient la meilleure part de Constantinople, Arcadiople, Rodosto, Andrinople, la Crète, et des droits sur la côte de l'Albanie et de l'Épire, sur ce « despotat d'Arta » qui longeait la côte de l'embouchure de la

Boïana au golfe de Patras et comprenait Corfou. C'est ce lot magnifique qui permettait au doge-despote de se dire avec fierté « seigneur d'un quart et demi de l'empire grec ».

Cet échafaudage était destiné à tomber en morceaux dans le même siècle qui avait vu son improvisation. Mais il a vivement captivé les imaginations féodales et plus durablement excité les convoitises des marchands. MM. Schlumberger et Rubio y Lluch ont attiré l'attention sur l'extraordinaire odyssée de la « Grande Compagnie catalane », qui marqua la Morée d'une ineffaçable empreinte.

Mais les plus tenaces établissements féodaux dans le Levant furent ceux des îles : Candie, Rhodes, surtout Chypre. Sous les Lusignan, le royaume de Chypre devient un centre économique prodigieusement actif et un centre de vie chevaleresque d'une étonnante intensité. On y tisse les fils d'or, on y embarque les vins renommés. L'architecture occidentale, qui n'a laissé en Asie que des vestiges de châteaux forts, a été mieux respectée en Chypre, où subsistent encore, pour perpétuer l'éclat de l'école insulaire gothique, des témoins éloquents, interprétés avec sagacité par M. C. Enlart. La cour de Nicosie, imitatrice zélée des cours occidentales, fut, à son heure, un rendez-vous littéraire où la langue française déploya ses richesses en prose et en vers.

Seule l'invasion des Turcs Ottomans, qui marque traditionnellement la fin du moyen âge, devait faire évanouir les dernières traces de la domination latine dans le bassin oriental de la Méditerranée.

CONCLUSION

Sous ses différents aspects, la société féodale a défilé sous nos yeux. Nous en avons démêlé les origines, à la fois politiques et sociales, commandées par l'ambiance historique; nous en avons retracé, dans ses grandes lignes, l'organisation dont la logique n'exclut pas la souplesse; nous avons distingué les assises sociales des classes superposées depuis l'humble serf jusqu'au plus haut baron; nous avons défini les rapports des personnes et des biens qui fixent la condition réelle de chacun dans ce milieu où la richesse par excellence est la terre; pour mieux connaître les corps et les âmes, nous sommes descendus, autant qu'il l'a fallu, dans l'intimité de la vie, et, pour finir, un voyage rapide à travers le monde féodal nous en a fait apprécier la complexité et la variété.

Née d'une formule originale, la Féodalité a développé les modalités d'une civilisation qui s'oppose, par ses traits spécifiques, aux civilisations qui ont précédé et à celles qui ont suivi. Cette civilisation a régné des siècles, et s'est répandue au loin. Elle a eu ses côtés brillants, comme elle a eu aussi ses tares. Telle qu'elle fût, elle a marqué d'une vigoureuse empreinte une période nettement individualisée dans l'ensemble de l'histoire. De grands esprits l'honorent, tel, entre tous, un saint Thomas. Et l'art des cathédrales rivalise avec ce que le

génie grec a laissé de plus pur et de plus harmonieux.

Circonscrite dans le temps par la double évolution dont nous avons analysé les causes et, pour ainsi parler, le mécanisme, la civilisation féodale a eu, dans l'espace, une large diffusion. Le vaste domaine qu'elle a illuminé se confond, à vrai dire, avec le monde chrétien civilisé du moyen âge. Car, en dehors de son rayonnement, il n'est resté que les pays plongés encore dans la barbarie, les pays musulmans que la barrière de la foi rendait impénétrables autrement qu'à des échanges commerciaux ou à des emprunts inconscients, et les pays d'Extrême-Orient qu'un Marco Polo pouvait bien parcourir, mais qu'il ne pouvait être question de mettre en contact permanent et régulier avec l'Occident européen, avec ce monde romain renouvelé par les invasions, fécondé par le génie civilisateur de Charlemagne, et destiné à demeurer longtemps encore à la tête du progrès humain.

BIBLIOGRAPHIE ¹

VIOLLET (Paul). *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, 3 vol. in-8°, Paris, 1890-1903. — *Histoire du droit civil français*, 1 vol. in-8°, Paris, 1905.

LUCHAIRE (Ach.). *Manuel des institutions françaises, période des Capétiens directs*, 1 vol. in-8°, Paris, 1892.

FUSTEL DE COULANGES. *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, 6 vol. in-8°, Paris, 1889-92.

GLASSON. *Histoire du droit et des institutions de la France*, 8 vol. in-8°, Paris, 1887-1903.

FLACH (J.). *Les origines de l'ancienne France*, 4 vol. in-8°, Paris, 1886-1917.

LOT (F.). *Fidèles ou vassaux? Essai sur la nature juridique du lien qui unissait les vassaux à la royauté*, 1 vol. in-8°, Paris, 1904.

BRUSSEL. *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France*, 2 vol. in-4°, Paris, 1750.

Assises du royaume de Jérusalem, éd. Beugnot, 2 vol. in-fol., Paris, 1841-42.

BEAUMANOIR (Ph. de.). *Coutumes du Beauvaisis*, éd. Am. Salmon, 2 vol. in-8° (Coll. de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire, Paris, Picard, fasc. 24 et 30).

DU CANGE. *Glossarium mediae et infimae latinitatis*, éd. Léopold Favres, 10 vol. in-8°, Niort, 1883-87.

GUILHIERMOZ (A.). *Essai sur les origines de la noblesse en France au Moyen Age*, 1 vol. in-8°, Paris, 1902.

CALMETTE (J.). *Le « Comitatus » germanique et la vassalité* (Revue historique de droit français et étranger, 1904).

1. Le lecteur est prié de se reporter à notre Préface, p. vi, où sont indiqués les principes qui ont présidé à la rédaction de cette courte Bibliographie.

DUMAS (Aug.). *Encore la question : Fidèles ou vassaux ?* (Revue historique de droit français et étranger, 1920).

BEAUDOIN (Ed.). *Étude sur les origines du régime féodal* (Annales de l'Université de Grenoble, t. I, 1889.)

FOURNIER (Paul). *Les officialités du Moyen Age*, 1 vol. in-8°, Paris, 1881.

GAUTIER (Léon). *La chevalerie*, 1 vol. gr. in-8°, Paris, 1884.

ARBOIS DE JUBAINVILLE (H. D'). *Histoire des ducs et des comtes de Champagne*, 6 tomes en 7 vol. in-8°, Paris, 1859-66.

HALPHEN. *Le comté d'Anjou au XI^e siècle*, 1 vol. in-8°, Paris, 1906.

PIRENNE. *Histoire de Belgique*, 2 vol. in-8°, Bruxelles, 1902-07.

LONGNŌN. *Atlas historique de la France*, 6 vol. in-fol. et in-4°, Paris, 1884-1889. — *La formation de l'unité française*, éd. Delaborde, 1 vol. in-8°, Paris, 1922.

ROTH. *Geschichte des Beneficialwesens*, 1 vol. in-8°, Erlangen, 1850. — *Feodalität und Unterthanverband*, 1 vol. in-8°, Weimar, 1863.

WAITZ. *Deutsche Verfassungsgeschichte*, 6 vol. in-8°, Kiel-Berlin, 1880-1896.

BRUNNER (Heinrich), *Deutsche Rechtsgeschichte*, 2 vol. in-8°, Leipzig, 1887-1892.

QUICHERAT. *Histoire du costume en France*, 1 vol. in-8°, Paris, 1875.

ENLART. *L'Art gothique et la Renaissance en Chypre*, 2 vol. in-8°, Paris, 1899. — *Manuel d'archéologie française*, 4 vol. in-8° (en cours de publication.)

DERVIEU. *Le mobilier civil au moyen âge. La table et le couvert* (Bulletin monumental, 1922.)

ANGLADE (J.). *Les Troubadours*, 3^e éd. 1 vol. in-8°, Paris, A. Colin. 1922.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	V
CHAPITRE PREMIER. — Les origines féodales . .	1
— II. — L'organisation féodale	30
— III. — Les classes sociales.	79
— IV. — Les rapports des personnes et des biens	113
— V. — La vie féodale	143
— VI. — Le monde féodal	192
CONCLUSION	213
Bibliographie.	215

Date Due

~~MAR 20 1977~~

~~FEB 18 1978~~

~~MAR 1 1978~~

APR 29 1979

NOV 9 1978

APR 11 1979

FEB 26 1991

OCT 29 1994

APR 18

OCT 2 1994

D 131 .C3

Calmette, Joseph Louis An
La société féodale, ...

010101 000



0 1163 0213140 8

TRENT UNIVERSITY

D131 .C3
Calmette, Joseph Louis Antoine
... La société féodale.

238723

DATE

ISSUED TO

238723

